

front



QUELQUES NOTES CONTRE LE CONCEPT DE SOCIÉTÉ DES 2/3

DESINDUSTRIALISATION ET CRISE.

ÉLÉMENTS DE DÉBATS SUR LES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR BRISER LE RENONCEMENT.

ALLEMAGNE - TEXTE DE DÉBAT

août 1993 n° 5

Les coordonnées actuelles des militant(e)s du Comité de lutte des prisonniers d'Action directe

☆ JOELLE AUBRON

836285 F - M A F

Allée des Thuyas

94261 - FRESNES

☆ GEORGES CIPRIANI

793936 • 1/51b

Allée des Thuyas

94261 FRESNES CEDEX.

☆ NATHALIE MÉNIGON

836284 E - M A F

Allée des Thuyas

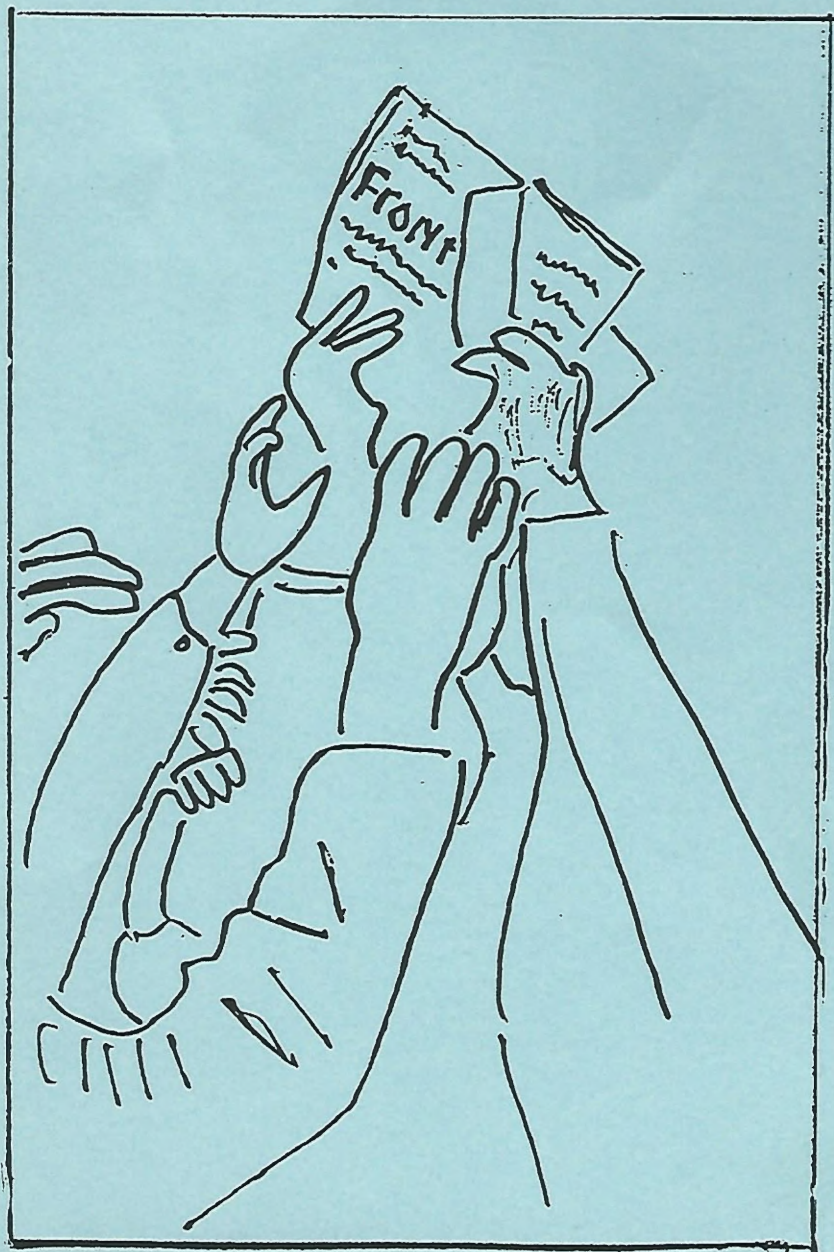
94261 - FRESNES

☆ JEAN-MARC ROUILLAN

793881 • 1/51C

Allée des Thuyas

94261 FRESNES CEDEX.

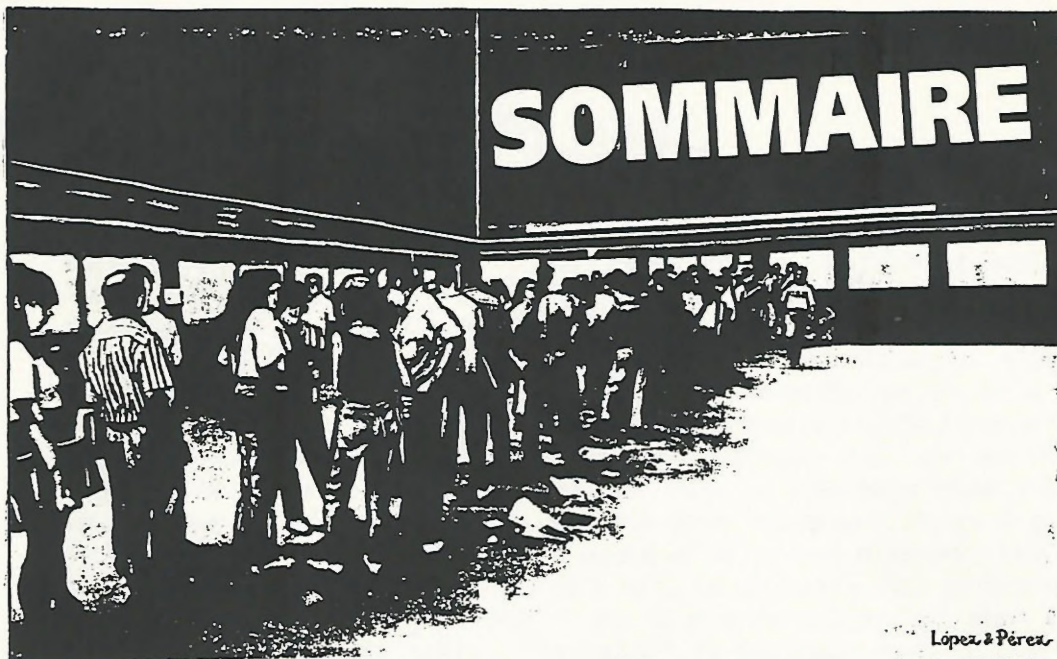


front

Jargon libre B.P. 417

84071 AVIGNON CEDEX 4

CCP 560-47K MARSEILLE



QUELQUES NOTES CONTRE LE CONCEPT DE SOCIÉTÉ DES 2/3. DESINDUSTRIALISATION ET CRISE. ÉLÉMENTS DE DÉBAT SUR LES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE. LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR BRISER LE RENONCEMENT. UNION EUROPÉENNE ET LUTTE DE CLASSE.

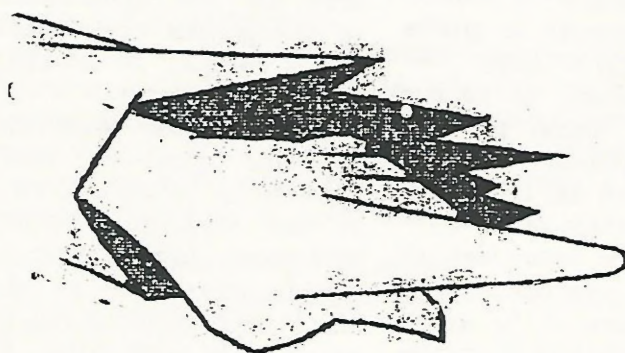
HAMBOURG : ATTAQUER L'ÉTAT DE "DROIT". TUBINGEN : VIVE LA CONTRE-VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE.

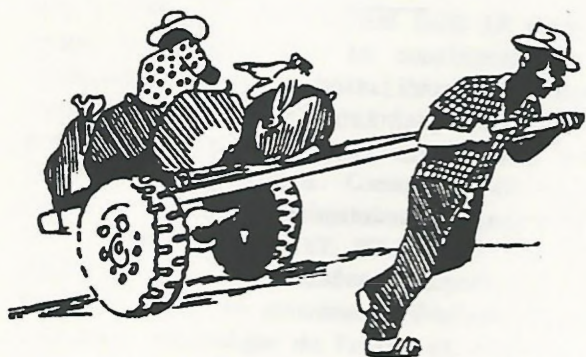
CONTRE L'INITIATIVE RAF DU 10.4.92

BRIGATE ROSSE. DÉCLARATION LORS DU PROCÈS DE FLORENCE CONTRE LA COLONNE "LUCA MANTINI". EXTRAITS DU COMMUNIQUÉ DES NUCLEI COMUNISTI COMBATTENTI. PRISE DE PAROLE LORS DU PROCÈS DE PARIS.

TURQUIE : NOUS COMBATTONS JUSQU'À L'ULTIME GOUTTE DE SANG. DEVRİMCI SOL. BARBARA KISTLER : ELLE CONTINUE DE VIVRE DANS NOTRE COMBAT! SUR LA MORT DU PP BASQUE PELLO MARINELARENA. CRISE ET REPRESSION ANTI-COMMUNISTE.

PÉROU : MRTA. CINQ CENT ANS DE RÉSISTANCE, LA LUTTE CONTINUE. LE MARXISME CRÉATEUR, GUIDE POUR L'ACTION. L'IDÉOLOGIE SE DÉVELOPPE EN SE RECRÉANT, LE RÔLE DE LENINE. LA LUTTE CONTINUE. VERS UNE RENOVATION ÉTHIQUE. CONSTRUIRE L'HOMME NOUVEAU. FONDEMENTS POLITIQUES. PRINCIPES ORGANISATIONNELS.





QUELQUES NOTES CONTRE LE CONCEPT DE SOCIÉTÉ DES 2/3

Dans de nombreux textes et analyses, expressions du mouvement allemand, nous retrouvons le sempiternel couplet sur la "société des 2/3", une représentation sociologique et pleurnicharde qui comme telle repose uniquement sur le superficiel et l'émotion. 1/3 posséderait, 1/3 travaillerait et enfin 1/3 serait superflu! Petits tiers ou grands tiers, là n'est pas la question. Qu'importe en effet, le décompte exact car c'est la méthode d'investigation sociale qui est erronée. Elle réfute l'approche scientifique dialectique et elle nie en conséquence le pivot classiste du mode de production capitaliste.

Avec cette prétendue analyse sociologique des 2/3 disparaissent simultanément le contour des classes et leur lutte. S'évanouit la guerre civile permanente, sa vérification à chaque instant d'exploitation et d'oppression, et ce sur chaque parcelle de territoire dominé par les réalités de l'accumulation capitaliste.

Par extension donc, ce concept des 2/3 introduit des perspectives de pacification et de division parmi les couches les plus exploitées et opprimées; et plus avant, la coexistence avec l'ennemi, le goût pour la patience et la conciliation..., en projetant la possibilité du recouvrement de la dignité humaine grâce à une réintégration dans l'exploitation salariale et à une gestion plus équilibrée et partagée du système capitaliste.

Loin de nous l'idée de vouloir réfuter la conceptualisation de la "société des 2/3" par l'exposé alambiqué d'une analyse de classe de marbre. Ce serait tout aussi réducteur et erroné. Hors d'un examen des conditions historiques, hors d'une actualisation indispensable, aucune analyse, aussi enrobée soit-elle de terminologie marxiste, n'est viable si elle ne prend pas en compte qu'à chaque forme déterminée de développement capitaliste correspond une composition et un type de lutte de classe.

On ne le dira jamais assez, ce concept des "2/3" est dangereusement trompeur et faux, hors bien sûr son illustration sociale immédiate, la photographie superficielle d'un état des lieux ou de quelques particularités spécifiques qu'il dessine.

Lors de tous ses développements, cette argumentation gomme le fondamental, c'est-à-dire l'existence d'une formation économico-sociale et des rapports antagonistes qu'elle génère, mais aussi l'expansion et la pénétration de l'hégémonie monopoliste au niveau mondial, et par là, la généralisation des tendances à la paupérisation, à la salarisation, à la déqualification... et ainsi de toutes les réalités inexorables de la polarisation.

Depuis l'imposition des monopoles, le mouvement de **polarisation matérialise** à chaque dévelop-

pement et dans chacun de ses rythmes, le fait que la lutte des classes s'organise autour des deux classes de la formation sociale mondiale: la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat international.

L'avoir affirmé ne suffit pas et nous ne pouvons pas le mettre sous verre à la manière d'un beau mot d'ordre. Il est essentiel de le retranscrire avec précision dans nos analyses et nos propositions. Par exemple, lorsque nous évoquons une tendance aussi fondamentale que celle à la paupérisation des masses, nous ne devons pas nous reposer sur telle ou telle réalité locale ou sur tel ou tel salaire particulier, nous devons aborder le niveau de vie des exploités mondialement, les conditions du prolétariat international. Et à ce niveau, il est évident que si la richesse sociale croît et que les profits de la bourgeoisie impérialiste ne cessent d'augmenter, les revenus partagés des classes exploitées, eux, diminuent en terme relatif et absolu.

Ainsi en dépassant le local, le national, l'euro-centrisme, le moment immédiat..., il est possible de saisir dans toutes leurs ampleur et potentialité ces tendances pour la perspective communiste et d'élaborer la stratégie révolutionnaire correspondante.

Aujourd'hui, en effet, sur chaque continent, il existe un prolétariat, des millions et des millions de prolétaires contraints à vendre leur force de travail aux monopoles étatiques ou privés qui les exploitent en leur soutirant la plus-value; c'est-à-dire les profits qu'accapare une oligarchie parasitaire toujours plus réduite.

Ce prolétariat s'unifie dans la communauté de ses conditions d'exploitation, face à un même et unique ennemi: le système capitaliste international au stade impérialiste.

La formation économico-sociale mondiale reflète non seulement la dominance de la production monopoliste, elle représente aussi la survie, la désagrégation, la résistance, ... de nombreux autres modes et formes de production que cette dominance soumet dans son expansion. La polarisation s'accompagne donc inévitablement de la réalité diversifiée de nombreuses situations de classe, ici dans la métropole comme sur les Trois Continents. Nous avons donc à constater

les multiples contradictions de ce système polarisé de stratification complexe et en comprendre le mouvement. Car chaque strate (où qu'elle se développe, se perpétue ou se résorbe) assume des rapports de production correspondants à une articulation de ses divers modes de production sous domination monopoliste. Ainsi nous pouvons dire que sur la base de la polarisation, la division en classes établit le cadre de référence de "tout l'étagement des diversifications sociales", localement et globalement.

Et non le contraire, comme le prétendent les adeptes de la "sociologie des 2/3". Ils se désespèrent à vouloir le démontrer en tartinant de très vieilles recettes: "embourgeoisement ouvrier", "tertialisation", "classe moyenne", "3ème force sociale", "quart-monde"... Bourgeoisie et petite bourgeoisie conjuguent leurs forces pour nier la polarisation classiste réelle, en projetant sur le devant de la scène le spectacle du particulier, de l'épiphénomène, du "nouveau"... Et il est clair que ces campagnes concourent à détourner les prolétaires de la prise de conscience de leur situation objective et de l'unité de cette conscience politique internationale.

La dérive de l'étude sociologique en ce qui concerne l'exclusion sociale, par exemple, n'a rien de nouveau; en effet, elle ressurgit épisodiquement, lors des crises et des phases de bouleversement du MPC, avec les révolutions industrielles, techniques et technologiques. Mais si elle revient cycliquement, c'est toujours en se cantonnant au conjoncturel et au superficiel. Alors cette démarche partielle la condamne sempiternellement à ne pouvoir mettre le nouveau en perspective. A l'emprisonner à sa seule représentation comme "nouveau".

Nier le fondement du système, c'est également en nier l'histoire et les cycles. En conséquence, c'est isoler en tant que soi-disant qualités émergentes, des éléments et symptômes de sa reproduction, et ne pas démontrer bien évidemment combien tous ceux-ci sont précisément les conditions et les conséquences de cette reproduction élargie. Donc ne pas saisir comment dans des conditions déterminées différentes et sous diverses formes, ils se sont déjà manifestés au cours de ce siècle ou avant (note 1), pour être des

Note 1: Voir la crise de la fin des années 1870 et suivantes qui matérialisait la nouvelle industrialisation (chimie, métaux) contre l'ancienne (textile et mines). Ce sont ces productions alors nouvelles et depuis leur développement à travers le taylorisme et le modèle fordiste qui sont en crise depuis 20 ans maintenant, en même temps que le saut technologique a transformé leurs productions et leurs manières d'assujettir les travailleurs dans l'organisation du travail. Dans cette période également, les chômeurs se multiplièrent, d'anciens lieux de production se désertifièrent ou changèrent complètement leur mode d'insertion locale (fin des ouvriers-paysans, main mise de l'usine comme seule source de revenus et de production marchande dans son lieu d'implantation, flux migratoires, etc.). Et c'est également ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans cette Xème crise-transformation du capitalisme.

causes et des résultantes du développement et du pourrissement du système capitaliste arrivé au stade impérialiste.

Aujourd'hui, la complexification et la mondialisation de ces éléments et symptômes sont les produits quantitatifs et qualitatifs de la phase d'internationalisation des échanges et du procès de travail et de son accaparement par les monopoles.

"... Le chômage est le fléau de la classe ouvrière. Il est inhérent au capitalisme; c'est une calamité qui toujours ressurgit. Il accompagne les crises et les dépressions périodiques qui, pendant tout le règne du capitalisme, ont ravagé la société à intervalles réguliers, et qui sont une conséquence de l'anarchie de la production capitaliste... A l'opposé de l'organisation minutieuse qui règne à l'intérieur de l'usine, il y a un manque absolu d'organisation de la production sociale totale. La croissance rapide du capital, résultat de l'accumulation des bénéfices, la nécessité de trouver également des profits pour ce nouveau capital, poussent à une augmentation rapide de la production. Celle-ci inonde ainsi le marché de produits invendables, puis vient la chute, réduisant non seulement les profits pour ce nouveau capital superflu, mais aussi chassant des usines des armées de travailleurs, les abandonnant à la merci de leurs seules ressources, ou à celle d'une charité dérisoire. Alors, les salaires diminuent, les grèves sont inefficaces, la masse des chômeurs fait lourdement pression sur les conditions de travail. Ce qui a été gagné par de dures batailles dans un moment de prospérité, est souvent perdu dans la crise. Le chômage a toujours été le principal obstacle à l'augmentation continue du niveau de vie de la classe ouvrière...

L'incapacité du capitalisme à venir à bout de son anarchie éclata en pleine lumière lors de la crise mondiale de 1930. Pendant de longues années, la production sembla effondrée définitivement. Partout dans le monde, des millions d'ouvriers, de paysans, et même d'intellectuels, furent réduits à vivre de secours que les gouvernements se trouvaient obligés de leur verser... Des millions d'ouvriers en pleine possession de leur force qui ne cherchaient qu'à travailler; il y avait des millions de machines, dans des milliers d'usines n'attendant que de tourner et de produire des marchandises en abondance... Le droit de propriété capitaliste sur les moyens de production se dressait entre les ouvriers et les machines... les machines devaient rouiller sur place, les travailleurs devaient errer

dans le désœuvrement et endurer la misère..." (Pannekoek: "Über Arbeiterräte - Les Conseils ouvriers")

Le mouvement cyclique de la reproduction réintroduit régulièrement la dépression. La crise se développe dans les contradictions intrinsèques à l'accumulation capitaliste et dans la restructuration de l'appareil productif mondial.

Après les trois décennies de forte croissance forgée sur les destructions occasionnées par la II^{ème} Guerre Mondiale et les efforts de reconstruction, le cycle long dépressif que connaît l'économie mondiale depuis 20 ans, a fait ressurgir le chômage, la précarité, les sans-abris, les bidonvilles, les soupes populaires..., dans le cœur même des métropoles et dans les centres urbains de la périphérie.

Et à chaque phase de récession plus aiguë, comme au début des années 80 ou encore aujourd'hui depuis bientôt 2 ans dans la métropole, toutes ces conséquences s'aggravent à l'extrême, et pour de plus en plus de prolétaires.

Pour le premier trimestre 93, en Espagne, 250 300 chômeurs de plus; la France quant à elle aurait perdu, depuis le début de l'année, 160 000 postes de travail... Plus de 10% de la population active de l'Union Européenne sont ainsi au chômage, selon les chiffres officiels, mais à ces 20 millions de personnes, il convient d'ajouter des millions et des millions de prolétaires précarisés à l'extrême et ne figurant plus sur les listings des agences spécialisées, survivants du travail occasionnel, illégal,...

Cette précarité de masse n'est pas la seule conséquence de la phase récessive. En effet, les conditions et l'exigence d'une révolution



Тов. Ленин ОЧИЩАЕТ
ЗЕМЛЮ ОТ НЕЧИСТИ.

technologique ont dynamisé une énorme restructuration productive. Une nouvelle division internationale dans la profonde mutation du travail et de l'échange. C'est-à-dire également une très forte pression sur l'emploi au niveau mondial et local.

Ces bouleversements productifs renforcent toujours plus la tendance à la domination du capital constant sur le capital variable, le règne de la machine, la diminution des postes de travail et par conséquent aussi l'extorsion plus importante de la plus-value produite par chaque travailleur.

La restructuration technologique a entraîné le déplacement des ouvriers et des employés d'un secteur à un autre, exigé de nouvelles formations, de nouveaux espaces et des mobilités plus grandes. De fait, une nouvelle rationalisation et un contrôle accru à chaque poste de travail. (note 2)

Simultanément de nombreux emplois ont été définitivement perdus dans la destruction de certains secteurs, dans leur délocalisation,... Par ailleurs, le nouveau système de travail et entre autres le "just in time" toyotiste exige une précarisation accrue dans la mobilités (contrats à durée limitée, Interim, ...) Il apparaît ainsi clairement aujourd'hui que le plein emploi et le poste segmentarisé fixe (comme expressions du régime d'accumulation et productif fordiste) appartiennent au passé. Le formidable développement des nouvelles technologies a étendu les types de production monopoliste au monde, de l'agro-business aux high-tech. Des millions d'êtres humains ont vu leur vie professionnelle bouleversée et d'autres aussi nombreux survivent dans l'insécurité permanente de la course à l'emploi.

Ce mouvement n'est en rien "nouveau", il est la confirmation d'une autre tendance capitaliste identifiée par Marx: "Avec l'augmentation

du capital complexe croît également, il est vrai, sa part constitutive variable, c'est-à-dire la force-travail incorporable, mais elle croît en une proportion en permanent recul". Le bond actuel dans la restructuration monopoliste le confirme bien une nouvelle fois.

Sur les Trois Continents, nous constatons également les désastres conjugués des deux mouvements de restructuration et de récession.

Le développement des moyens de production sur ces territoires a constitué et constitue toujours un débouché essentiel pour les puissances impérialistes. La diffusion de la production industrielle a conduit à l'industrialisation de nombreux pays, des "maquiladoras" sud-américaines aux unités de production du Sud-Est asiatique. Lorsque la production n'intégrait pas de méthode à fort coefficient de technologie, sa plus grande partie fut transférée dans ces pays. Au cours de la seule décennie 60, le taux de prolétarianisation y a été multiplié par 3 ou 4, voire plus. Le coût salarial bas réduisant la pression de compétitivité permettait de démultiplier les petits boulots sans qualifications ou extrêmement segmentarisés.

Dans la relation impérialiste, l'articulation de ces zones au marché mondial reflète leur intégration dépendante. Et sa progressive intensification, ces zones subissent en conséquence les mêmes contre-coups, mais ceux-ci alourdis par la volonté des monopoles et puissances impérialistes à faire retomber sur les plus faibles, les coûts de la dépression, également aggravés par les résultantes désastreuses de la concurrence acharnée de ces monopoles et puissance pour asseoir leur domination en part de marché.

Partout pauvreté, inégalité et exploitation s'étendent et s'approfondissent. Partout la dissolution de formes de production locales (artisanat,

Note 2: Les cadences et les rythmes de travail se sont accélérés, l'intensité du travail s'est accru sous l'effet de la chasse systématique aux temps morts; la recherche de la productivité s'est intensifiée par l'appropriation des tours de main et combines des ouvriers qui permettaient de "gagner un peu de temps".

Mais ce sont surtout les formes nouvelles de travail liées au nouveau mode d'organisation de la production (informatisation et gestion à flux tendus) qui ont accru le sentiment de dépossession des OS. Les impératifs de la nouvelle organisation du travail -absence de panne ("zéro panne"), qualité totale ("zéro défaut"), engagement optimal des capacités de production ("zéro stock")- imposent une implication différente dans le travail qui passe par de nouvelles formes de coopération entre OS, dans le cadre desquelles la transparence des rapports de travail (animés par des ouvriers promus au rang de "moniteurs"). Ainsi les OS de la chaîne n'ont plus aujourd'hui la possibilité de se soustraire même temporairement à l'ordre de l'usine. Toutes les possibilités qui permettaient de gagner du temps (les quelques dizaines de secondes qui accumulées pouvaient permettre de souffler un peu), les formes anciennes de relatif "retrait" dans le cours du travail, tout ce qui pouvait constituer des "niches" de protection contre l'emprise totale de l'usine, les façons particulières de s'approprier l'espace au travail, etc..., disparaissent progressivement." ("L'esclave et le technicien" de S. Beaud et M. Pialoux dans "Ouvriers, Ouvrières" janvier 92 aux éditions Autrement)

agriculture, ...) condamne des millions de personnes aux ghettos et aux favellas des mégapoles. La misère quitte la campagne pour le nouvel urbanisme sauvage. Partout vendant terres et petits commerces, ou autres..., partout de plus en plus de personnes se trouvent séparées socialement des moyens de production. Un vaste mouvement de prolétarianisation, même si dans un premier temps, ces nouveaux prolétaires rejoignent les masses paupérisées structurellement sous-employées.

Et il convient une nouvelle fois de souligner que ce procès est déjà bien connu, Marx écrivait d'ailleurs à ce propos dans "Le Capital": "... une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière (c'est-à-dire non agricole) ... L'ouvrier agricole se trouve par conséquent réduit au minimum de salaire et à un pied déjà dans la fange du paupérisme..."

Crise de restructuration et dépression se conjuguent en un mouvement mondial portant au paroxysme la crise du travail dans chaque territoire.

Et, il est de plus en plus évident que les remèdes que la bourgeoisie impose, aggravent le mal. En effet, dans leur tentative pour reconstituer des conditions globales de hausse du taux de profit, les puissances impérialistes et les trans-nationales généralisent les politiques de rigueur et d'ajustement interne, et la surexploitation des pays dépendants.

La bourgeoisie a bien conscience qu'elle ne peut dépasser sa crise et réussir la restructuration de la production et de l'échange qu'aux dépens des prolétaires dans leurs conditions de vie et de travail, internationalement.

Une lutte de classe qu'elle ne peut vaincre qu'en imposant l'ordre sécuritaire mondial retranscrit sur chaque continent.

"En accélérant l'éviction des ouvriers par la machine et en créant à un pôle la richesse et à l'autre la misère, l'accumulation du capital donne aussi naissance, à ce que l'on appelle l'"armée ouvrière de réserve", l'"excédent relatif" d'ouvrier ou la "surpopulation capitaliste", qui revêt des formes extrêmement variées et permet au capital de développer très rapidement la production..." (Lénine: "Karl Marx")

Comment peut-on en arriver à comprendre et à décrire de tels mouvements historiques avec le qualificatif de "superflu", comme il est fait dans le concept de 2/3? Peut-on ignorer à ce point la nature du système, ne pas saisir ses tendances profondes à l'intensification et à l'expansion, sa volonté hégémonique dans la péné-

tration de tous les rapports sociaux, tous les échanges... Le capitalisme est intégrateur, il résorbe l'Autre et la marge, l'exclusion. Il est devenu monopoliste en homogénéisant toujours plus la production mondiale. Le Capital, en tant que rapport social de production, est international; il intègre, il absorbe, il gère, il uniformise, il quadrille...

Ce qu'il ne peut dominer en l'intégrant et qui lui est donc extérieur, est démonisé et détruit dans un même mouvement. Il extermine! La guerre n'est pas seulement une soupape cyclique ou même permanente, elle ne peut plus être qu'élimination de vastes pans de population (avec bien évidemment les moyens de production correspondants). Et ce n'est pas le fruit du hasard si l'ère du monopolisme est également celle des guerres mondiales, des bombardements massifs, de l'arme nucléaire, de la "Star War"... et des camps de concentration.

Si le nouveau modèle d'accumulation soutient bien une restructuration du marché et de la production, c'est tel un procès de lutte acharnée entre les classes en présence auquel personne n'échappe (et moins encore, des strates entières!) et dans lequel personne n'est "exclu" au sens véritable du terme, ni superflu. Les plus pauvres et les précaires constituent une immense armée industrielle de réserve; et cette "armée" a une fonction précise, un rôle dans le combat de classes, en étant "le boulet que la classe ouvrière traîne aux pieds en tout temps dans sa lutte pour l'existence contre le capital, régulateur qui maintient le salaire au bas niveau correspondant au besoin capitaliste".

Le nouveau Secrétaire au travail du gouvernement Clinton, Robert Reich, écrivait dans son dernier livre: "... chaque heure, la population mondiale s'accroît de plusieurs dizaines de milliers d'habitants dont la plupart seront plus tard heureux de travailler pour une petite fraction des salaires que les travailleurs routiniers reçoivent aux USA...". Peut-on encore parler de superflu? Alors que l'armée industrielle de réserve est toujours plus un élément essentiel dans l'affrontement entre les classes. La bourgeoisie impérialiste doit briser la classe prolétarienne, casser ses organisations, ses solidarités et user sa résistance pour la soumettre pleinement au moule du nouveau régime d'accumulation capitaliste. Tout nouveau bond en avant, dans la phase d'accumulation, n'est plus fondé que sur la conjonction de reculs sociaux imposés aux exploités. L'immense cohorte des chômeurs et des précaires, sur chaque territoire, presse de tout son poids et participe ainsi par sa présence même à la perpétuation et à l'accentuation des autres tendances nées du procès et de la

division du travail dans ce nouveau régime. Et principalement, tous les caractères de l'exploitation intensive.

Dans le centre, plus d'exploitation directe grâce à l'ergonomie (voire par l'aménagement de son propre confort une organisation du travail et de l'équipement autogérée) et la robotique (l'ensemble du modèle productif toyotiste), c'est-à-dire de fait, plus de plus-value produite par chaque travailleur ou "groupe de qualité".

La pression de l'armée de réserve sur le marché du travail tire les salaires vers le bas comme elle active également la déqualification jusqu'aux tâches les plus dégueulasses et les plus dangereuses. En France, nous avons tous en mémoire les trois intérimaires irradiés dans une entreprise de Forbach, lors d'une opération de maintenance d'un accélérateur de particules. La politique de la course aux profits sur le marché de l'emploi, c'est aussi 40% d'accidents du travail de plus entre 89 et 90 pour le seul secteur bâtiment et travaux publics, mais aussi, depuis la fin des années 80, 10% de déclaration de maladies professionnelles en plus, ... Et bien sûr, les plus touchés sont les travailleurs de sous-traitance, les intérimaires, ceux à contrat de durée limitée, ...

Sur les Trois Continents également, alors que les monopoles délocalisent certaines productions, il a été possible d'intensifier davantage encore l'exploitation et de peser ainsi sur les conditions de vie des masses. Aujourd'hui, les travailleurs de l'Est européen connaissent eux aussi les conséquences de ce "développement" capitaliste. L'intégration-dépendance accrue, le chômage, les horaires et les cadences renforcées, la disparition des aides sociales et familiales, l'augmentation du coût de la vie, etc...

La prolétarianisation dans l'ensemble des pays dépendants agit de plus en plus concurrentiellement sur le marché du travail. Et emploi et armée

de réserve doivent être compris internationalement. Avec la mondialisation de tous les procès économiques, le procès du travail et sa division (donc l'essence de la polarisation) sont tenaillés par le double mouvement de disparité et d'interdépendance toujours plus renforcé centre/périphérie.

Le "dumping social" à l'échelle mondiale, la délocalisation vers les pays épandants, détermine d'autant plus ces conditions que les obstacles à la résistance et aux ripostes des exploités se conjuguent à "la docilité des 4/5ème de la population des moins avantagés" qui "s'explique par leur sentiment que l'action politique n'aurait de toute façon aucun effet. Ils sont résignés à ce qui arrive parce qu'ils admettent que les manipulateurs de symboles détiennent toutes les cartes...", pense pouvoir ajouter Robert Reich en toute quiétude.

Les problèmes du développement capitaliste, de la crise et de la révolution prolétarienne sont devenus des questions internationales et c'est sur ce plan uniquement qu'elles trouveront une résolution historique.

Malgré les contre-tendances actuelles aux déchirements nationalistes, aux leurres du replis localiste et au partiel réformiste, c'est au niveau mondial que la partie se joue dans l'imposition du Nouvel Ordre monopoliste, avec les négociations du GATT, la restructuration du FMI, la crise du système monétaire international, la perte de l'hégémonie US, la crise du "socialisme réel", ... Et c'est sur ce plan qu'interagissent les principales contradictions du système à notre époque, qu'elles soient inter-impérialistes, impérialistes ou classistes.

Inexorablement, les difficultés énormes rencontrées par la bourgeoisie impérialiste pour trouver et généraliser une voie d'expansion sur le marché mondial réuni, réactualisent avec force les projets de transformation révolutionnaire des rapports de production.

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE.

L'impérialisme, c'est fondamentalement la lutte pour la conquête et la répartition du marché, une lutte par des voies pacifiques et politiques, ou encore par la guerre. Des conquêtes et une répartition qui se concrétisent dans la suprématie sur les échanges et l'exportation des capitaux.

Ce système est le produit historique des caractères du développement capitaliste, il est ainsi le fruit du développement inégal des différents secteurs qui constituent l'économie capitaliste, le fruit du degré inégal de concentration de ces secteurs.

Le processus de développement inégal a une forme universelle et une dimension mondiale.

L'internationalisation du capital et son expansion fondent l'interdépendance globale, de fait, elles forment une unité contradictoire et elles dynamisent ainsi les résonances du développement inégal en tout et en tout lieu du marché.

Plus le capital arrive à unifier et à généraliser son marché au niveau planétaire -donc plus il approche de son développement maxima- plus l'inégalité de ses rythmes se renforce et s'étend, plus elle pénètre chaque domaine, chaque activité...

Alors toute puissance industrielle ou étatique se positionne en un rapport de force, et le domaine impérialiste reflète avec plus d'acuité et de violence encore l'universalité de la concurrence, de l'interdépendance et des intérêts particuliers.

La nécessité d'exporter des marchandises et des capitaux -déterminée par une expansion interne, basée sur la production de plus-value et produisant une accumulation de capitaux "excédentaire"- tennaille chaque pays, chaque secteurs, chaque entreprise... Les limites du marché, son cycle dépressionnaire long (depuis le début des années 70) et la récession actuelle accentuent tous les rapports de concurrence. Et c'est cette concurrence qui est le moteur de la tendance à la guerre, la guerre inexorable entre les puissances qui s'affirment et celles qui déclinent, entre la prise de pouvoir des uns et la défensive des autres, entre les forts et les faibles, ... Inutile de revenir sur une démonstration de la généralisation de la guerre à l'époque impérialiste, l'actualité, ces dernières années, est limpide et sans réfutation possible.

Les rapports militaires sont avant tout un aspect des rapports économiques, et tant que les conditions à une plus grande généralisation des conflits ne sont pas réunies, la guerre se concentre sur la bataille de la productivité.

Une véritable guerre économique mondiale.

Cette guerre pousse tous les groupes impérialistes à augmenter la productivité de leur potentiel. Pour atteindre cet objectif, l'effort de la bourgeoisie s'est porté essentiellement en deux directions fondamentales:

- réduire les coûts salariaux (réduction de personnel, diminution de la rémunération effective, augmentation du travail réel, délocalisation...)
- réduire les coûts des produits de base (et en effet, les matières premières -sauf exception- sont revenues à leurs plus bas niveaux depuis l'entre-deux-guerres!)

Ces deux résolutions signifient clairement une dégradation à long terme des conditions de vie des masses, ici et sur les Trois Continents. Une concrétisation de la logique du système impérialiste: faire retomber sur les plus faibles les conséquences de sa crise!

Et cette logique s'étend à tous les rapports sociaux dominés par les rapports de production capitaliste.

Ainsi la phase actuelle de crise et de restructuration du MPC alimente toutes les réalités concurrentielles. Non seulement entre les différents capitaux ou puissances impérialistes, entre les pays, les blocs, les monopoles, les secteurs,... mais aussi elle devient également une concurrence accrue entre chaque strate de classe dans leur reproduction élargie et en leur division et segmentation. Une concurrence entre individus, entre exploités toujours plus sériés et isolés. Désolidarisés.

Les principales victimes de cette guerre barbare et fratricide sont bien évidemment, en tout premier lieu, les catégories déjà en bas de l'échelle dans le précédent "étalement des diversifications sociales": les femmes, les jeunes, les immigrés, les vieux, les malades, les handicapés... Et on le constate sur le marché du travail, ce sont ces catégories qui forment la grande troupe des précaires absolus.

L'exemple du travail des femmes est clair depuis sa graduelle intégration au salariat. Il a toujours été l'emploi le plus instable et cette caractéristique atteint aujourd'hui le paroxysme, les femmes sont l'élément essentiel de l'armée de réserve, du travail sur-exploité, du travail à durée limitée, des emplois illégaux et non-reconnus; tout cela renforcé par la déqualification systématique du travail féminin... Moins payée, première licenciée: l'ouvrière et l'employée.

La concurrence aggrave et révèle ainsi toutes les particularités de la segmentation sociale et ses contradictions internes, celles de la division sociale du travail, des sexes, des âges, des origines raciales,...

Et ceci ne peut être circonscrit au seul procès de production, car cette exploitation est le cœur de la reproduction d'ensemble des rapports de domination-subordination. C'est-à-dire, leur perpétuation politique et idéologique.

On ne peut comprendre fondamentalement les fonctions (et rôles sociaux) de l'oppression des femmes dans la division sociale du travail et dans la société qu'à partir de la reproduction élargie de la figure prolétarisée de la femme. Et il en est de même bien sûr pour la fonction de la ségrégation dans nos sociétés hier comme aujourd'hui.

Les rapports sexistes et ségrégationnistes renforcés par les nouvelles formes de l'accumulation et sous-tenus donc par un continuum de structurations politiques et idéologiques, agissent directement

à la reproduction élargie des rapports de production et à leur pérennité actuelle.

Dans cette phase de pourrissement de l'impérialisme et de guerre économique mondiale, les forces réactionnaires bourgeoises tentent de diviser toujours plus localement le prolétariat, de jouer de ses spécificités et contradictions internes; elles tentent ainsi d'enchaîner des "catégories" particularisées à la défense des intérêts du "pays", de "notre économie", de la "compétitivité de notre capital"... Avec bien sûr l'aide empressée des représentants des social-chauvins de tous poils (principalement la petite bourgeoisie locale et l'aristocratie ouvrière) qui voient dans cette défense la solution à leur propre survie comme strates relativement privilégiées du système. On défile ici ou là sous la bannière nationale, on scande les mots d'ordre du corporatisme,... On appelle aux sacrifices, aux restrictions, aux efforts,... à sa propre exploitation et à la chasse à l'autre!

Les représentants des intérêts impérialistes ont compris avec acuité que la seule force qui peut entraver radicalement leur redressement et leur restructuration actuelle, et donc profiter de leur crise, c'est le prolétariat international. Justement comme classe dépassant les limites et les cadres locaux et partiels. D'où leur acharnement à briser son unité, son identité révolutionnaire et mondiale. Diviser nationalement, diviser en suivant les intérêts particuliers. Partout nous assistons à de vastes campagnes de mobilisation idéologique contre l'étranger et le différent; l'immigré bien évidemment, le japonais, l'américain... mais aussi contre la femme "impie" qui prend la place d'un homme et refuse son rôle de mère au foyer...

Chauvinisme, corporatisme, sexisme, racisme... sont les conséquences et les conditions à la poursuite de la guerre économique, à la course à la productivité, à la concurrence du chacun pour soi...

La bourgeoisie conditionne les prolétaires, les mobilise et enfin les jette les uns contre les autres. Voilà la logique classiste et impérialiste qu'il faut détruire si l'on ne veut pas se retrouver à combattre dans une tranchée de l'un ou l'autre camp des prétendants à la maîtrise du monde! La détruire jusqu'à la racine en forgeant dans un combat résolu, le défaitisme révolutionnaire de notre époque. Mais le point de départ d'une telle stratégie révolutionnaire de renversement de la guerre impérialiste en guerre civile, c'est une position internationaliste correcte et ferme.

Et cette position ne peut voir le jour sans une théorie et une analyse cohérente de l'impérialisme et du mouvement de ses contradictions; sans une compréhension sans faille de la nature mondiale de ce mouvement. "Le concept de la société des 2/3" n'est ni une analyse cohérente de l'impérialisme, ni encore moins un instrument permettant de saisir le mouvement des contradictions car justement il nie tout autant ce mouvement que sa base fondamentalement classiste.

- La relation impérialiste centre-périphérie toujours plus aggravée et la concurrence inter-impérialiste se renforçant dans la constitution des blocs continentaux et la perte d'hégémonie des USA. ("... D'un côté la formation, dans des concentrations et des fusions, de grands groupes financiero-économiques et la tendance à de grands Etats, et de l'autre la formation d'un petit capitalisme dans les zones arriérées du marché mondial et la constitution de nouveaux petits Etats. Cette dialectique entre la formation de grandes puissances est un des aspects du développement politique inégal du capitalisme, expression de son développement économique inégal").

- La contradiction fondamentale du système, la polarisation et la lutte : bourgeoisie impérialiste et prolétariat international.

Plus de 20 années de lutte révolutionnaire sur notre continent, nous ont appris que la position prolétarienne est internationaliste parce qu'elle ne se contente pas de frapper le seul impérialisme, elle attaque également les intérêts des bourgeoisies locales et leurs Etats. Elle est internationaliste en liant ces deux attaques dans la construction de la direction prolétarienne et en renforçant l'autonomie de classe. C'est dans ce combat de tous les instants qu'il est possible de briser l'hégémonie de la pensée dominante sur le prolétariat, de démythifier les notions chauvines, racistes, celle galvaudée de "peuple", tout comme le radicalisme superficiel... et ainsi de révéler la véritable nature du système en la combattant. Une guerre révolutionnaire de longue durée.

Le prolétariat est fondamentalement anti-impérialiste en étant fondamentalement anti-capitaliste.

DES INDUSTRIALISATION ET CRISE.

ELEMENTS DE DEBATS SUR LES EFFETS DE LA CRISE ECONOMIQUE.



Avec la vision utopique du développement du capitalisme moderne, certains ont entrevu la possibilité de la libération de l'homme face au travail : non pas de l'exploitation du capitalisme, mais du travail lui-même! Autant utopique et mystificatrice qu'elle fut, cette vision est aujourd'hui évidente, justement dans une phase où un important processus de désindustrialisation détermine dans de nombreuses zones d'Italie la perte de leur poste de travail pour des milliers de prolétaires. Ce n'est pas un progrès technologique qui a forgé cette situation et le résultat de tout cela n'est pas une conquête pour le bien être des travailleurs.

Les causes de la désindustrialisation, un processus ouvert depuis une décennie, sont à rechercher dans la crise de surproduction qui, depuis des années, ronge le système capitaliste, le contraignant à un rapprochement toujours plus difficile d'intérêts de ses pôles développés, déterminant ainsi une brèche toujours plus large entre ses intérêts et ceux du prolétariat et accélérant les processus d'agression et de guerre dans les confrontations avec les peuples du Sud et de l'Est du monde.

Ces dernières années, le rapport entre crise et désindustrialisation s'est manifesté plus pesamment encore : des installations à technologie avancée en phase de démantèlement, des transferts d'entreprises là où la main d'oeuvre est à coût

moindre, l'augmentation du chômage dans tous les pays riches. Ces exemples relèvent de nécessités différentes, mais toutes représentatives des diverses formes que prend la crise en une phase de capitalisme avancé, quand les conditions objectives pour un nouveau développement font défaut.

Les tendances économiques en marche correspondent d'un côté à la nécessité de résoudre la crise et de l'autre en fin de compte l'aggravent. En Europe, le renforcement de la tendance monopoliste a amorcé un processus d'intégration formelle débouchant sur les accords de Maastricht et un processus de désagrégation réel dû lui à la restructuration (par exemple, l'assignation de quota de production à chaque pays particulier) qui a valorisé les zones européennes les plus riches au détriment des plus pauvres : ainsi la désindustrialisation frappe majoritairement l'Italie, la Grèce et l'Espagne, et à l'intérieur de ces pays, les régions les plus pauvres. Au processus de fusion correspond la crise de la moyenne et de la petite industrie, la désagrégation du tissu productif local qui, du fait de sa médiocre compétitivité, est contraint à fermer ou à transférer ses installations à l'Est. En Italie, cette situation s'est traduite par l'augmentation du chômage qui, désormais, dépasse les 11% (moyenne nationale alors que dans le Sud il franchit parfois la barre des 33%) de la

population active, par l'augmentation, au cours de l'année dernière, de 33% du recours à la "cassaintegrazione" (plan social), par les licenciements (touchant les couches les moins instruites et les travailleurs les plus âgés) et par l'appauvrissement général des territoires et en particulier ceux qui sont historiquement les plus arriérés (Sud, Sardaigne, Veneto, Friuli, etc...). A la fermeture des unités productives ne correspondent pas de nouveaux investissements, ni des sauts technologiques, mais se réalise seulement une couverture momentanée de la crise de la part de l'Etat avec un recours aux plans sociaux : aujourd'hui aux côtés de dizaines de milliers de "cassaintegrati", il y a plus de 700 demandes patronales pour de nouveaux plans sociaux.

En Europe, face à l'appauvrissement des territoires et au manque de perspective, un puissant mouvement migratoire va réapparaître des régions pauvres vers les régions plus riches, aussi bien à l'intérieur de chaque pays comme dans l'Europe entière. C'est ce qui est appelé avec euphémisme : "nouvelle politique de mobilité territoriale et sectorielle"; et l'ouverture des frontières européennes ne sera pas autre chose que la contrainte pour des dizaines de milliers de prolétaires à émigrer et à abandonner leur famille pour s'assurer les conditions de survie.

L'incapacité évidente à résoudre la crise et au contraire, l'émergence de nouvelles contradictions avec de lourdes retombées au niveau social, détermine une situation de grande importance pour la réaffirmation d'un parcours de lutte anti-capitaliste.

La propagande médiatique sur les sondages qui dure depuis une année, démontre combien d'efforts sont mis en oeuvre par la bourgeoisie pour masquer la crise avec un discours moral désignant l'assainissement des partis et des institutions, comme la nouvelle utopie pour tromper les prolétaires.

La manoeuvre du gouvernement est également un palliatif idéologique dans la théorie et dans la pratique la tentative de se débarrasser de la crise sur le prolétariat. Aujourd'hui, le problème de l'industrie réside dans l'impossibilité à faire croître le profit : après avoir imposé le prix du pétrole avec les bombardements de l'Irak, après avoir démantelé les pays de l'Est, après avoir exploité la main d'oeuvre immigrée, malgré tout ceci, la bourgeoisie multinationale ne réussit pas à sortir de la crise. Les marges de profit sont donc recherchées, en plus de la guerre, également par l'augmentation de l'exploitation de la main-d'oeuvre et dans le démantèlement des conquêtes historiques de la classe ouvrière : face aux dizaines de milliers de licenciements, la FIAT ouvre la nouvelle entreprise de Melfi où elle impose par le chantage les nouvelles et les plus

lourdes conditions d'exploitation (travail de nuit pour les femmes, heures supplémentaires, etc...). Si comme le prétendent les patrons, le problème de l'industrie réside dans le coût élevé du travail en Italie, on n'explique pas comment d'autres pays, cités en exemple pour leur coût de travail plus bas, sont eux aussi frappés par la crise.

Si nous observons les variations en pourcentage du coût du travail durant les deux dernières années en Italie, nous constatons que celle-ci se sont réduites de 10,5% à 5,7%, autant que les variations de la redistribution brut qui ont diminué de 10,3% à 5,7%; les variations de la productivité au contraire ont progressé de 1,9% à 3,6%. Depuis 1986, les augmentations salariales dues à l'échelle mobile (indexation) ont été en moyenne de 3% par an, contre une inflation moyenne de 6%. Les coûts de production ne dépendent pas seulement du coût du travail qui, par rapport à l'unité de produit, est tombé de 0,5%, mais aussi du différentiel inflationniste face aux autres pays riches et du coût de l'argent; et les taux d'intérêts réels en Italie ont augmenté de 2,6% en 1983 à 6,6% en 1992. L'Etat qui s'est toujours présenté comme garant du profit privé, est plongé dans une crise vertigineuse : pour le paiement des intérêts, il dépense chaque année 175 000 milliards, en relation au chapitre du bilan des dépenses sociales (cause principale du déficit) qui s'élève à 284 000 milliards. Le poids des intérêts du déficit extérieur a augmenté vertigineusement entre 1988 et 1991 de 9000 à 20 000 milliards de Lires et il est encore en progression du fait du niveau élevé des taux d'intérêts nominaux.

La désindustrialisation et l'attaque contre le droit au travail sont des conséquences de la crise et des choix obligés que le capitalisme doit faire en ce moment. L'opposition à ces choix devient le champ de bataille pour les forces révolutionnaires qui se placent aux côtés de la lutte de résistance, plusieurs fois menée par le prolétariat ces mois-ci. Ainsi l'usine qui ferme est la manifestation de la crise et la lutte contre la fermeture est la manifestation de la lutte anti-capitaliste du prolétariat.

L'objectif prioritaire de cette lutte est la recherche d'une direction qui conduise le prolétariat à affirmer l'impossibilité de la bourgeoisie à sortir de la crise et à exprimer toujours plus clairement son antagonisme à la bourgeoisie et donc sa capacité à la remplacer.

Printemps 93

Texte paru dans le N°9 de la revue italienne "CONTRO INFORMAZIONE INTERNAZIONALE".

(via Tagliapietra 8b
401213 Bologna)





SOLIDARITE INTERNATIONALE POUR BRISER LE RENONCEMENT.

"UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE NE PEUT
SE LIBERER LUI MEME"

Karl MARX

Ils sont des centaines de milliers à manifester contre le fascisme dans les rues ; tandis qu'au même moment les politiciens décident l'abrogation du droit d'asile. Le soir même et jour après jour des foyers de réfugiés continuent d'être incendiés.

Il est évident que la force étant capable d'empêcher réellement ce contre quoi l'on manifeste, n'existe pas.

Le pouvoir étatique paraît être fermement assis et ne pas être déboulonnable dans les prochains temps.

A partir de nos propres expériences dans la militance anti-raciste et anti-fasciste dans les groupes internationalistes et les initiatives de quartier, nous savons fort bien qu'énormément de choses manquent, d'un côté, et que, de l'autre, il existe de nombreuses initiatives et idées excellentes, dont l'effet est cependant très limité ou qui peuvent à peine être appliquées.

Cependant nous ne considérons pas cela comme un problème purement quantitatif ou organisationnel. Nos expériences nous font dire qu'il s'agit d'un problème politique ; un problème découlant du manque de perspective et d'espoir : les plus grands efforts n'entraînent qu'avec peine les plus petits changements. Tandis que l'on mise précisément sur la continuité et la longue durée, l'on est déjà à nouveau presque seul et jour après jour l'annonce des catastrophes et des guerres se bousculent de par le monde.

Face à cela, au lieu de la formation d'un mouvement irréversible et puissant pour la révolution, ce développement paraît n'avoir aucune fin - ou est-ce quand même le cas?

Avec ce texte nous voulons décrire les conditions des présuppositions pour une politique révolutionnaire ainsi que nos réflexions à propos des germes de solutions.

LE DEPERISSEMENT DES CONCEPTIONS JUSQU'ALORS EXISTANTES CONDUIT A LA DESORIENTATION

L'écroulement des Etats du socialisme réel équivaut aussi à une défaite pour la gauche dans la métropole. Une défaite qui, comme lors d'une bataille ou d'une guerre - bien que froide - perdue, doit d'abord être digérée. Même si les mouvements et les résistances particuliers ont considéré leurs praxis et leurs germes respectifs d'une manière complètement indépendante de l'Union Soviétique ou des Etats du Pacte de Varsovie et de leur idéologie, l'effet de leur effondrement se répercute quand même en plein dans tout ce qui existe.

Consciemment ou même inconsciemment. Le rapport de force global s'est transformé. Il n'existe plus aucune puissance qui soit par exemple capable d'apporter un soutien aux mouvements de libération ou de proposer la possibilité de relations commerciales équilibrées avec les pays du Sud et ainsi de rendre en général tout d'abord possible la construction d'autres formes de société. En conséquence, du fait que chaque décision économique significative dépend du marché capitaliste mondial, les révolutions victorieuses n'ont presque plus de possibilité de se développer.

Les Etats du Pacte de Varsovie n'existent plus en tant que force qui était en capacité de mettre des limites à l'impérialisme. C'est ce que nous avons dû douloureusement expérimenter lors de la guerre contre l'Irak.

Mais proportionnellement à la dissolution des fondements matériels pour une telle perspective, de même se dissous l'aspect "moral". Le dépérissement des conceptions de valeurs existantes jusqu'alors conduit à la désorientation.

Alors que jusqu'à présent les forces progressistes et la gauche portaient du fait par exemple que la misère au Sud ne pourrait être éliminée que par l'abolition du système capitaliste, il est question maintenant de n'aborder les problèmes en premier lieu que dans l'environnement le plus immédiat. Si la liaison aux autres êtres humains n'est plus assumer, la tendance à rechercher des solutions pour les problèmes sociaux dans sa propre ville, dans son propre pays, avant que ne soit réfléchi aux transformations mondiales, peut rapidement se renverser dans l'attitude "chacun est son prochain".

Presque toutes les révolutions victorieuses - de la révolution russe à la révolution nicaraguayenne - ont été vaincus par le système capitaliste.

Les pays socialistes n'ont pas été capable d'apporter à long termes aux êtres humains une alternative à la vie dans la société capitaliste.

A cela s'ajoute des erreurs dans la politique intérieure, comme l'absence de possibilité d'influence de la population sur la politique de l'Etat ou de même la reprise de méthode de production capitaliste dans le modèle de développement économique du socialisme réel (dans le socialisme réel, le travail à la chaîne par exemple était tout aussi abrutissant et aliénant), etc. Du fait de la pression énorme exercée en permanence sur les pays socialistes par la partie capitaliste du monde, la construction d'une autre forme de société fut rendue presque impossible. C'était un permanent état de menace - et de guerre économique.

Depuis des années, une grande partie de la gauche occidentale avaient un rapport distant à l'égard de ces pays. Leur signification objective dans le rapport de force international était reconnue. Mais ce que la situation était à l'intérieur de ces Etats n'intéressait que très peu de gens. La plupart pensait, Oui au socialisme - mais autrement qu'en RDA ou en Union soviétique -. Pour la plupart il s'agissait de faire une révolution et ensuite de construire quelque chose d'autre qu'un Etat bureaucratique. Et maintenant, où même cet appareil si puissant il y a 5 ans encore s'est

effondré, les gens de gauche osent à peine parler encore de la révolution comme étant leur but ou d'y penser. Une auto-réduction s'effectue dans la pensée et dans la pratique. Il est désastreux que de nouvelles voies ne soient plus chercher amenant avec elles, par des méthodes et des découvertes nouvelles, un bouleversement, un dépassement (lit : aufhebung - ndt) de ce qui était jusqu'alors reconnu comme Lois valides ou comme praxis valide.

D'autant que nous nous trouvons dans une situation où nous avons -toujours plus- la responsabilité dans la métropole du comment les impérialistes réussissent à continuer d'appliquer leurs stratégies mondiales d'exploitation et de destruction.

Dans la rupture du vieux rapport Est/Ouest, au lieu du sentiment "d'être renvoyé à soi-même", nous voyons une chance de découvrir à nouveau internationalement les voies nécessaires et les possibilités existantes. Il est certain que cela n'est pas simple, cependant, en le considérant historiquement, ce n'est pas la première fois que nous nous trouvons face à cette tâche.

LA SEGREGATION REMPLACE L'ANTI-COMUNISME

Internationalement le capitalisme est devenu le système dominant et déterminant. De ce fait les formes de la division internationale et sociale du travail se sont fondamentalement transformées : toujours plus d'être humains sont exclus de la production de par le monde.

Les Etats industriels hautement développés du Nord interdisent systématiquement un développement économique indépendant des pays de Tricont. Le poids de l'endettement, les conditions imposées des créanciers, les restrictions conditionnées climatiquement... ne sont que quelques unes des causes du fait que dans l'ensemble ces pays s'appauvrissent de plus en plus et du fait qu'ils restreignent leur fonction à garantir l'exploitation coloniale de leurs matières premières et la production à moindre coûts des multinationales. Tricont continue d'être nécessaire, mais sa population devient cependant toujours plus superflue.

Dans la métropole elle-même, la modernisation et la restructuration du mode de production occasionnent une transformation de la composition de la société. Ici aussi il y a toujours plus d'êtres humains qui sont exclus de la production. Le système de protection sociale s'essayant encore à freiner la

dégringolade de "l'armée de réserve industrielle", des vieux, des femmes, des soi-disants groupes à problèmes, afin d'atteindre ici à une large tranquillité et stabilité sociale, est devenu encore plus lâche.

La société des 2/3 est devenue un fait avéré : sans prendre en considération les propriétaires, d'un côté se trouve ceux qui ont encore le "privilège" d'être exploité (!), mais qui simultanément sont poussés à la concurrence par la déréglementation sociale, les contrats de travail à durée indéterminée ou limitée, l'individualisation, etc... Et de l'autre côté ceux qui n'ont plus aucune chance de revendiquer pour eux ce "privilège" et qui sont définitivement exclus de cette protection.

Ceci est valable aussi bien dans la métropole qu'internationalement.

L'exclusion du processus de travail social et international a pour conséquence que ces êtres humains deviennent "superflus". Ils perdent par là tout accès à l'ensemble de la vie sociale et à toute participation aux processus de décision. Celui qui ne travaille pas, perd tout contact social, il est isolé de force. Celui qui ne travaille pas, ne peut pas faire grève; celui qui n'a aucune fonction n'a aucun droit de regard; celui qui n'a aucune signification, n'est pas pris en compte. Et celui qui perd cette participation à la vie sociale, perd aussi sa dignité.

Par le fait de devenir superflu, le viol de la dignité humaine par l'exploitation et l'oppression cède le pas à la perte complète de dignité.

L'isolement social suit l'état de solitude. Chacun(e) porte son propre destin, qui se différencie encore suffisamment de celui de son/(sa) prochain(e), afin de s'en distancer au lieu de se reconnaître dans l'autre.

La perte (ou aussi : le vol) de la dignité humaine, qui est l'assignation de chacun(e) à un état de chose "sans valeur" et surtout le manque d'espoir que quelque chose pourrait encore se transformer quant à cet état, conduisent à ce qu'une telle dignité ne soit plus reconnue chez aucune autre personne également. Le seuil d'inhibition à l'égard de la violence aveugle, brutale, a fortement baissé dans les dernières années. Le mépris de la vie humaine s'exprime par exemple dans l'apparente facilité avec laquelle on assassine aujourd'hui pour un sac à main ou une place de parking. Cette brutalité sociale renforce aussi le rapport fondamental à la violence contre les femmes, mais touche pareillement les vieux, les enfants, les handicapés, ceux qui ne sont pas allemands...

LE MANQUE D'INFLUENCE FACE A UN "SUPER-ETAT"

Mais celui qui malgré tout ne veut pas complètement s'abandonner et essaye de sortir de cette situation, il/elle se heurte dans la métropole européenne à la formation d'un "super-Etat" : la communauté européenne. Toutes les décisions qui établissent les conditions de vie des êtres humains et sur lesquelles l'individu n'a aucune influence sont prises dans de nombreuses institutions supranationales.

En outre, il n'est presque plus définissable comment la pléthore de contrats et d'ordonnances sont prises en général, qui sont ceux qui prescrivent ensuite à chacun(e) si leur emploi est supprimé, qu'une centrale nucléaire soit construite ou l'augmentation des médicaments.

L'indéfinissabilité des processus décisionnaires et la perte d'influence conduisent à ce que beaucoup de gens créent un cadre simplifié, restreint, où ils ont une signification, "peuvent faire quelque chose" et sont eux-mêmes nécessaires. Et où le penchant largement répandu de trouver des "solutions simples" et de refouler les contradictions est suffisamment accompli. Cela s'effectue par l'identification avec des "valeurs" connues et familières, simultanément à la prise de distance quant à d'autres valeurs.

Dans un format réduit cela peut être le club de football, le quartier, la région; en grand cela est le peuple ou la nation. En RFA cela signifie : "nous les allemands", et dans la surenchère : "nous les allemands aryens, sains, forts, volontaires et capables au travail".

Mais le recours à de telles "valeurs" ne conduit pas à la réussite envisagée, parce que ce sont d'autres "valeurs" qui comptent pour les capitalistes : qui peuvent-ils exploiter au mieux afin d'atteindre à un profit maximum, et comment se garantissent-ils la tranquillité dont ils ont besoin, sur leur propre palier.

Alors ils en reviennent à la longue histoire du racisme en Europe. Dans la métropole européenne ce racisme se forme à partir de la profondeur bestial du racisme colonialiste; en RFA, c'est la mince couche recouvrant les millions de cadavres du national-socialisme qui est devenue poreuse.

"Qui ne connaît pas son histoire est condamné à la répétition". Les attaques racistes et antisémites, les menaces de mort contre des juifs, la dévastation de leurs cimetières, les applaudissements accompagnant les incendies de foyers de réfugiés, démontrent le nouvel renforcement de l'idéologie fasciste.

Dans les centres impérialistes le racisme est encouragé et légitimé à dessein par l'Etat. Il est employé pour se soustraire à la responsabilité de la misère de Tricont ainsi que dans son propre Etat/alliances d'Etats et pour en détourner l'attention. Cette responsabilité est devenue justement encore plus apparente avec l'effondrement des Etats du socialisme réel.

Le racisme remplace l'anti-communisme. Il acquiert une nouvelle signification : la protection des moyens de production du capital monopoliste en Europe, vers l'extérieur par la fermeture des frontières européennes, vers l'intérieur par le renforcement de l'exclusion de tout ce qui n'est pas valorisable dans le sens capitaliste.

Avec le nouvel ordre Mondial planifié par les impérialistes, des places tout à fait déterminées ont déjà été attribuées aux masses d'êtres humains "superflus" dans la Tricont.

Gates (Directeur de la CIA) envisage ce qui suit pour les êtres humains de Tricont : "Les solutions des problèmes économiques énormes des pays en voie de développements au sein de ce nouvel ordre mondial sont exclusivement et seulement de l'ordre des initiatives et du dévouement des pays et des peuples concernés."

LA C.E.E. EST UNE CONDITION D'EXISTENCE POUR LES KONZERN EUROPEENS

Nous entendons toujours plus souvent dire de la bouche de nos ami(e)s et connaissances que "si ça continue encore ainsi, et c'est ce qui semble se passer, nous nous tirerons bientôt de ce pays".

Nous vivons à une époque dans laquelle les conditions de présupposition pour le fascisme n'existent pas seulement au niveau national, en RFA, mais dans toute l'Europe. Les démocraties bourgeoises perdent à vue d'oeil leur légitimité. Il devient toujours plus évident que la politique au sein de ce système ne défend pas les intérêts des êtres humains, mais ceux garantissant le profit du capital multinational. Ici c'est la "crise des vieux partis" qui est conjuré. Tandis que le gouvernement s'effectue au moyen d'une grande coalition qui n'est pas ouvertement mise en place afin de conserver dans le système l'apparence d'une opposition.

Un jour, quelqu'un a défini les conditions de présupposition pour le fascisme ainsi :

"l'existence se faisant encore jour d'un manque de capacité des (de la classe) opprimés et l'incapacité avérée de la bourgeoisie à une domination politique."

Les Schönhubers, les Le Pens, Haiders, la ligue en Italie ou des putschs fascistes s'annoncent dans les Etats d'Europe de l'Est, s'établissent afin de garantir les intérêts du profit. Par là nous ne voulons pas peindre les murs en brun comme quoi le fascisme apparaîtrait demain ouvertement comme fascisme Etatique. Cela peut cependant se passer très rapidement.

Les conditions à ceci ne sont pas seulement à chercher dans la situation politique intérieure des Etats respectifs. La pression concurrentielle interimpérialiste entre les blocs CEE - Japon - USA est toujours plus forte. Pour les Konzern européens la CEE est une condition d'existence.

Nous considérons comme possible que le capital ait recours à de rapides solutions fascistes pour le cas où le traité de Maastricht ne se laisserait pas imposer à l'ensemble de l'Europe.

Par exemple, un non à Maastricht comme résultat du référendum français n'aurait renforcé aucune conscience progressiste mais bien plutôt une conscience nationaliste et réactionnaire et aurait accéléré la variante fasciste de la nouvelle Europe.

Si tous les pays de la CEE, et c'est ce qui se dessine dans les derniers mois, devaient s'accorder sur la détermination du traité de Maastricht cela signifierait -du moins pour les prochains temps- l'imposition de la variante bourgeoise-Etat de droit de la régulation du capital.

Ce développement doit être observé et suivi avec une attention aigüe. En France et en Italie, lors des élections de cette année se dessine un glissement vers la droite extrême. Et ce ne serait pas la première fois, que l'impatience des capitalistes conduirait à une catastrophe comme déjà ce fut le cas en 1933.

UNE POLITIQUE ANTI-RACISTE DOIT TOUJOURS ETRE UNE POLITIQUE INTERNATIONALISTE

Dans son rapport sur le développement humain, l'ONU définit les conditions pour une vie digne au cours de cette décennie comme un "processus d'amplification des possibilités d'auto-réalisation des êtres humains; à l'occasion de quoi les options décisives consistent à mener une vie saine et longue, d'avoir une éducation et de disposer d'un accès

aux moyens d'existence nécessaires pour un standard de vie acceptable - options dans lesquelles soient cependant également incluses les libertés politiques, la garantie des droits de l'homme et la dignité personnelle".

Aujourd'hui nous sommes largement éloigné de l'existence de ces conditions pour tous les êtres humains, bien qu'il soit objectivement possible, de pourvoir par exemple à ce que désormais plus un seul être humain ne doit mourir de faim.

La clé pour comprendre ces disparités se trouve dans la répartition des richesses et surtout dans la cause pour cela.

(Ce n'est pas seulement) la conférence des évêques catholiques (qui) demande la nouvelle "répartition des richesses" du Nord vers le Sud. Des organisations écologiques considèrent que nous sommes au bord de la catastrophe, la considérant par là comme le point de non-retour de l'effondrement des ressources naturelles vitales.

Ici, dans la métropole, les politiciens fomentent la peur et l'aversion contre l'engagement nécessaire des richesses du Nord pour la réparation des désastres écologiques qui ont été produits par lui et pour remédier à la misère qu'il a produite dans la moitié de l'hémisphère Sud.

En règle générale, ce n'est qu'unilatéralement que la nouvelle répartition est décrite comme une restriction des possibilités et libertés habituelles et que par là la faim et la misère apparaîtraient aussi dans la métropole (ce qui se serait donc déjà passé). C'est ce face à quoi elle devrait se protéger à l'aide de la forteresse Europe et l'engagement de la Bundeswehr et respectivement de l'UEO.

Ce que les capitalistes ne disent pas c'est qu'il existe des propositions de solutions élaborées depuis longtemps déjà dans de nombreux domaines de problèmes. Par "domaines de problèmes" nous entendons les conditions, ou comme Fidel Castro le déclara à Rio lors de la conférence sur l'environnement : "c'est la faim qui doit disparaître et non pas les affamés!".

Les sections de Recherche et de Développement comme par exemple celles des grands groupes chimiques, sont elles-mêmes celles qui remettent en cause leurs propres produits par d'autres produits ou modes de production qui sont acceptables écologiquement et puis déposent ensuite directement un brevet sur le résultat de leurs Recherches et Développements afin que personne d'autre ne puisse ainsi les utiliser.

Même les possibilités les plus évidentes et les plus simples (et il y en a dans presque tous les domaines, comme par exemple dans celui

de la protection de l'environnement, des concepts de remplacement élaborés) sont délaissées dans l'intérêt du profit des Konzerns. Leur avidité est trop grande.

La question de la répartition est individualisée. C'est ainsi par exemple que la question de l'économie des réserves énergétiques et de la réduction des émissions de gaz toxiques, est mise sur le même plan qu'avec l'appel à "chauffer moins", à "se servir moins de la voiture"... Alors que le problème est beaucoup plus fondamental, plus structurel. S'il y avait un réseau ferroviaire de proximité et de grandes liaisons bien équipé à un prix abordable, les moyens de transports privés, comme la voiture, pourraient être supprimés. Et il est certain que les gens qui utilisent leur voiture comme moyen de locomotion nécessaire et non pas comme le symbole d'un statut, pourraient facilement y renoncer s'il existait un moyen de remplacement correspondant.

Mais c'est volontairement qu'un moyen de remplacement n'est pas créé, car sinon les profits pour l'industrie automobile et les Konzerns pétroliers ne seraient pas réalisés. La consommation massive de leurs produits ne serait plus nécessaire. Ce serait alors le véritable destinataire de la répartition qui serait pris à la gorge, et il devrait se serrer plus la ceinture. L'énergie qui est gaspillée ici, pourrait être plus ingénieusement engagée au Sud. Des forces productives seraient libérées pour un travail plus opportun - d'autres produits au lieu d'automobiles en masse. Les masses d'argent et de forces de travail ne seraient plus capitalisées au seul profit des Konzerns, mais seraient disponibles pour supprimer la faim et la misère au niveau mondial. Les êtres humains au Sud pourraient avoir leur part du développement technologique du Nord.

La disparité entre la richesse et la pauvreté, la propriété et la dépossession existe aussi bien internationalement qu'au sein de chaque société capitaliste et ainsi il existe des tensions, des luttes et des revendications sociales qui ont toutes une substance complètement justifiée. Cette disparité est cependant après comme avant, la plus profonde entre le Nord riche et le Sud appauvri. Le racisme croissant remplit la fonction de rendre ces conditions et rapports comme inattaquables. "Rien n'est dû à celui qui est inférieur".

Le principe de gouvernement : donner à l'un ce qui est pris à l'autre est ici un principe de pacification qui a une longue tradition. La pensée de la solidarité internationale a disparu dans la plupart des luttes sociales

de la métropole, et même au sein de la société les gens sont dressés les uns contre les autres : ce que les retraités reçoivent doit être pris sur les chômeurs, etc...

Dans le monde entier la lutte pour la juste répartition des ressources naturelles et des fondements vitaux, est un contenu central de la politique révolutionnaire. Les possibilités ainsi qu'elles sont définies par l'ONU ne peuvent être conquises qu'internationalement, au plan mondial.

Il est en conséquence pour nous inimaginable de développer des revendications sociales et des propositions de solutions pour la situation ici sans inclure simultanément les conditions des êtres humains dans les autres pays.

La disponibilité à partager et à chercher des solutions ingénieuses/opportunes, n'existe pratiquement pas dans la métropole. D'une part, cela est en rapport avec ce que nous disions précédemment : les choses ne sont considérées qu'unilatéralement et simultanément il y a un renoncement sans alternative. D'autre part cependant, cela est lié au fait qu'aucune possibilité ne soit envisagée précisément afin d'imposer ces alternatives. Et ainsi il n'existe aucun espoir de trouver un sens à aborder ses propres besoins et leur satisfaction au niveau social et d'abandonner l'attitude purement égoïste-individuelle et raciste.

"La guerre de classe révolutionnaire dans la métropole européenne est immédiatement aussi une guerre de libération anti-impérialiste... car l'émancipation d'un peuple dans le contexte impérialiste doit se confronter à l'oppression impérialiste..." (Brigade Rosse)

Il y a déjà eu dans l'histoire de la gauche en RFA de nombreuses expérimentation de la forme de l'internationalisme. A commencer à la fin des années 60 lorsque furent formés des groupes de lutte armée.

Au début des années 70, les camarades de la RAF ont dit : "la guérilla urbaine établit la liaison entre... la lutte légale et illégale, entre la lutte internationale et nationale." Ils n'ont cependant pas considéré leur politique comme étant isolée, mais l'ont comprise comme une partie de l'ensemble.

"Nous ne disons pas que l'organisation de groupes de résistance armés illégaux peuvent remplacer une organisation prolétaire légale et des actions isolées la lutte de classe et nous ne disons pas que la lutte armée peut

remplacer le travail politique dans les usines et les quartiers. Nous ne faisons qu'affirmer que l'une est la présupposition pour la réussite et l'avancée de l'autre."

Avec ce qui suit nous ne voulons pas recommencer une nouvelle fois la dispute quant à savoir si c'est bien ainsi que les choses ont été faites. Ce que nous savons, c'est qu'après 77, l'expérience de l'Etat policier révélé comme tel -la chasse à toute opposition- la RAF à essayer de continuer à développer les expériences faites jusque là dans le cadre du fondement politique précédemment cité. Ce, à partir de quoi fut élaboré le texte du "front anti-impérialiste" en 1982, par lequel la tentative était engagée d'organiser ensemble la lutte politique et armée. "Le Front signifie bien plus que des actions. Le Front, donc des luttes qui dans leurs buts communs se forment comme un combat et à partir de cela peuvent se lier politiquement et pratiquement, vivra en Europe de l'Ouest dans de nombreuses formes...".

Une conception, qui au début des années 80 éveilla de nombreux espoirs quant à une perspective commune couronnée de succès!

Il a beaucoup été écrit à propos des expériences - bonnes et mauvaises - faites. Nous ne voulons pas les évaluer une fois de plus. Dans ce contexte nous recommandons de lire "l'aiguisement du dos de la lame" de Michi Dietiker, Ali Jansen et Bernhard Rosenkötter (!).

Aujourd'hui le mode de pensée de devoir jeter par dessus bord tout ce qui s'est fait jusqu'à présent, s'impose. Cela est en grande partie motivé par la situation mondiale transformée et en raison des erreurs faites les dernières années. La RAF se déclare aujourd'hui comme une arme du mouvement social.

Il est question d'une rupture avec la politique menée jusqu'à présent aussi bien dans la déclaration du 10.4. de la RAF, où elle déclare une trêve momentanée, que dans de nombreux autres textes de discussion. Dans la plupart des textes que nous connaissons il nous apparaît que ce sont des expériences personnelles qui sont retravaillées et non pas l'expression d'un développement politique : l'individualisation des expériences faites.

Cela nous apparaît plus clairement encore lorsqu'il est dit par exemple : depuis un certain temps nous avons une nouvelle composition personnelle et pour cette raison nous n'avons aucune référence claire à la politique qui a été faite auparavant par le groupe; comme cela est possible de le lire dans un texte de la RAF ou également dans la déclaration d'un groupe des RZ.

Cette méthode d'approche est une césure approfondie avec la politique développée à partir des expériences faites, politique qui est jetée à la poubelle de l'histoire; et les expériences politiques faites jusqu'à présent sont niées.

Mais ce n'est pas tout non plus. Il est dit par là en vérité que chacun(e) doit faire ses propres expériences et qu'il n'y a aucune communication, aucune collectivisation des expériences faites. Elles sont et restent la propriété de chacun en particulier. Une telle méthode d'approche exclue tout processus d'apprentissage.

Je suis convaincu que toute organisation sérieuse du peuple doit contenir dès le début la menace potentielle d'appliquer la violence révolutionnaire. (George Jackson)

A partir de notre propre travail politique nous pouvons dire, ainsi que nous l'avons brièvement décrit dans l'introduction, que les limites ne seront pas dépassées exclusivement par celui-ci. Il n'y aura aucun développement régulier et continu, s'élargissant toujours plus vers le but -le bouleversement social révolutionnaire- à partir du mouvement, même si nous sentons et co-initions un développement politique et que chaque tâche ait pour soi un sens.

Pour cette raison nous considérons comme une des principales difficultés et simultanément comme une tâche centrale, le fait de développer une forme de la lutte militante/armée qui devienne un point d'intersection entre la situation concrète ici et sa connexion internationale, entre la formulation de solutions judicieuses et leurs impositions, entre les germes justes provenant du mouvement et leur généralisation. Nous pensons que les actions militantes et armées ont alors un sens lorsque par leur forme et leur communication, l'influence du pouvoir sur les gens est neutralisée et qu'ils peuvent reconnaître dans ces actions le rapport à leurs propres besoins, à leurs revendications et buts, et à leurs praxis. Nous pensons que c'est ainsi qu'un espoir peu naître à nouveau. Et ce n'est qu'ainsi que nous nous imaginons une répercussion commune et une croissance commune du mouvement social et de la guérilla.

Notre tâche est de découvrir toutes les différentes expressions d'insatisfaction, de peurs, d'espoirs existants dans ce qui est autour de nous dans le mouvement, dans les

discussions. C'est ce que nous devons prendre au sérieux, amener dans un rapport juste et appliquer pratiquement. Ce ne sera qu'alors que s'avérera qui cherche réellement des voies raisonnables et dignes ou qui en vérité préfère s'en tenir à l'égoïsme et au mépris de l'être humain. Ce ne sera pas facile de briser le vieux schéma incrusté, comme quoi les actions militantes et armées représentent l'orientation pour les autres tandis que la résistance a à faire leur publicité tapageuse en ce sens...

Notre conception quant à savoir comment des luttes et des mouvements se complètent les uns les autres, s'influencent et s'entraînent, nous l'avons trouvé très bien représentée dans une citation de E.F. Huidobro à propos du concept d'avant-garde :

"Il y a eu des moments où les étudiants furent l'avant-garde et où nous sommes arrivés après eux. Quelques fois ils sont morts, mais pas nous. Quelques fois ils ont été fait prisonniers, mais pas nous. Quelque fois ce fut la classe ouvrière qui fut l'avant-garde. Le mouvement syndicaliste; dans celui-ci quelques syndicats qui ont menés des grèves très combattantes, qui nous ont tous entraînés et nous ont montrés une nouvelle voie. Puis ce furent les mouvements gigantesques de la coalition des gauches, qui commença en 1970/71; à l'époque nous avons salué ce développement en tant que guérilleros et nous l'avons soutenu. Bien sur nous fumes aussi quelques fois l'avant-garde avec nos actions militaires et nous avons montré une voie par là. Mais il y a eu aussi des instants durant lesquels les députés des partis de gauche furent l'avant-garde. Dans un des moments les plus sombres de notre histoire, lorsque les autres organisations étaient déjà désarticulées, ces parlementaires sont restés fermes et ont lutté contre l'ultra-droite. (...)

Je crois qu'aujourd'hui nous avons appris dans tous ces problèmes que l'on ne peut pas décider au sein d'un comité central : 'nous sommes l'avant-garde.' Les gens dans la rue, les voisins, les jeunes, les marginalisés, décident qui est l'avant-garde..."

Groupe Georg Elser - début 1993.

Georg Elser :

le 8.1.1939, Adolf Hitler échappa de peu à un attentat à la Brasserie Munichoise

'Bräukeller'. Georg Elser avait introduit une bombe dans un des piliers à côté du pupitre grâce à un laborieux travail de trois mois. Inhabituellement Hitler termina son discours plus tôt que prévu et n'était plus là au moment de l'explosion.

Elser fut arrêté à la frontière suisse avec de nombreuses autres personnes. Une mesure de routine des nazis, bien que rien n'indiquait une culpabilité. Seuls ses genoux ensanglantés, résultat des 90 nuits durant lesquelles il creusa un trou dans le pilier, le trahirent en définitive. En avril 1945, après 6

douloureuses années de souffrance, il fut assassiné au camp de concentration de Dachau.

La version historique écrite par les dominants, ainsi que le firent déjà les nazis, décrit Elser comme un "fanatique", auteur isolé désorienté par les communistes. Après 6 années de terreur nazis, durant lesquelles se trouvaient déjà un demi million de militants oppositionnels emprisonnés dans les prisons et les camps de concentration. En tant que membre du "Rot-Front-Kämpferbundes", Elser avait agit seul.



UNION EUROPEENNE ET LUTTE DE CLASSE



"Pour", "contre", "elle est faite", "elle ne se fera pas"... l'Europe est devenue le sujet à la mode; mais une mode programmée en septembre dernier avec l'échéance référendaire de Maastricht, un débat sur commande et de plus avec les lunettes obligatoires des problématiques et des éléments périphériques et secondaires aux véritables dynamiques de l'intégration des principaux Etats capitalistes sur notre continent. Ainsi des sectes conservatrices aux pythies nauzéabondes, le spectacle de la parlotte incite le "bon militant" à une collaboration même si ce n'est que dans l'apostasie aux discours officiels.

Oui on nous invite à causer d'Europe, de fédération, de confédération, d'Europe des peuples, des patries, d'Union, de parlement ou de Commission..., mais bien évidemment sans aborder ni critiquer les bases fondamentales de cette Union continentale, c'est-à-dire la réorganisation du capital autour de sa fraction monopoliste hégémonique et sa tentative à généraliser une résolution des crises économique et politique.

A une époque où l'on veut nous faire croire que les classes ont disparu et qu'en poser l'existence relèverait de l'archaïsme bolchevique, il faut bien comprendre combien tout le processus continental de cette réorganisation et sa résolution n'est rien d'autre justement qu'un processus de lutte de classes et son

intensification dans de nouveaux procédés d'exploitation et de domination.

En conséquence, l'intégration présentée sous les lampions de la gloire d'une oeuvre raisonnable et idéaliste pour la solidarité et la paix, n'est qu'un mouvement rivé à la concentration et à la concurrence des capitaux, à la guerre économique mondiale et aux sacrifices qu'elle impose aux travailleurs et aux masses opprimées. De fait la détérioration aggravée des conditions de vie du prolétariat ici et le renforcement des politiques de subordination et de pillage au Sud ainsi que dans les nouveaux satellites est-européens.

LE DEPASSEMENT DE L'ETAT-NATION.

Après la seconde guerre mondiale, lors de la réorganisation du capital autour de l'hégémonie américaine, l'Etat-nation connaît une intense période de mutation interne et institutionnelle devant lui permettre de s'adapter, en chaque appareil et pouvoir, à la reproduction du capital impérialiste dominant. Cette transformation essentielle de l'Etat est étroitement articulée au stade monopoliste et en conséquence à la mise en oeuvre du régime d'accumulation fordiste. Ainsi le complexe des nouveaux procès de régulation interventionniste au cours de ces décennies de forte croissance ininterrompue, dessine les contours et contenus de l'Etat protecteur du

Welfare dominant et enchaînant l'ensemble du corps social.

Mais, dès le début des années 70, la généralisation de la crise de domination ébranle les bases du système et en conséquence les fonctions et rôles de l'Etat (dans sa forme Etat-nation) qui se sont révélés inadéquats à anticiper et à gérer les contradictions structurelles. Et l'Etat-nation se présente lui-même comme une des contradictions du système, en tant que piège étouffant au développement des forces productives. Alors que l'internationalisation des forces productives -tendance fondamentale du stade impérialiste- se dynamise dans la concurrence-monopolisation aiguës par la crise de surproduction. Inexorablement la quantification de ce procès conduit à un saut qualitatif brisant et dépassant les limites des anciennes structures pour imposer les marques d'un ordre nouveau. Au cours des années 80, récessions, restructurations, guerres froides... ont été les moments clés de ce bouleversement international.

L'ordre nouveau est toujours plus tenaillé par l'opposition entre l'exigence d'un ensemble de régulation et de cohésion au niveau global et les tendances contradictoires de la structure du système basé sur l'appropriation privée et donc le développement inégal et la concurrence entre les capitaux et les diverses puissances. D'où le double mouvement auquel nous assistons : réorganisation du capital au niveau mondial et simultanément du capital européen pour affronter la guerre économique inter-impérialiste aggravée par la succession de périodes d'intense récession.

Dans ces réorganisations contradictoires, l'Etat-nation est dépassé parce que submergé autant par la nécessité de domination intensive dans un espace-marché intérieur de dimension en capacité de véritable concurrence au niveau mondial, qu'en profondeur par l'omniprésence directionnelle jusqu'au moindre territoire interne, une profondeur indispensable à la cohésion de cette domination technocratique. Ainsi comme en Amérique du Nord, où l'accord NAFTA lie toujours plus fermement les USA, le Canada et le Mexique, et où Washington accorde des pouvoirs décisionnels élargis à chaque Etat en particulier, c'est ce mouvement que nous retrouvons en Europe, avec l'Acte Unique et simultanément les politiques d'autonomie régionale formelle, ou encore avec le concept de "subsidiarité" dans le traité de Maastricht.

Voilà quel est le sens réel de la mutation des rapports et appareils étatiques aujourd'hui, et cette étatatisation trans-européenne -dépassant donc l'Etat-national- se présente comme l'instrument de régulation économique et de contre-révolution préventive que met en oeuvre la bourgeoisie monopoliste européenne sans sa lutte contre les

classe exploitées. Et c'est une des clés de l'enjeu actuel. Car c'est ce qui fonde la rupture qualitative nette dans la construction européenne entre la phase primitive de libre échange et de coopération et la phase actuelle -initée au milieu des années 80- de Schengen, de l'Acte Unique et de Maastricht.

L'ELARGISSEMENT ACTUEL DU CHAMP DE L'ETAT.

Sans pouvoir atténuer les effets destabilisateurs de la désynchronisation entre l'internationalisation du capital et les procès politiques qui devraient en découler, le saut à l'Union européenne n'en représente pas moins un tournant décisif dans les conditions politiques et sociales continentales. Et le traité de Maastricht en est l'acte constitutionnel fondant le cadre juridico-institutionnel aux procès de médiation et à l'étatisation indispensable à la garantie et à la valorisation du capital en Europe occidentale.

L'interpénétration des capitaux européens n'a eu de cesse que de s'accélérer dans les fusions et les prises de contrôle depuis la récession de 82-83, (aujourd'hui par exemple, ces fusions inter-européennes représentent la moitié de toutes les prises de contrôle des 1000 premières entreprises des pays de la Communauté alors qu'en 83-84, elles n'atteignaient pas 1/5^e), et cette concentration est allée de pair avec une division accrue du travail dans la CEE, avec une spécialisation aggravée mais également donc avec un développement inégal entre les différentes régions.

L'étatisation dans l'Union doit apporter une cohérence à ce développement financier-industriel et tenter de créer à partir de lui un espace favorable à une trans-croissance réelle. Cohésion de l'hégémonie de ce capital dans une formation sociale européenne toujours plus intégrée, elle institue le cadre actuel à la régulation du système et à sa reproduction élargie, mais également dans ce même mouvement, elle tend à soutenir ce capital face à ces concurrents japonais et US dans la guerre pour les parts de marché.

Il est essentiel de bien comprendre que ceci et ses implications ne sont pas notre futur plus ou moins proche, mais déjà notre présent, et comme le soulignait Delors, dès janvier prochain, plus de 80% de tous les procès économiques et sociaux organisés et gérés dans le cadre de ces rapports de pouvoir et appareils trans-européens. C'est-à-dire les diverses planifications de politiques industrielles et agricoles, les politiques sociales, les plans d'accompagnement transport et énergie, la coordination en Recherche et Développement, dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle, mais aussi dans la régulation salariale, écologique, de

consommation...

De plus, cet interventionisme économico-social est soutenu par une politique extérieure intégrée auquel est adjoint aujourd'hui la formation de forces armées communes, et par une action juridico-policière globale qui aggrave les procès de domination-soumission dans tous les rapports sociaux internes. Et il est inutile de revenir sur le traité de Maastricht et les implications institutionnelles qu'il additionne à ce mouvement de fond, avec l'Union Economique et Monétaire, la citoyenneté européenne...

Dans sa constitution, cette étatisation fonctionne à la mise en oeuvre du nouveau modèle d'accumulation capitaliste, elle agit ainsi à la hausse du taux d'exploitation intensive dans les procès de travail, de polarisation productive et sociale...liés aux procédés toyotistes (comme système productif mais aussi de domination et de contrôle, avec les cercles de Qualité totale, le flux tendu, les taches plurifonctionnelles..., la hiérarchie renforcée et le nouveau corporatisme), mais elle forge également la nouvelle qualité des rapports de pouvoir qui correspondent à ce modèle : la technocratie autoritaire, comme déconnexion croissante entre le pouvoir réel bureaucratique et occulte et le spectacle "démocratique" de la politique manipulatrice du pouvoir formel.

Ainsi cette étatisation élargit le champ d'interventionisme de l'Etat, en constituant l'Etat-major rigoureux de la bourgeoisie régissant les sacrifices sociaux des masses prolétariennes dans l'effort de guerre économique que détermine aujourd'hui la concurrence inter-impérialiste aggravée.

UN PROCESSUS DE LUTTE DE CLASSES

Comme tout mouvement d'étatisation, l'Union européenne se fonde dans le processus de lutte de classes, dans lequel elle élève les contours de l'hégémonie actuelle de la fraction dominante de la bourgeoisie. Et la clé de l'époque présente est dans le devenir de ce processus, soit les appareils réussissent à équilibrer et à généraliser les marques du nouveau modèle dans une large réorganisation monétaire, industrielle, politique..., en parvenant donc à briser la résistance des travailleurs au carcan de l'exploitation intensive et de la baisse drastique des conditions de vie quotidienne, soit les luttes du prolétariat renversent ce procès en une unité pratique capable de bloquer et de détruire les politiques d'intégration de l'Europe réactionnaire.

Dans chaque pays membre, les attaques les plus décisives contre la classe ouvrière sont sous-tendues aux programmes de la nouvelle Union, et en tout premier lieu les plans de convergence

avec leur longue litanie d'atteinte aux prestations sociales, aux services publics, à l'emploi (comme aujourd'hui en Euskadi, en Asturie, dans la Ruhr...avec la restructuration sidérurgique), mais aussi la refonte des codes pénaux aggravant la subordination de masse et l'individualisation sociale ou encore avec la pression économique accrue sur les peuples du Sud et de l'Est du continent. Et on pourrait citer ainsi des dizaines et des dizaines d'exemples révélant la marche forcée de ce processus fondamental.

Mais à partir de là, il ne s'agit pas de se résoudre à la seule auto-défense, ou à défendre la souveraineté nationale de son propre impérialisme, de voler au secours d'une partie de la bourgeoisie pour l'aider à sauvegarder pouvoirs et privilèges, ou de justifier l'opposition conservatrice du parti révisionniste et des groupuscules, mais de bien saisir les formes continentales actuelles de l'affrontement capital-travail, d'en tirer les enseignements essentiels et de se hisser au niveau de la détermination de sa solution révolutionnaire.

En conséquence, toutes les militances antagonistes se trouvent face à l'obligation dans leur engagement et leur unité de procéder à une reconstruction pratique et stratégique. C'est l'urgente pressante du mouvement réel.

Collectif FRONT
Octobre 92





ATTAQUER L'ETAT DE DROIT.

LA LOI DIT DE DROIT
LES AGENTS DE L'ETAT
L'EXECUTENT.

Le 15.10.92 à Ashgelon, Hassan 'Abeidat est mort à l'âge de 22 ans, pendant une grève de la faim des prisonniers palestiniens dans les prisons des territoires occupés.

"Petite bourgeoise est l'étroite conception étatico-nationale de la gauche opportuniste qui ne reconnaît, ni n'accepte que les peuples du Troisième Monde soient l'avant-garde de la révolution anti-impérialiste, ni que la lutte dans les métropoles est la lutte des brigades internationales pour la victoire, dans la guerre populaire, du Vietnam de la Palestine, du Liban, de l'Angola, du Mozambique, de la Turquie ou n'a pas lieu du tout. C'est être petit bourgeois et non-marxiste de ne pas pouvoir se représenter qu'ici également les masses trouveront à long terme leur identité politique au côté de la lutte de libération, peuvent à long terme se défaire des griffes du système, de ses mensonges, ses manœuvres dilatoires, de ses cadeaux électoralistes et jeux de loterie."

(La Fraction Armée Rouge, 1972, "L'action de Septembre Noir à Munich - sur la stratégie de la lutte anti-impérialiste".)

Tôt le matin du 21.11, nous avons fait irruption dans la "maison du droit" au centre de Hambourg et y avons déversé 240 litres d'essence. Les mises à feu ont, espérons-le, fonctionné.

La "maison du droit" est une des institutions dans laquelle est formé le personnel juridique qualifié de l'Etat de non-droit RFA; s'y trouve la faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Hambourg.

Le 14.11, il y a précisément une semaine, plus de 200 000 personnes manifestaient à Bonn à l'occasion du congrès du SPD (parti socialiste allemand). Nous tenons pour très important d'attaquer continuellement le rôle de la social-démocratie allemande dans la politique de la RFA. D'un, le SPD couple les intérêts des travailleurs, vivant à l'intérieur des frontières de

la RFA, à la politique du capital national (ce couplage, s'accomplit par dessus les fractures sociales et a différents noms: "action concertée", "grande coalition", "pacte de solidarité"...), de l'autre, le SPD aide à l'organisation des activités politico-militaires et économiques de l'impérialisme de la RFA. Ce sont ces deux composants politiques que la social-démocratie allemande associe dans un seul parti, et de manière indispensable il fait ainsi partie de l'Etat de non-droit RFA. Ceux qui percent à jour et attaquent de manière militante cette politique sont particulièrement exposés à une répression enragée dans le cas où les sociaux-démocrates sont directement au gouvernement. Nous ne citons que Stammheim qui, pour les camarades que monde entier, en est devenu le symbole, à l'époque de la coalition "social-libérale".

Nous avons séparé en 3 parties le présent texte: en premier lieu, nous tendrons à présenter la faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Hambourg pendant le 3ème Reich. En deuxième partie, est décrite la persécution judiciaire des communistes en RFA jusqu'en 1968. Dans la dernière, nous examinons le "droit d'asile" dans la réalité de l'Etat RFA. Une chose qu'ont en commun toutes ces parties: elles montrent clairement combien les rapports de non-droits sont dépendants de la collaboration d'un personnel juridique qualifié instruit en rapport.

La faculté de droit et de sciences politiques à l'université de Hambourg pendant le 3ème Reich.

En premier lieu, l'homogénéité du corps des professeurs est à mettre en évidence: il se signale par une attitude foncièrement prussienne jusqu'à libérale-conservatrice. Alors que se produisaient des licenciements-interdictions de cours contre 8 professeurs de l'université, les autres professeurs n'y opposèrent aucune résistance, ce qui en apparence est contradictoire avec l'habituelle réputation "libérale" des spécialistes en sciences politico-juridiques. Le législateur en droit criminel, Schmidt devint le recteur de l'université en 1933; il réalisa l'auto-uniformisation de l'université. Au semestre d'été 1935, quatre étudiantes "non-aryennes" étaient encore inscrites. En avril 38, il n'y en avait plus qu'une. La "loi sur le rétablissement du corps des fonctionnaires de carrière" a été fondamentale pour les licenciements cités ci-dessus, c-à-d, les 8 professeurs d'université ont été licenciés pour des raisons de "race", bien que sur la base de leur embauche, ils eussent été tout à fait prêts à s'arranger de la nouvelle situation. Les licenciés furent remplacés par des candidats nazis qui n'escomptaient que l'avancement de leur carrière; comme nous sont ici à citer: Professeur Forsthoff, Dr. Ipsen, Dr. Berber et Dr. Schack dans le domaine des chaires de droit public, comme le déjà mentionné Schmidt, Pr. Tesar et Pr. Siewerts dans le domaine des chaires de droit criminel et de procédure criminelle. En ce qui concerne les chaires moins exposées avaient lieu des sélections qui n'étaient pas essentiellement motivées politiquement. Les groupes dits d'étude juridique dans l'"université hanséatique"(NdT 1) jettent une lumière significative sur la bonne entente dans la faculté; l'élite

de la faculté était là entre elle; en juin 1936 (!), il y eut là un exposé sur le "rôle des neutres dans une guerre à venir" avec "réunion amicale immédiatement après".

Avant 1933, aucun membre du corps des professeurs juristes n'était organisé dans le NSDAP (NdT 2). Egalement par la suite, comme il peut l'être prouvé, aucune pression ne fut exercée sur la faculté en ce qui concerne l'adhésion de quelques uns au parti. Cependant, d'ici mai 1937, six professeurs de droit sur huit sollicitaient l'adhésion au parti nazi. Dans les S.A, étaient organisés les professeurs Ipsen, Böttlicher et Sieverst. Pour les professeurs, l'affinité avec le terrain d'idées fasciste découlait de leurs convictions nationales-conservatrices, hostiles aux syndicats et impérialistes. La taxinomie traditionnelle du droit ne devait cependant pas être atteinte bien que le gouvernement essaya, entre autres sur de nouveaux programmes d'études, d'imposer une réorganisation. La faculté résista contre les tentatives d'intervention de l'Etat dans l'autorité professorale de l'enseignement, c-à-d la taxinomie des études, pas contre la transvaluation fasciste du contenu de l'enseignement, c-à-d, l'établissement d'objectifs d'études racistes et colonialistes.

En conclusion de ce chapitre, doit être retracée, dans ses étapes essentielles, la carrière hambourgeoise du Pr. Ipsen: après sa promotion de 1934, il se qualifia pour l'enseignement supérieur avec un travail dont le titre était "Politique et justice. Le problème des actes de souveraineté sans cadre juridique". Ici, il ne s'agit de rien d'autre que de l'élargissement des compétences de l'exécutif, vis-à-vis duquel la justice fournit simplement les règles de procédure. L'attention de l'adjoint d'Hitler, Rudolf Hess, fut attirée sur cet écrit. Lorsqu'il s'est agi de nommer Ipsen à une chaire de droit public, il fut ainsi déjà apprécié par l'homme au pouvoir: "Ipsen est un homme qui, de manière exemplaire, met sa science au service de la politique nationale-socialiste". Jusqu'à 1940, Ipsen avait grimpé si haut que l'ensemble de la correspondance du rectorat universitaire avec le ministère de l'éducation du Reich passait par son bureau. Ipsen accompagnait "scientifiquement" la politique d'expansion sans frein du 3ème Reich, avec des travaux tels que "Les tâches coloniales des sciences politiques allemandes" -1939- ou "administration extérieure du Reich" -1942-. 1941 trouve

NdT 1: relatif à la Hanse qui était une association de cités marchandes de l'Allemagne du Nord à partir du XIIème siècle et dont la puissance avait disparu au XVIIème siècle. Une ville comme Gdansk (alors Dantzig) faisait partie de la Hanse. Ainsi l'utilisation de cet adjectif dans un compte-rendu d'activité de l'université dans cette période ne peut être pris comme anodin.

NdT 2: parti national-socialiste des travailleurs allemands, le parti nazi.

sa carrière à son point culminant lorsqu'il mit en pièce la résistance de "l'université libre de Bruxelles". L'enseignement d'Ipsen se termina en 1973 à l'université de Hambourg.

La traque judiciaire contre les communistes en RFA jusqu'en 1968:

Les bases légales pour la persécution des communistes en RFA jusqu'en 1968 avaient été posées dans la loi de modification du droit pénal de 1951. D'abord la cour fédérale de justice (BGH -Ndt 3) pris fait et cause pour la manière de voir du tribunal du peuple du 3ème Reich, à savoir que les communistes par leur activité politique globale préparent en permanence le crime de haute trahison. Néanmoins, le droit pénal politique avait été, en 1951, structuré de manière nouvelle en RFA: outre la haute trahison (c-à-d "attaque violente à l'Etat") et le crime contre la sûreté extérieure (c-à-d, une trahison secrète dangereuse pour le bien de l'Etat); le texte à cet effet fut, en 1951, considérablement inspiré par l'amendement de 1934(!), le StGB (Code Pénal) comprenait dorénavant en sus la section "danger pour l'Etat" (§§ 88-89). La loi adoptée au parlement fédéral, avec les voix de l'"opposition" SPD, était selon la formule du député CDU (Ndt 4), Hassler, "une arme ayant été forgée pour être en vigueur dans la guerre froide". Avec la section "danger pour l'Etat", la défense pénale de l'Etat avait été extrêmement étendue; la personnalisation du droit pénal politique consistait à se satisfaire, pour la condamnation, de l'intention de causer un "danger pour l'Etat". Les organes juridiques spécialisés (NJW, JZ, NDR) saluèrent le nouveau paquet de loi. Chez les militants du KPD (Parti Communiste Allemand), la "section" fut, par principe, comprise dans le sens d'une infraction qui mettrait l'Etat en danger, c-à-d, ils pouvaient également être condamnés pour des faits politiques conformes à la Constitution. Les sympathisant(e)s du KPD eux-mêmes échappaient alors préalablement à la condamnation s'ils se distancaient expressément du parti, qui fut interdit en 1956 par la tribunal constitutionnel de la République Fédérale. Bien que le parti fut au centre de la traque, n'importe quelles réunions

et publications (communistes) pouvaient être interdites, par exemple, celles qui oeuvraient contre la remilitarisation de la RFA. Il faut souligner que les institutions de la justice politique, particulièrement la cour fédérale de justice compétente quant à la validité juridique des sentences, conformaient leurs décisions à l'attente des instances politiques, c-à-d, particulièrement celles du gouvernement fédéral. Le judiciaire se faisait un instrument de l'exécutif. Outre l'organe de la protection de la Constitution et la police politique, sont à citer en tant qu'institutions immédiatement employées à la traque judiciaire des communistes, le procureur fédéral, c-à-d les procureurs politiques qualifiés auprès de chaque tribunal régional supérieur de district, ce qui concerne l'enquête investigatoire, aussi bien que les tribunaux pénaux, le 3 Strafsenat (Ndt 5) de la Cour fédérale de justice décidant en première et dernière instance, c-à-d les dix-sept Landegerichtsstrafkammern (Ndt 6) exclusivement employées à des affaires pénales politiques. Outre, les Zivilsenat (Ndt 7) du BGH, particulièrement rigoureux dans les cas politiques, sont à prendre en compte les tribunaux du travail (qui par exemple à priori, déclaraient justifiés des licenciements même s'il n'existait que le soupçon d'un acte politique passible d'une peine) et les tribunaux administratifs qui "nettoyaient" le service public des communistes. En 1951, le ministre de la justice pouvait déclarer à la commission parlementaire fédérale qu'il est important "de trouver des juges particulièrement de haute qualité pour cette tâche (celle de justice politique) qui ne dépend pas du tout venant". Des personnalités dans le personnel judiciaire de la RFA auxquelles revenaient particulièrement "la tâche", il découlait par exemple que l'accusateur au tribunal spécial de Kattowitz pendant le 3ème Reich, Ottersbach, devint procureur auprès du tribunal de Land à Lüneburg, que l'avocat général du Reich qui avait participé à demander environ 50 condamnations à mort contre des anti-fascistes, Fränkel, devint procureur fédéral, etc, etc...

Il est très difficile de saisir quantitativement la persécution contre les communistes parce que pour la période des années 50, quand la crimi-

Ndt 3: Elle statue sur la validité en droit des décisions de justice prises par les autres cours.

Ndt 4: Union Chrétienne Démocrate qui avec l'Union Chrétienne Sociale (CSU) et le Parti Libéral Démocrate (FDP) se partage le pouvoir fédéral depuis 1983, le FDP ayant pour sa part gouverné de concert avec le SPD lors des législatures précédentes.

Ndt 5: Cette instance, formée de 3 ou 5 juges, travaille et décide au niveau fédéral sur des questions de Code Pénal. Le 3ème est donc spécialisé dans les procès politiques, validant les poursuites, procédures et sentences.

Ndt 6: Ces instances décident elles au niveau des différents Lands.

Ndt 7: qui décident de la validité des décisions en matière civile.

nalisation fut particulièrement prononcée, il n'existait guère de statistiques publiées. Dans la période de 1960-66, il y eut 57 000 procédures d'enquêtes du ministère public. D'estimations prudentes, il ressort que de 1951 à 1968 furent intentées par le ministère public 125 000 procédures d'enquête contre des communistes (cela comparé aux 7 000 militants du KPD, environ, après 1956, à l'époque de l'illégalité!). Les procédures d'enquêtes devaient intimider politiquement et démoraliser psychiquement ceux concernés. La prison préventive fut également intensivement prescrite: 55% des condamnés devaient attendre leur procès en maison d'arrêt, pendant que pour n'importe quel "délit", habituellement, seulement 8% s'y trouvaient. Egalement après une sortie de prison préventive, il y avait une répression incroyable; ainsi une communiste dut pointer au commissariat quotidiennement pendant 3 ans(!).

Les procès furent caractérisés par: a) la place primordiale des "témoins de ouï-dire" (c-à-d, les flics politiques présentaient au tribunal des rapports d'indicateurs dont l'identité ne devait pas être révélée); b) "experts"

(c-à-d, des fonctionnaires de la protection de la constitution qui de manière non-contrôlée faisaient part aux tribunaux de soi-disant expertises); c) rejet des témoins à décharge; d) utilisation excessive d'une accusation basées sur de soi-disant faits, validés par le tribunal seul; et e) entrave/intimidation des défenseurs. Il est en outre à remarquer que la capacité des organes de la justice politique ne suffisait absolument pas à poursuivre judiciairement tous les faits incriminés aux communistes sur la base du Code Pénal. Ainsi ce n'est que théoriquement qu'avait cours le principe de légalité. Dans les faits, le principe de l'opportunité fut observé par les tribunaux, c-à-d, la conduite d'un procès dépendait de considérations générales "politiquement rationnelles". Ne serait-ce que par là, la fonctionnalisation de la justice dans l'Etat de non-droit d'Adenauer (NdT 8) était déjà claire.

Pour obtenir un tableau correct historiquement, il est nécessaire d'examiner de manière critique la politique du KPD. Andreas, Gudrun, Jan et Ulrick (NdT 9) ont, à Stammheim, dit à ce sujet la chose suivante: "après que des centaines aient été enfermés dans les prisons sur la base de la loi de 1951, l'interdiction du KPD en 1956 ne faisait plus qu'établir en droit ce qui était déjà la réalité depuis des années: la mise en pièce de la gauche organisée dans le cadre du KPD -et cela non parce qu'elle faisait une politique révolutionnaire, ce qu'elle ne faisait pas, mais parce que l'anéantissement d'une opposition politique est partie naturelle, partie constitutive de cet Etat." L'internationalisme prolétarien, c-à-d, la politique de libération du prolétariat mondial, a été remplacé par la conception stalinienne de l'internationalisme et cela ne signifiait rien d'autre que l'instrumentalisation des partis communistes par l'Union Soviétique. "Et encore une fois clairement, nous établissons, ce qui élimina la vieille gauche, condamna ses organisations à l'insignifiance, initialement la rendit destructible, ce ne fut pas la terreur anti-communiste de l'Etat Adenauer.



NdT 8: Adenauer fut Chancelier de la RFA de 1949 à 1963.

NdT 9: Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe, militant(e)s de la RAF, tué(e)s dans le Quartier de Haute Sécurité de la prison de Stammheim en 1977; Ulrick Meinhof, militante de la RAF, tuée dans le quartier d'isolement de la même prison en 1976.

Les conditions dans lesquelles cette terreur pouvait d'abord (et seulement) être aussi efficace furent la propre politique de cette gauche. Il est nécessaire de critiquer la politique de la vieille gauche car, comme elle le montre de manière exemplaire, d'un côté il est absolument impossible, à l'époque du système impérialiste, de faire une politique **prolétarienne** sans s'armer, d'être une direction de la lutte des classes sans conquérir d'offensives positions de classe, de constituer la subjectivité de la classe sans construire le contrepuissance prolétarien -il est impossible de combattre le capital sans être son antagonisme. De l'autre, la corruption de la vieille gauche est ainsi exemplaire pour ce qui est du comment des positions tactiques se dévoient et s'émancipent -"ne font pas route vers la révolution sociale" comme dit Lénine- quand elles ne sont pas déterminées par les point de vue et but de du prolétariat mais par une politique extérieure étatique, quand l'internationalisme prolétarien n'est pas compris comme connexion solidairement politico-pratique aux révolutionnaires de tous les pays mais comme connexion et agence diplomatique d'un Etat, même l'Union Soviétique."

Nous faisons maintenant un saut dans le présent.

Avant que nous n'en arrivions à la 3ème partie, deux autres facettes de l'Etat de non-droit RFA ne doivent pas être passées sous silence en raison de l'actualité; l'Etat RFA poursuit des mouvements de libération étrangers: le 26.10 a été ouvert le procès contre Donna Maguire, Paul Michael Hugues et John Edward Hick. Par là doit, encore une fois, être fait en RFA le procès de la lutte de l'IRA. L'Etat RFA poursuit des militants d'ici: le 3.11, Christian Klar a été une nouvelle fois condamné "à la prison à vie" par la 2ème Strafsenat du tribunal régional supérieur de Stuttgart sous la présidence du juge Schmid, sur la base de déclarations de repentis. Cette récente stammheimienne mise en scène de procès s'inscrit dans les procès-simulacres connus à partir des années 70 et 80 lors desquels l'Etat RFA poursuit judiciairement les camarades du groupe de guérilla "Fraction Armée Rouge". **Christian nous te saluons.**

Le droit d'asile en RFA:

319 674 personnes ont "sollicité" l'asile en RFA, dans les 9 premiers mois de 1992. Ce chiffre est une expression de "situation normale" dans le nouvel ordre mondial: il est expression

de l'aggravation de la confrontation mondial/métropole et simultanément expression de l'absence de perspectives et d'espoir de la majorité des hommes et des femmes qui vivent en Europe de l'Est et dans les Trois Continents.

Jusqu'à présent 7 062 ont été "homologués" réfugiés par ceux d'en haut. Ce chiffre est élément de la pratique de non-droit en RFA. Ces derniers mois, a lieu en RFA un débat initié/exagéré par les partis dominants sur l'article 16, section 2, alinéa 2/article 19, alinéa 4 de la Constitution. La discussion menée à l'avant-scène sur le plan juridique n'est à saisir qu'avec son arrière-plan politico-économique: les signes de récession économique sont immenses; les dominants qui doivent compter avec un refus massif de loyalisme à leur égard, utilisent/réclament la mobilisation raciste, par laquelle doit être sauvée l'idée que porte l'Etat en RFA, l'idéologie du chauvinisme d'abondance. Ce consensus national est formulé par des juristes, comme par exemple lors du développement en continue de la discussion sur le "droit d'asile". Les pogromes racistes trouvent leur équivalent civil dans les lois et paragraphes.

De quoi a l'air l'actuelle pratique du "droit", c-à-d, que signifient les articles constitutionnels pré-cités dans leur réalité de non-droit?

Le premier problème pour les hommes et les femmes en fuite est, de toute façon, d'atteindre la RFA. Par exemple sur la frontière Oder/Neisse, les unités BGS (Ndt: un corps de la police fédérale) font la chasse à ceux qui veulent entrer illégalement (à la nage, dans les trains de marchandises, etc). A partir de la plupart des pays d'origine, les réfugiés ont besoin d'un visa pour entrer (un refus de visa par une délégation étrangère de la RFA n'a pas besoin d'être fondé). Depuis 1987, les compagnies d'aviation et de navigation ont par ailleurs profitent de la misère des réfugiés, ne doivent plus transporter ces hommes et ces femmes sans visa.

Le déroulement même de la procédure d'asile est le suivant: à la demande d'asile auprès d'une représentation à l'étranger sont associés: l'enregistrement, l'enquête et le traitement informati- que. Puis suit l'installation dans un camp de rassemblement. Ni quitter le lieu d'habitation, ni les soins médicaux ne sont possibles sans une autorisation des autorités. Il n'y a de permis de travail que pour des places n'employant pas des "citoyens allemands, d'ex-émigrés de sang allemand (Ndt 10), des européens (dans cet ordre

Ndt 10: Venant d'Europe de l'Est, ces "immigrés" dont les ancêtres étaient allemands, sont reconnus comme citoyens allemands. Après l'effondrement du "bloc socialiste", les critères du "sang allemand" sont devenus plus stricts qu'à l'époque où la propagande anti-soviétique trouvait bon de les utiliser.

de priorité)". Après l'audience par l'Office Fédéral, arrive la décision quant à la demande. En 1984, le tribunal administratif fédéral jugeait de l'importance de l'article 16: "l'art. 16, section 2, alinéa 2 de la Constitution ne protège pas des excès étatiques de toutes sortes et pas plus du simple non-respect de la dignité humaine; de plus s'y ajoutent les motifs politiques de l'appareil étatique abusant de son pouvoir". Une crainte subjective d'être opprimé est sans valeur pour obtenir le droit d'asile. Le réfugié peut porter plainte devant le tribunal administratif contre la plupart des décisions négatives. Les juges prennent alors leur décision selon les rapports qu'ils ont reçu de l'unique centre de documentation fédéral, à Wiesbaden, c-à-d, ils s'alignent sur les rapports du Ministère des affaires étrangères de la RFA. Pour les cas "manifestement non fondés" (ce sont d'après la procédure d'asile des réfugiés qui "veulent échapper à une situation de misère générale ou à une confrontation guerrière"), peut avoir lieu une expulsion immédiate. Ceux qui sur la base de la Convention de Genève ne peuvent pas être expulsés, dépendent de la grâce de la RFA: ils peuvent(!) obtenir une "autorisation" de séjour pour 2 ans. La "tolérance" est un droit octroyé encore plus faible: elle est limitée à 1 an. La confirmation d'une position officielle, fin octobre, jette une lumière significative sur le caractère de la procédure, comme quoi "les tribunaux administratifs apprécient la collaboration des demandeurs d'asile avec les renseignements généraux en tant que source subséquente appréciable quant au droit d'asile".

La loi pour les étrangers (version la plus récente depuis janvier 91) et la procédure d'asile forment le fondement pour le traitement de non-droit des réfugiés en RFA. Le commissariat aux réfugiés des Nations Unies de la RFA attestait déjà en 1983 "de mesures dissuasives extraordinaires contre le demandeur d'asile". Depuis le 1.7.92., une procédure d'asile encore plus draconienne a cours; elle a été adoptée par une coalition occasionnelle CDU/FDP/SPD et doit être totalement appliquée d'ici le 1.4.93; l'aspiration est que, dans des cas "manifestement non-fondés", les 2 audiences (zast et bureau auxiliaire de l'office fédéral) se suivent à bref délai et que l'ensemble de la procédure soit terminée en 6 semaines, y compris le contrôle sur place par un juge unique. En outre, l'aide sociale doit être diminuée et versée par des prestations en nature. Le ministre Rönch (CDU) pense à 305 DM.

mensuel "et 61 DM. d'argent de poche". La construction de super-camps est également préconisée. Le professeur de droit administratif et étatique à l'université de Hanovre, H-P. Schneider pense à ce sujet: "à dire vrai, cela exige de la part de l'administration de ne pas dépasser un certain ordre de grandeur afin de ne pas provoquer l'impression de camp d'internement"... Nous voulons par deux exemples rendre claire la politique de l'Etat "de droit" RFA vis-à-vis des réfugiés:

La Turquie occupe militairement le nord-ouest du Kurdistan; qu'advient-il des Kurdes qui fuient en RFA? Déjà, la torture dans les prisons turques est sans valeur quant au droit d'asile. Le tribunal administratif fédéral décida, en 1983, qu'en ce qui concerne par exemple la Turquie, la torture "revient à une importante fonction pour confondre le coupable et c'est pourquoi pour l'angle du droit d'asile, "elle ne doit pas être considérée" comme pertinente". La plupart des demandes d'asile de Kurdes sont refusées et le procédé suivant montre comment les Kurdes dépendent alors de la "grâce" de l'Etat RFA: depuis le 27.9.92, il a été mis fin dans la Hesse à la suspension des mesures d'expulsion concernant les réfugiés Kurdes refusés. En octobre, le Ministère de l'intérieur de RFA, Seitzers (CDU) disait que "selon les constatations existantes, on ne peut partir d'un danger important pour le corps, la vie et la liberté des Kurdes turcs seulement du fait de leur appartenance ethnique". Cela a un moment où les photos de Sîrnak (Ndt 11), criblé de balles étaient présentes, même dans la presse de RFA. Le ministre de l'intérieur de la Hesse, Günther (SPD) se refusait à promulguer une nouvelle suspension des mesures d'expulsion. Le gouvernement de Hesse (SPD + Verts) décidait finalement qu'avant chaque expulsion programmée serait à entreprendre un "examen au cas par cas". Le sort des réfugiés Kurdes vivants en RFA est en permanence incertain. Cet aspect de la politique RFA est complété par d'autres composants: au procès-simulacre de Düsseldorf, des camarades Kurdes sont poursuivis judiciairement depuis des années. Le gouvernement RFA refournit en outre continuellement l'armée turque. Les photos, parues dans le "Ozgür Günden" du 17.10, sont une expression concentrée de la "politique kurde" de la RFA: elles montrent comment le 6.9 un combattant Kurde est rectifié par un tank BTR-60 (un cadeau du gouvernement RFA).

Ndt 11: Village du Kurdistan truc qui fut brûlé et détruit, à l'automne 1992, par l'armée turque sous prétexte de ses sympathies avec le PKK.

Le pourcentage reconnu de gitans, qui se réfugient en RFA, fait 0,2% de la population en Roumanie où vit une grande partie des gitans, ces personnes sont en tout point discriminées. Leurs villages sont continuellement assaillis dans des pogromes étatique-ment tolérés. La discrimination continue en RFA. Le ministre Heinemann (SPD) dit ainsi de ce qui s'est passé à Rostock-Lichtenhagen, "Sans équivoque est provoquant le comportement maladroit de groupes déterminés de l'immigration qui ont empoisonné le climat. Il n'est plus possible d'ergoter, il s'agit en l'occurrence de gitans et manouches de Roumanie et Yougoslavie". Depuis le 1.11, est maintenant entré en vigueur "l'accord de prise en charge du retour" par la gouvernement allemand contre un paiement de 30 milliards de DM, par lequel le gouvernement roumain s'engage à "prendre en charge" les réfugiés refusés "en cas où il est prouvé ou digne de foi que ces personnes sont pourvues de la nationalité roumaine". D'après les évaluations administratives, environ 50 000 personnes, principalement des gitans, sont concernées par cette "action d'expulsion, la plus grande jusqu'à présent" (Bild Zeitung).

Ceci est la réalité "du droit" en vigueur de l'article de la Constitution. Depuis des mois, les figures dominant la vie politique en RFA essayent maintenant, en sus, d'influer sur une aggravation supplémentaire de cette situation. A cette occasion, leurs experts juridiques leur produisent de continuelles aides à la formulation. Le 30.4.92, la fraction CDU/CSU déposait au parlement le projet de texte suivant (dit le plan Schäuble): "ceux qui sont poursuivis pour des motifs politiques ont le droit de savourer le droit d'asile. Le droit d'asile ne peut être savouré par celui qui vient d'un Etat où il n'est pas exposé au danger d'être politiquement poursuivi ou expulsé vers un Etat où le menace une persécution politique; une loi fédérale régit cela au plus près. Cette loi peut déterminer que les demandeurs d'asile, venant d'Etats concernés par les conditions de l'alinéa 2, peuvent être reconduit à la frontière, ou bien que dans le champ d'application de la Constitution, il peut être mis fin immédiatement à leur séjour". En conséquence, le projet de loi implique une liste de pays, c-à-d, les réfugiés provenant de certains pays peuvent être immédiatement expulsés, sans être admis à la procédure d'asile. Une majorité des 2/3 du parlement, c-à-d, également les voix des députés SPD, est requise pour une modification de la loi constitutionnelle.

Alors qu'avait lieu le pogrome de Rostock-Lichtenhagen, des personnalités éminentes sous la direction d'Engholm (Ndt 12), porte-parole d'une nouvelle génération cynique de la politique de force, formulaient, le 15 août, un "programme immédiat". Dans une partie importante, pour les réfugiés de ce rapport Persberger, il est dit, entre autres au point 37: "les personnes venant d'Etats où en général n'a pas lieu, en ce moment, de persécution politique, ne sont pas admises à la procédure individuelle d'asile". Depuis cette appropriation par le SPD de la proposition CDU de listes de pays, le débat par les partis s'accélère toujours plus avant parce que les articles de la Constitution aggravés sont maintenant devenus impossibles. Depuis août, il y a une profusion de propositions quant à comment pourrait être formulée l'aggravation de la Constitution.

La proposition du CSU est très simple: "l'asile est mis en danger. Conditions, contenu et limites doivent être régis par la loi", c-à-d, la CSU veut un droit de grâce étatique pour les réfugiés, l'examen judiciaire doit être remplacé par "un comité de réclamations indépendant, sans obligation de procédures formelles sous forme de procès". Le ministre de l'intérieur Seiters (CDU) avait en septembre l'idée suivante: pour les demandes d'asile des réfugiés qui viennent d'Etats appartenant à la liste des pays, il doit être statué en premier lieu dans une procédure réduite; dans les cas "manifestement non fondés", l'expulsion doit être immédiatement exécutée, c-à-d, la réclamation en droit contre la décision administrative ne peut être faite que de l'étranger. Le FDP approuve ce plan Seiters et le tout a ensuite été adopté au parlement le 15.10 par les partis du gouvernement comme "motion de résolution du droit d'asile". En parallèle continue la discussion chez les "sociaux-démocrates", principalement en ce qui concerne la dite liste de pays: le ministre-président Schröder (de la Basse Saxe) remarquait cyniquement que la "liste de pays existe déjà depuis longtemps dans la tête des décideurs". Parce que la "base" du SPD ne voulait pas soutenir, pour une part, les formulations Petersberger, le but essentiel, à savoir les réfugiés qui se réclament du droit d'asile en RFA doivent être expulsés le plus vite possible, fut seulement formulé de manière plus compliquée.

Dans la motion souscrite par le congrès du parti, le 26.11, le SPD dit que "pour chaque demandeur d'asile pour lequel, sur la base du pays de provenance, il existe une présomption

individuellement réfutable que sa demande soit manifestement non fondée, il doit être possible une procédure accélérée et simplifiée".

Les pourparlers entre les fractions du parlement fourniront la formule sur laquelle se sont finalement mis d'accord les CDU/CSU/FDP/SPD. Il semble également être sans discussion que, dans le cadre de la politique de fermeture de l'Europe de l'Ouest, forteresse du bien être, la RFA expulsera immédiatement les réfugiés qui ont été éconduits dans n'importe quel autre pays européen (la non-contrainte en droit Convention de Genève légalise cela).

Pour le cas où le gouvernement Kohl n'arrive pas à se mettre d'accord avec l'"opposition" SPD sur une modification de la Constitution,

quelques juristes du Chancelier ont donné le tuyau suivant: "pour le cas où le caractère de l'asile conduit à une situation de détresse pour l'Etat, il est possible de restreindre le traitement naturel (les passages correspondant de la Constitution) et sans doute sous la forme d'une simple loi". Ce scénario de détresse, se référant à celui développé par le professeur de droit public Randalzhofer peut être relu dans l'élaboration du domaine qualifié 3 du service scientifique du parlement allemand, le conseiller ministériel a proposé le 20.10, sur le sujet, "vers le traitement naturel du droit fondamental à l'asile".

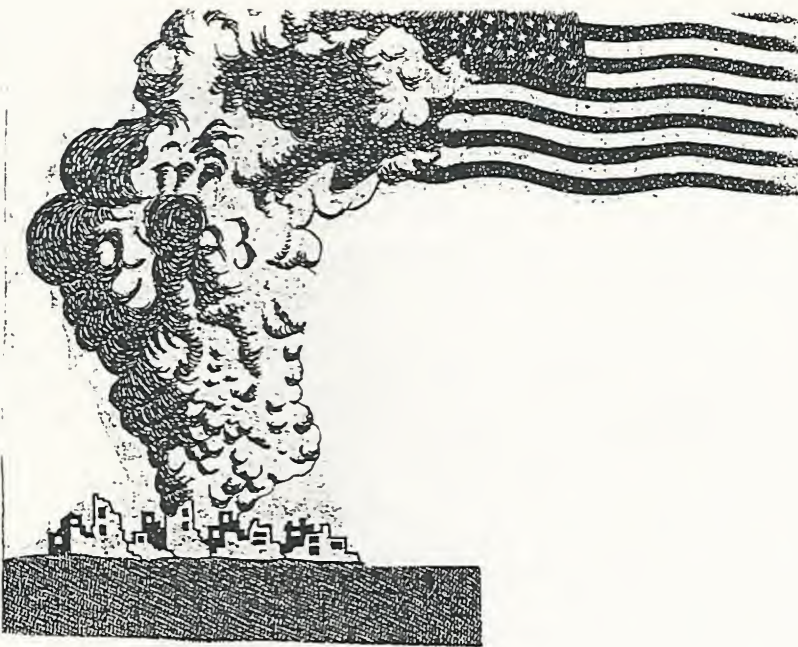
ATTAQUER L'ETAT DE "DROIT" RFA!

LUTTER ENSEMBLE!



C'est pourquoi l'OTAN est décidée à ainsi étoffer, surtout sur le flanc Sud, le mécanisme de consultation et de décision comme le système de direction, qu'il soit muni de la flexibilité nécessaire pour être de taille à se mesurer avec les crises concevables des dix prochaines années. Elles pourraient se dégager d'une croissance irréfrenée de la population, de la lutte pour le droit et d'accès à l'eau, des flux de réfugiés et d'émigrés (...)" (Hallerbach dans "Sécurité Européenne" 6/92)

Depuis avril 92, l'OTAN maintient en disponibilité permanente une flotte de 8 navires en méditerranée, à cette occasion, il "est particulièrement à saluer que la République fédérale y apporte sa contribution" (ibid) et pour cela a garé son destroyer "Bavière". Début février, il y eut un exercice pour une gestion militaire de crise. La "Sécurité européenne" (4/92) écrit que le "nouveau défi du jour" tient à ce que cela ne se présente pas comme un scénario de menace. L'hypothèse de départ de la manoeuvre paraît alors ainsi comme quoi "des forces particulières gagnent la Méditerranée". Il devait être éclairci si l'OTAN a les moyens les plus appropriés et qui en son sein en est le mieux pourvu pour surveiller ainsi continuellement un tel groupe de navires, que puissent être exclues des surprises désagréables". On devrait concevoir aisément qu'ainsi il est admis "qu'entre en ligne de compte le souvenir des flux de réfugiés albanais qui prirent de cours l'Italie, partenaire de l'OTAN et (...) et la mirent dans une crise difficile" (SE 4/92)



TEXTE DE DEBAT

"UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE NE PEUT SE LIBERER LUI MEME"

Karl MARX

Ils sont des centaines de milliers à manifester contre le fascisme dans les rues ; tandis qu'au même moment les politiciens décident l'abrogation du droit d'asile. Le soir même et jour après jour des foyers de réfugiés continuent d'être incendiés.

Il est évident que la force étant capable d'empêcher réellement ce contre quoi l'on manifeste, n'existe pas.

Le pouvoir étatique paraît être fermement assis et ne pas être déboulonnable dans les prochains temps.

A partir de nos propres expériences dans la militance anti-raciste et anti-fasciste dans les groupes internationalistes et les initiatives de quartier, nous savons fort bien qu'énormément de choses manquent, d'un côté, et que, de l'autre, il existe de nombreuses initiatives et idées excellentes, dont l'effet est cependant très limité ou qui peuvent à peine être appliquées.

Cependant nous ne considérons pas cela comme un problème purement quantitatif ou organisationnel. Nos expériences nous font dire qu'il s'agit d'un problème politique ; un problème découlant du manque de perspective et d'espoir : les plus grands efforts n'entraînent qu'avec peine les plus petits changements. Tandis que l'on mise précisément sur la continuité et la longue durée, l'on est déjà à nouveau presque seul et jour après jour l'annonce des catastrophes et des guerres se bousculent de par le monde.

Face à cela, au lieu de la formation d'un mouvement irréversible et puissant pour la révolution, ce développement paraît n'avoir aucune fin - ou est-ce quand même le cas?

Avec ce texte nous voulons décrire les conditions des présuppositions pour une politique révolutionnaire ainsi que nos réflexions à propos des germes de solutions.

L'écroulement des Etats du socialisme réel équivaut aussi à une défaite pour la gauche dans la métropole. Une défaite qui, comme lors d'une bataille ou d'une guerre - bien que froide - perdue, doit d'abord être digérée. Même si les mouvements et les résistances particuliers ont considéré leurs praxis et leurs germes respectifs d'une manière complètement indépendante de l'Union Soviétique ou des Etats du Pacte de Varsovie et de leur idéologie, l'effet de leur effondrement se répercute quand même en plein dans tout ce qui existe.

Consciemment ou même inconsciemment. Le rapport de force global s'est transformé. Il n'existe plus aucune puissance qui soit par exemple capable d'apporter un soutien aux mouvements de libération ou de proposer la possibilité de relations commerciales équilibrées avec les pays du Sud et ainsi de rendre en général tout d'abord possible la construction d'autres formes de société. En conséquence, du fait que chaque décision économique significative dépend du marché capitaliste mondial, les révolutions victorieuses n'ont presque plus de possibilité de se développer.

Les Etats du Pacte de Varsovie n'existent plus en tant que force qui était en capacité de mettre des limites à l'impérialisme. C'est ce que nous avons dû douloureusement expérimenter lors de la guerre contre l'Irak. Mais proportionnellement à la dissolution des

fondements matériels pour une telle perspective, de même se dissous l'aspect "moral". Le dépérissement des conceptions de valeurs existantes jusqu'alors conduit à la désorientation.

Alors que jusqu'à présent les forces progressistes et la gauche partaient du fait par exemple que la misère au Sud ne pourrait être éliminée que par l'abolition du système capitaliste, il est question maintenant de n'aborder les problèmes en premier lieu que dans l'environnement le plus immédiat. Si la liaison aux autres êtres humains n'est plus assumer, la tendance à rechercher des solutions pour les problèmes sociaux dans sa propre ville, dans son propre pays, avant que ne soit réfléchi aux transformations mondiales, peut rapidement se renverser dans l'attitude "chacun est son prochain".

Presque toutes les révolutions victorieuses - de la révolution russe à la révolution nicaraguayenne - ont été vaincus par le système capitaliste.

Les pays socialistes n'ont pas été capable d'apporter à long termes aux êtres humains une alternative à la vie dans la société capitaliste.

A cela s'ajoute des erreurs dans la politique intérieure, comme l'absence de possibilité d'influence de la population sur la politique de l'Etat ou de même la reprise de méthode de production capitaliste dans le modèle de développement économique du socialisme réel (dans le socialisme réel, le travail à la chaîne par exemple était tout aussi abrutissant et aliénant), etc. Du fait de la pression énorme exercée en permanence sur les pays socialistes par la partie capitaliste du monde, la construction d'une autre forme de société fut rendue presque impossible. C'était un permanent état de menace - et de guerre économique.

Depuis des années, une grande partie de la gauche occidentale avaient un rapport distant à l'égard de ces pays. Leur signification objective dans le rapport de force international était reconnue. Mais ce que la situation était à l'intérieur de ces Etats n'intéressait que très peu de gens. La plupart pensait, Oui au socialisme - mais autrement qu'en RDA ou en Union soviétique -. Pour la plupart il s'agissait de faire une révolution et ensuite de construire quelque chose d'autre qu'un Etat bureaucratique. Et maintenant, où même cet appareil si puissant il y a 5 ans encore s'est effondré, les gens de gauche osent à peine parler encore de la révolution comme étant leur but ou d'y penser. Une auto-réduction s'effectue dans la pensée et dans la pratique. Il est désastreux que de nouvelles voies ne soient plus chercher amenant avec elles, par

des méthodes et des découvertes nouvelles, un bouleversement, un dépassement (lit : aufhebung - ndt) de ce qui était jusqu'alors reconnu comme Lois valides ou comme praxis valide.

D'autant que nous nous trouvons dans une situation où nous avons -toujours plus- la responsabilité dans la métropole du comment les impérialistes réussissent à continuer d'appliquer leurs stratégies mondiales d'exploitation et de destruction.

Dans la rupture du vieux rapport Est/Ouest, au lieu du sentiment "d'être renvoyé à soi-même", nous voyons une chance de découvrir à nouveau internationalement les voies nécessaires et les possibilités existantes. Il est certain que cela n'est pas simple, cependant, en le considérant historiquement, ce n'est pas la première fois que nous nous trouvons face à cette tâche.

LA SEGREGATION REMPLACE L'ANTI-COMUNISME

Internationalement le capitalisme est devenu le système dominant et déterminant. De ce fait les formes de la division internationale et sociale du travail se sont fondamentalement transformées : toujours plus d'être humains sont exclus de la production de par le monde.

Les Etats industriels hautement développés du Nord interdisent systématiquement un développement économique indépendant des pays de Tricont. Le poids de l'endettement, les conditions imposées des créanciers, les restrictions conditionnées climatiquement... ne sont que quelques unes des causes du fait que dans l'ensemble ces pays s'appauvrissent de plus en plus et du fait qu'ils restreignent leur fonction à garantir l'exploitation coloniale de leurs matières premières et la production à moindre coûts des multinationales. Tricont continue d'être nécessaire, mais sa population devient cependant toujours plus superflue.

Dans la métropole elle-même, la modernisation et la restructuration du mode de production occasionnent une transformation de la composition de la société. Ici aussi il y a toujours plus d'êtres humains qui sont exclus de la production. Le système de protection sociale s'essayant encore à freiner la dégringolade de "l'armée de réserve", des vieux, des femmes, des soi-disants groupes à problèmes, afin d'atteindre ici à une large tranquillité et stabilité sociale, est devenu encore plus lâche.

La société des 2/3 est devenue un fait avéré : sans prendre en considération les

propriétaires, d'un même côté se trouve ceux qui ont encore le "privilège" d'être exploité (!), mais qui simultanément sont poussés à la concurrence par la déréglementation sociale, les contrats de travail à durée indéterminée ou limitée, l'individualisation, etc... Et de l'autre côté ceux n'ayant aucune chance de revendiquer pour eux ce "privilège" et qui sont définitivement exclus de cette protection.

Ceci est valable aussi bien dans la métropole qu'internationalement.

L'exclusion du processus de travail social et international a pour conséquence que ces êtres humains deviennent "superflus". Ils perdent par là tout accès à l'ensemble de la vie sociale et à toute participation aux processus de décision. Celui qui ne travaille pas, perd tout contact social, il est isolé de force. Celui qui ne travaille pas, ne peut pas faire grève; celui qui n'a aucune fonction n'a aucun droit de regard; celui qui n'a aucune signification, n'est pas pris en compte. Et celui qui perd cette participation à la vie sociale, perd aussi sa dignité.

Par le fait de devenir superflu, le viol de la dignité humaine par l'exploitation et l'oppression cède le pas à la perte complète de dignité.

L'isolement social suit l'état de solitude. Chacun(e) porte son propre destin, qui se différencie encore suffisamment de celui de son/(sa) prochain(e), afin de s'en distancer au lieu de se reconnaître dans l'autre.

La perte (ou aussi : le vol) de la dignité humaine, qui est l'assignation de chacun(e) à un état de chose "sans valeur" et surtout le manque d'espoir que quelque chose pourrait encore se transformer quant à cet état, conduisent à ce qu'une telle dignité ne soit plus reconnue chez aucune autre personne également. Le seuil d'inhibition à l'égard de la violence aveugle, brutale, a fortement baissé dans les dernières années. Le mépris de la vie humaine s'exprime par exemple dans l'apparente facilité avec laquelle on assassine aujourd'hui pour un sac à main ou une place de parking. Cette brutalité sociale renforce aussi le rapport fondamental à la violence contre les femmes, mais touche pareillement les vieux, les enfants, les handicapés, ceux qui ne sont pas allemands...

Le manque d'influence face à un "super-Etat".

Mais celui qui malgré tout ne veut pas complètement se condamner et essaye de sortir de cette situation, il/elle se heurte dans la métropole européenne à la formation d'un "super-Etat" : la communauté européenne. Dans de nombreuses institutions supranationales

de multiples décisions sont prises qui établissent les conditions de vie des êtres humains et sur lesquelles l'on n'a aucune influence en étant isolé(e).

En outre, il n'est presque pas définissable comment la pléthore de contrats et d'ordonnances sont prises en général, qui sont ceux qui prescrivent ensuite à chacun(e) si leur emploi est supprimé, qu'une centrale nucléaire soit construite ou l'augmentation des médicaments.

L'indéfinissabilité des processus décisionnaires et la perte d'influence conduisent à ce que beaucoup de gens créent un cadre simplifié, restreint, où ils "peuvent faire quelque chose", être nécessaire. Et où le penchant largement répandu de trouver des "solutions simples" et de refouler les contradictions est suffisamment accompli. Cela s'effectue par l'identification avec des "valeurs" connue et familières, simultanément à la prise de distance quant à d'autres valeurs.

Dans un format réduit cela peut être le club de football, le quartier, la région; en grand cela est le peuple ou la nation. En RFA cela signifie : "nous les allemands", et dans la surenchère : "nous les allemands aryens, sains, forts, volontaires et capables au travail".

Mais le recours à de telles "valeurs" ne conduit pas à la réussite envisagée, parce que ce sont d'autres "valeurs" qui comptent pour les capitalistes : qui peuvent-ils exploiter au mieux afin d'atteindre à un profit maximum, et comment se garantissent-ils la tranquillité dont ils ont besoin, sur leur propre palier.

Alors ils en reviennent à la longue histoire du racisme en Europe. Dans la métropole européenne ce racisme se forme à partir de la profondeur bestial du racisme colonialiste; en RFA, c'est la mince couche recouvrant les millions de cadavres du national-socialisme qui est devenue poreuse.

"Qui ne connaît pas son histoire est condamné à la répéter". Les attaques racistes et antisémites, les menaces de mort contre les juifs, la dévastation de leurs cimetières, les applaudissements accompagnant les incendies de foyers de réfugiés, démontrent le nouvel renforcement de l'idéologie fasciste.

Dans les centres impérialistes le racisme est encouragé et légitimé à dessein par l'Etat. Il est employé pour se soustraire à la responsabilité de la misère de Tricont ainsi que dans son propre Etat/alliances d'Etats et pour en détourner l'attention. Cette responsabilité est devenue justement encore plus apparente avec l'effondrement des Etats du socialisme réel.

Le racisme remplace l'anti-communisme. Il acquiert une nouvelle signification : la

protection des moyens de production du capital monopoliste en Europe, vers l'extérieur par la fermeture des frontières européennes, vers l'intérieur par le renforcement de l'exclusion de tout ce qui n'est pas valorisable dans le sens capitaliste.

Avec le nouvel ordre Mondial planifié par les impérialistes, des places tout à fait déterminées ont déjà été attribuées aux masses d'êtres humains "superflus" dans la Tricont.

Gates (Directeur de la CIA) envisage ce qui suit pour les êtres humains de Tricont : "Les solutions des problèmes économiques énormes des pays en voie de développements au sein de ce nouvel ordre mondial sont exclusivement et seulement de l'ordre des initiatives et du dévouement des pays et des peuples concernés."

LA C.E.E. EST UNE CONDITION D'EXISTENCE POUR LES KONZERN EUROPEENS

Nous entendons toujours plus souvent dire de la bouche de nos ami(e)s et connaissances que "si ça continue encore ainsi, et c'est ce qui semble se passer, nous nous tirerons bientôt de ce pays".

Nous vivons à une époque dans laquelle les conditions de présupposition pour le fascisme n'existent pas seulement au niveau national, en RFA, mais dans toute l'Europe. Les démocraties bourgeoises perdent à vue d'œil leur légitimité. Il devient toujours plus évident que la politique au sein de ce système ne défend pas les intérêts des êtres humains, mais ceux garantissant le profit du capital multinational. Ici c'est la "crise des vieux partis" qui est conjuré. Tandis que le gouvernement s'effectue au moyen d'une grande coalition qui n'est pas ouvertement mise en place afin de conserver dans le système l'apparence d'une opposition.

Un jour, quelqu'un a défini les conditions de présupposition pour le fascisme ainsi : "l'existence se faisant encore jour d'un manque de capacité des (de la classe) opprimés et l'incapacité avérée de la bourgeoisie à une domination politique."

Les Schönhubers, les Le Pens, Haiders, la ligue en Italie ou des putschs fascistes s'annonçant dans les Etats d'Europe de l'Est, s'établissent afin de garantir les intérêts du profit. Par là nous ne voulons pas peindre les murs en brun comme quoi le fascisme apparaîtrait demain ouvertement comme fascisme Etatique. Cela peut cependant se passer très rapidement.

Les conditions à ceci ne sont pas seulement

à chercher dans la situation politique intérieure des Etats respectifs. La pression concurrentielle interimpérialiste entre les blocs CEE - Japon - USA est toujours plus forte. Pour les Konzern européens la CEE est une condition d'existence.

Nous considérons comme possible que le capital ait recours à de rapides solutions fascistes pour le cas où le traité de Maastricht ne se laisserait pas imposer à l'ensemble de l'Europe. Par exemple, un non à Maastricht comme résultat du référendum français n'aurait renforcé aucune conscience progressiste mais bien plutôt une conscience nationaliste et réactionnaire et aurait accéléré la variante fasciste de la nouvelle Europe.

Si tous les pays de la CEE, et c'est ce qui se dessine dans les derniers mois, devaient s'accorder sur la détermination du traité de Maastricht cela signifierait -du moins pour les prochains temps- l'imposition de la variante bourgeoise-Etat de droit de la régulation du capital.

Ce développement doit être observé et suivi avec une attention aigüe. Lors des élections de cette année se dessine un glissement vers la droite extrême. Et ce ne serait pas la première fois, que l'impatience des capitalistes conduirait à une catastrophe comme déjà ce fut le cas en 1933.

UNE POLITIQUE ANTI-RACISTE DOIT TOUJOURS ETRE UNE POLITIQUE INTERNATIONALISTE

Dans son rapport sur le développement humain, l'ONU définit les conditions pour une vie digne au cours de cette décennie comme un "processus d'amplification des possibilités d'auto-réalisation des êtres humains; à l'occasion de quoi les options décisives consistent à mener une vie saine et longue, d'avoir une éducation et de disposer d'un accès aux moyens d'existence nécessaires pour un standard de vie acceptable - options dans lesquelles soient cependant également inclus les libertés politiques, la garantie des droits de l'homme et la dignité personnelle".

Aujourd'hui nous sommes largement éloigné de l'existence de ces conditions pour tous les êtres humains, bien qu'il soit objectivement possible, de pourvoir par exemple à ce que désormais plus un seul être humain ne doit mourir de faim.

La clé pour comprendre ces disparités se trouve dans la répartition des richesses et surtout dans la cause pour cela.

(Ce n'est pas seulement) La conférence des évêques catholiques (qui) demande la

"répartition des richesses" du Nord vers le Sud. Des organisations écologiques considèrent que nous sommes au bord de la catastrophe, la considérant par là comme le point de non-retour de l'effondrement des ressources naturelles vitales.

Ici, dans la métropole, les politiciens fomentent la peur et l'aversion contre l'engagement nécessaire des richesses du Nord pour la réparation des désastres écologiques qui ont été produit par lui et pour remédier à la misère qu'il a produit dans la moitié de l'hémisphère Sud.

En règle générale, ce n'est qu'unilatéralement que la répartition est décrite comme une restriction des possibilités et libertés habituelles et que par là la faim et la misère apparaîtraient aussi dans la métropole (ce qui se serait donc déjà passé). C'est ce face à quoi elle devrait se protéger à l'aide de la forteresse Europe et l'engagement de la Bundeswehr et respectivement de l'UEO.

Ce que les capitalistes ne disent pas c'est qu'il existe des propositions de solutions élaborées depuis longtemps déjà dans de nombreux domaines de problèmes. Par "domaines de problèmes" nous entendons les conditions, ou comme Fidel Castro le déclara à Rio lors de la conférence sur l'environnement : "c'est la faim qui doit disparaître et non pas les affamés!".

Les sections de Recherche et de Développement comme par exemple celles des grands groupes chimiques, sont elles-mêmes celles qui remettent en cause leurs propres produits par d'autres produits remplaçable écologiquement ou des modes de production et puis déposent ensuite directement un brevet sur le résultat de leurs Recherches et Développements afin que personne d'autre ne puisse ainsi les utiliser.

Même les possibilités les plus évidentes et les plus simples (et il y en a dans presque tous les domaines, comme par exemple dans celui de la protection de l'environnement, des concepts de remplacement élaborés) sont délaissées dans l'intérêt du profit des Konzerns. Leur avidité est trop grande.

La question de la répartition est individualisée. C'est ainsi par exemple que la question de l'économie des réserves énergétiques et de la réduction des émissions de gaz toxiques, est mise sur le même plan qu'avec l'appel à "chauffer moins", à "se servir moins de la voiture"... Alors que le problème est beaucoup plus fondamental, plus structurel. S'il y avait un réseau ferroviaire de proximité et de grandes liaisons bien équipé à un prix abordable, les moyens de transports privés, comme la voiture, pourraient être

supprimés. Et il est certain que les gens qui utilisent leur voiture comme moyen de locomotion nécessaire et non pas comme le symbole d'un statut, pourraient facilement y renoncer s'il existait un moyen de remplacement correspondant.

Mais c'est volontairement qu'un moyen de remplacement n'est pas créé, car sinon les profits pour l'industrie automobile et les Konzerns pétroliers ne seraient pas réalisés. La consommation massive de leurs produits ne serait plus nécessaire. Ce serait alors le véritable destinataire de la répartition qui serait pris à la gorge, et il devrait se serrer plus la ceinture. L'énergie qui est gaspillée ici, pourrait être plus ingénieusement engagée au Sud. Des forces productives seraient libérées pour un travail plus opportun - d'autres produits au lieu d'automobiles en masse. Les masses d'argent et de forces de travail ne seraient plus capitalisées au seul profit des Konzerns, mais seraient disponible pour supprimer la faim et la misère au niveau mondial. Les êtres humains au Sud pourraient avoir leur part du développement technologique du Nord.

La disparité entre la richesse et la pauvreté, la propriété et la dépossession existe aussi bien internationalement qu'au sein de chaque société capitaliste et ainsi il existe des tensions, des luttes et des revendications sociales qui ont toutes une substance complètement justifiée. Cette disparité est cependant après comme avant, la plus profonde entre le Nord riche et le Sud appauvri. Le racisme croissant remplit la fonction de rendre ces conditions et rapports comme inattaquable. "Rien n'est dû à celui qui est inférieur".

Le principe de gouvernement : donner à l'un ce qui est pris à l'autre est ici un principe de pacification qui a une longue tradition. La pensée de la solidarité internationale a disparu dans la plupart des luttes sociales de la métropole, et même au sein de la société les gens sont dressés les uns contre les autres : ce que les retraités reçoivent doit être pris sur les chômeurs, etc...

Dans le monde entier la lutte pour la juste répartition des ressources naturelles et des fondements vitaux, est un contenu central de la politique révolutionnaire. Les possibilités ainsi qu'elles sont définies par l'ONU ne peuvent être conquises qu'internationalement, au plan mondial.

Il est en conséquence pour nous inimaginable de développer des revendications sociales et des propositions de solutions pour la situation ici sans inclure simultanément les conditions des êtres humains dans les autres pays.

La disponibilité à partager et à chercher des

solutions ingénieuses/opportunes, n'existe pratiquement pas dans la métropole. D'une part, cela est en rapport avec ce que nous disions précédemment : les choses ne sont considérées qu'unilatéralement et simultanément il y a un renoncement sans alternative. D'autre part cependant, cela est lié au fait qu'aucune possibilité ne soit envisagée précisément afin d'imposer ces alternatives. Et ainsi il n'existe aucun espoir de trouver un sens à aborder ses propres besoins et leur satisfaction sociale et d'abandonner l'attitude purement égoïste-individuelle et raciste.

"La guerre de classe révolutionnaire dans la métropole européenne est immédiatement aussi une guerre de libération anti-impérialiste... car l'émancipation d'un peuple dans le contexte impérialiste doit se confronter à l'oppression impérialiste..." (Brigade Rosse)

Il y a déjà eu dans l'histoire de la gauche en RFA de nombreuses expérimentation de la forme de l'internationalisme. A commencer à la fin des années 60 lorsque furent formés des groupes de lutte armée.

Au début des années 70, les camarades de la RAF ont dit : "la guérilla urbaine établit la liaison entre... la lutte légale et illégale, entre la lutte internationale et nationale." Ils n'ont cependant pas considéré leur politique comme étant isolée, mais l'ont comprise comme une partie de l'ensemble.

"Nous ne disons pas que l'organisation de groupes de résistance armés illégaux peuvent remplacer une organisation prolétaire légale et des actions isolées la lutte de classe et nous ne disons pas que la lutte armée peut remplacer le travail politique dans les usines et les quartiers. Nous ne faisons qu'affirmer que l'une est la présupposition pour la réussite et l'avancée de l'autre."

Avec ce qui suit nous ne voulons pas recommencer une nouvelle fois la dispute quant à savoir si c'est bien ainsi que les choses ont été faites. Ce que nous savons, c'est qu'après 77, l'expérience de l'Etat policier révélé comme tel -la chasse à toute opposition- amena la RAF à essayer de continuer à développer les expériences faites jusque là dans le cadre du fondement politique précédemment cité. Ce, à partir de quoi fut élaboré le texte du "front anti-impérialiste" en 1982, par lequel la tentative était engagée d'organiser ensemble la lutte politique et armée. "Le Front signifie bien plus que des actions. Le Front, donc des luttes qui dans leurs buts communs se forment comme un combat et à partir de cela peuvent

se lier politiquement et pratiquement, vivra en Europe de l'Ouest dans de nombreuses formes...".

Une conception, qui au début des années 80 éveilla de nombreux espoirs quant à une perspective commune couronnée de succès!

Il a beaucoup été écrit à propos des expériences - bonnes et mauvaises - faites. Nous ne voulons pas les évaluer une fois de plus. Dans ce contexte nous recommandons de lire "l'aiguïsement du dos de la lame" de Michi Dietiker, Ali Jansen et Bernhard Rosenkötter (!).

Aujourd'hui le mode de pensée de devoir jeter par dessus bord tout ce qui s'est fait jusqu'à présent, s'impose. Cela est en grande partie motivé par la situation mondiale transformée et en raison des erreurs faites les dernières années. La RAF se déclare aujourd'hui comme une arme du mouvement social.

Il est question d'une rupture avec la politique menée jusqu'à présent aussi bien dans la déclaration du 10.4. de la RAF, où elle déclare une trêve momentanée, que dans de nombreux autres textes de discussion. Dans la plupart des textes que nous connaissons il nous apparaît que ce sont des expériences personnelles qui sont retravaillées et non pas l'expression d'un développement politique : l'individualisation des expériences faites.

Cela nous apparaît plus clairement encore lorsqu'il est dit par exemple : depuis un certain temps nous avons une nouvelle composition personnelle et pour cette raison nous n'avons aucune référence claire à la politique qui a été faite auparavant par le groupe; comme cela est possible de le lire dans un texte de la RAF ou également dans la déclaration d'un groupe des RZ.

Cette méthode d'approche est une césure approfondie avec la politique développée à partir des expériences faites, politique qui est jetée à la poubelle de l'histoire; et les expériences politiques faites jusqu'à présent sont niées.

Mais ce n'est pas tout non plus. Il est dit par là en vérité que chacun(e) doit faire ses propres expériences et qu'il n'y a aucune communication, aucune collectivisation des expériences faites. Elles sont et restent la propriété de chacun en particulier. Une telle méthode d'approche exclue tout processus d'apprentissage.

Je suis convaincu que toute organisation sérieuse du peuple doit dès le début posséder avec la violence révolutionnaire, la menace en puissance. (George Jackson)

Nous pouvons dire, à partir de notre propre travail politique, ainsi que nous l'avons brièvement décrit dans l'introduction, que les limites ne seront pas dépassées exclusivement par cette politique. Il n'y aura aucun développement régulier et continu, s'élargissant toujours plus vers le but -le bouleversement social révolutionnaire- à partir du mouvement, même si nous sentons et co-initions un développement politique et que chaque tâche ait pour soi un sens.

Pour cette raison nous considérons comme une des principales difficultés et simultanément comme une tâche centrale, le fait de développer une forme de la lutte militante/armée qui devienne un point d'intersection entre la situation concrète ici et sa connexion internationale, entre la formulation de solutions judicieuses et leurs impositions, entre les germes justes provenant du mouvement et leur généralisation. Nous pensons que les actions militantes et armées ont alors un sens lorsque par leur forme et leur communication, l'influence du pouvoir sur les gens est neutralisée et qu'ils peuvent reconnaître dans ces actions le rapport à leurs propres besoins, à leurs revendications et buts, et à leurs praxis. Nous pensons que c'est ainsi qu'un espoir peu naître à nouveau. Et ce n'est qu'ainsi que nous nous imaginons une répercussion commune et une croissance commune du mouvement social et de la guérilla.

Notre tâche est de découvrir toutes les différentes expressions d'insatisfaction, de peurs, d'espoirs existants dans ce qui est autour de nous dans le mouvement, dans les discussions. C'est ce que nous devons prendre au sérieux, amener dans un rapport juste et appliquer pratiquement. Ce ne sera qu'alors que s'avérera qui cherche réellement des voies raisonnables et dignes ou qui en vérité préfère s'en tenir à l'égoïsme et au mépris de l'être humain. Ce ne sera pas facile de briser le vieux schéma incrusté, comme quoi les actions militantes et armées représentent l'orientation pour les autres tandis que la résistance a à faire leur publicité tapageuse en ce sens...

Notre conception quant à savoir comment des luttes et des mouvements se complètent les uns les autres, s'influencent et s'entraînent, nous l'avons trouvé très bien représenté dans une citation de E.F. Huidobro à propos du concept d'avant-garde :

"Il y a eu des moments où les étudiants furent l'avant-garde et où nous sommes arrivés après eux. Quelques fois ils sont morts, mais pas nous. Quelques fois ils ont été fait prisonniers, mais pas nous. Quelque fois ce fut la classe ouvrière qui fut l'avant-garde. Le mouvement syndicaliste; dans celui-ci

quelques syndicats qui ont menés des grèves très combattantes, qui nous ont tous entraînés et nous ont montrés une nouvelle voie. Puis ce furent les mouvements gigantesques de la coalition des gauches, qui commença en 1970/71; à l'époque nous avons salué ce développement en tant que guérilleros et nous l'avons soutenu. Bien sur nous fumes aussi quelques fois l'avant-garde avec nos actions militaires et nous avons montré une voie par là. Mais il y a eu aussi des instants durant lesquels les députés des partis de gauche furent l'avant-garde. Dans un des moments les plus sombres de notre histoire, lorsque les autres organisations étaient déjà désarticulées, ces parlementaires sont restés fermes et ont lutté contre l'ultra-droite. (...)

Je crois qu'aujourd'hui nous avons appris dans tous ces problèmes que l'on ne peut pas décider au sein d'un comité central : 'nous sommes l'avant-garde.' Les gens dans la rue, les voisins, les jeunes, les marginalisés, décident qui est l'avant-garde..."

Groupe Georg Elser - début 1993.

Georg Elser :

le 8.1.1939, Adolf Hitler échappa de peu à un attentat à la Brasserie Munichoise 'Bräukeller'. Georg Elser avait introduit une bombe dans un des piliers à côté du pupitre grâce à un laborieux travail de trois mois. inabituellement Hitler termina son discours plus tôt que prévu et n'était plus là au moment de l'explosion.

Elser fut arrêté à la frontière suisse avec de nombreuses autres personnes. Une mesure de routine des nazis, bien que rien n'indiquait une culpabilité. Seuls ses genoux ensanglantés, résultat des 90 nuits durant lesquelles il creusa un trou dans le pilier, le trahirent en définitive. En avril 1945, après 6 douloureuses années de souffrance, il fut assassiné au camp de concentration de Dachau.

La version historique écrite par les dominants, ainsi que le firent déjà les nazis, décrit Elser comme un "fanatique", auteur isolé désorienté par les communistes. Après 6 années de terreur nazis, durant lesquelles se trouvaient déjà un demi million de militants oppositionnels emprisonnés dans les prisons et les camps de concentration. En tant que membre du "Rot-Front-Kämpferbundes", Elser avait agit seul.

CONTRE L'INITIATIVE DE LA RAF

D'AOUT 1992.



1. C'est au début des années 70, au terme du cycle d'expansion de l'accumulation capitaliste de l'après-guerre, que s'ouvre en RFA et en Italie, avec la RAF et les BR, des expériences rompant avec le réformisme et le révisionnisme des organisations historiques du mouvement ouvrier européen et qui construisent dans la pratique une nouvelle praxis révolutionnaire; la lutte armée (LA) se détermine toujours plus comme une instance ouvrant à toutes les luttes antagoniques et prolétariennes spécifiques une dimension générale et autonome eu égard aux espaces institutionnels d'intégration/pacification du conflit de classe métropolitain. Par conséquent, au-delà du terrain spécifique de la critique au réformisme et au révisionnisme, la LA dans les faits se développe toujours plus comme une stratégie révolutionnaire véritable, à partir des dynamiques politiques générales qu'elle tend à produire dans la classe prolétaire, dans l'Etat, dans les rapports Etat/Classe et, au plan international, dans les rapports avec les luttes de libération des peuples opprimés par l'impérialisme. Au point que ces dynamiques mettent toujours plus en lumière au cours de deux dernières décennies le poids stratégique de la LA en termes absolus, indépendamment c'est-à-dire des conjonctions spécifiques propres à chaque territoire métropolitain européen et indépendamment du contexte international historique qui lui est

spécifique.

En effet, parallèlement à la dimension et à la validité stratégiques que la LA acquiert au cours de son développement, apparaît toujours plus clairement l'ensemble des caractères politiques modernes mûris par l'Etat impérialiste pour la gestion pacifiée des contradictions de classe dans la métropole. Gestion qui s'impose de manière rigide face à la nécessité objective pour les Etats impérialistes de disposer de la force sociale intérieure stratégiquement nécessaire à l'élaboration et à la réalisation des projets internationaux de la fraction de bourgeoisie impérialiste (BI) dont ils sont organes. Etats, donc, qui doivent disposer d'un bloc social interne (national) suffisamment homogène et uni tant autour de la défense des intérêts spécifiques de la fraction nationale de BI (dans le contexte mondial de la lutte interimpérialiste et oligopoliste), qu'autour de la défense des intérêts généraux du système impérialiste contre les luttes de libération des peuples opprimés et contre le mûrissement unitaire et révolutionnaire du prolétariat mondial. Ainsi, la donnée générale qui émerge essentiellement, c'est que dans les centres impérialistes la recherche continue d'une force sociale mondiale de l'Etat a poussé ce dernier à se structurer et à mûrir en fonction de l'occupation de tous les "espaces politiques" ouverts au cours de ce siècle par la classe

ouvrière au moyen de ses luttes, les institutionnalisant à travers l'intégration dans les organes de gestion de l'Etat et, plus généralement, dans les structures de la démocratie représentative bourgeoise, des structures historiques, politiques et organisationnelles ouvrières. Sur la base des instances de contrôle et contentions politiques de la classe ouvrière et donc de la contradiction directe capital/travail. Cette dynamique s'est progressivement élargie à l'ensemble des "espaces politiques" potentiellement occupables par les luttes des autres secteurs du prolétariat métropolitain (PM), dans le but de prévenir toute relance d'une critique générale de la domination de la bourgeoisie et de son système social. En ce sens, l'on a vu se dessiner au sein de l'Etat métropolitain une tendance continue au monopole politique, avec comme optique de plier la situation sociale tout entière aux exigences internationales s'imposant à la fraction nationale de BI dans les différentes phases et conjonctures.

En définitive, à travers l'ensemble de ces processus historiques, on a assisté à la détermination du fait qu'aujourd'hui dans la métropole tous les aspects (médiations politiques, répression, etc...) du rapport Etat/Classe se trouvent soumis de manière rigide à une perspective qui concrètement à chaque fois se détermine et s'approfondit en fonction des projets internationaux impérialistes pour qui le territoire métropolitain doit servir de base politique, sociale, économique et idéologique. En ce sens, l'institutionnalisation rigoureuse des antagonismes de classe dans la métropole envisage et nécessite aussi bien les dynamiques d'intégration/médiation politique, que celles de répression/criminalisation ou de marginalisation/désocialisation/dépolitisation. Un ensemble de dynamiques qui opère comme ensemble organique contre-révolutionnaire, calibré en fonction de la stratification socio-économique de la classe prolétaire métropolitaine, de sa situation politique différenciée, avec l'antagonisme en découlant et, enfin en fonction des marges réelles d'intégration et des degrés objectifs d'approfondissement de l'affrontement de classe dérivant de l'évolution de la crise structurelle du mode de production capitaliste (MPC) au plan local/mondial.

En Europe Occidentale (EO) et particulièrement en RFA et en Italie (du fait du profond développement théorico-pratique qu'ici la LA a connu), ces caractères de fond des dynamiques politiques métropolitaines sont identifiés et mis en exergue par la guérilla : c'est une connaissance concrète de la nature réelle de l'Etat et des rapports de classe ici que la guérilla construit matériellement à travers la pratique révolutionnaire armée de ces deux

dernières décennies, mettant en évidence de telle sorte toutes les implications politiques objectives qui dans la métropole, s'imposent à la politique révolutionnaire. Ainsi, contre les espaces politiques traditionnels désormais totalement subsumés dans les stratégies de l'Etat impérialiste, la guérilla mûrit la dimension politico-militaire comme l'unique "espace politique général" en qui peuvent être édifiées dans la métropole des dynamiques politiques et organisationnelles stratégiques, capables c'est-à-dire d'affirmer les intérêts généraux du PM et de l'unir comme classe révolutionnaire.

A partir de cette clarification/construction de la réalité objective des dynamiques et des espaces politiques de classe dans l'actuelle métropole impérialiste, les parcours armés qui se sont produits durant ces deux dernières décennies ont profondément transformé certains caractères théorico-pratiques auparavant propres à la praxis révolutionnaire européenne telle qu'elle avait été définie au cours des cinquante premières années du vingtième siècle, dans le cadre de la Révolution Bolchévique et de la Troisième Internationale. En effet, dans les conditions spécifiques des métropoles impérialistes, l'unité du politique et du militaire se confirme comme étant la seule dimension qui permette la construction d'une politique et d'un processus révolutionnaire. Une unité qui apparaît aujourd'hui comme le seul terrain de formation et mûrissement de l'avant-garde et de l'organisation révolutionnaire; et la lutte armée (c'est-à-dire l'unification dialectique du politique et du militaire dans la praxis) la stratégie à travers qui construire une dynamique d'affrontement général avec l'Etat et la BI; une dynamique, donc, d'unification dans la pratique de l'ensemble des tensions et des luttes antagoniques exprimées par le PM dans le cadre du rapport de force qui objectivement l'oppose à la BI.

La dialectique qui s'instaure entre, d'une part, la dimension stratégique et unitaire ouverte par la LA avec l'attaque à l'Etat impérialiste et, de l'autre, les différentes tensions et luttes antagoniques du PM, constitue un terrain objectif d'organisation politico-militaire de secteurs entiers du prolétariat et d'avant-gardes de lutte; par conséquent, un terrain de mûrissement concret de la conscience et de l'organisation autonome générale du PM.

A travers la stratégie de la LA, son lien dialectique avec l'autonomie prolétaire, la construction organisationnelle politico-militaire des secteurs les plus conscients de la classe à partir de cette dialectique, il devient possible de déterminer les parcours concrets au moyen de qui est réalisable la rupture de cette condition d'encerclement stratégique (politique, militaire, idéologique, social,...) qui constitue la

situation quotidienne de la classe prolétaire dans la métropole et où l'on peut influencer donc réellement, à partir de cette rupture continue, sur l'évolution des rapports de force entre les classes dans la métropole, entre l'Etat impérialiste et le PM.

En définitive, le processus révolutionnaire dans la métropole impérialiste se définit globalement comme un processus en qui la lutte armée est sa stratégie permanente, en ce qu'elle est condition de l'ouverture du processus, de son développement et de sa victoire; au fil des phases durant qui la LA mûrit et croît, en dialectique avec le prolétariat, d'Organisation de Guérilla à Parti Communiste Combattant. L'unité du politique et du militaire est en ces conditions la matrice de l'organisation révolutionnaire et de tout le processus révolutionnaire métropolitain; ce dernier se présente donc, objectivement, comme processus de guerre de longue durée caractérisé par ces lois spécifiques que la guerre révolutionnaire et de classe assume dans le contexte propre à la métropole impérialiste actuelle. Ces lois objectives eu égard à qui l'expérience de la LA européenne de ces vingt dernières années a déjà produit une première connaissance pratique réelle, relative au degré d'approfondissement et de maturité atteint par la praxis armée dans les métropoles européennes durant ce laps de temps.

Les caractères propres au processus révolutionnaire dans les métropoles délimitent enfin les déterminations nouvelles qu'assument l'internationalisme et anti-impérialisme et reflètent la nécessité d'adapter les dimensions internationales de la lutte révolutionnaire au développement atteint aujourd'hui par le capital au plan mondial et au mûrissement global qui s'ensuit du système impérialiste.

A partir du moment où dans les territoires centraux de l'impérialisme (c'est-à-dire les territoires en qui la BI concentre sa force politique, militaire, économique et sociale la plus conséquente et en qui est situé la direction stratégique de ses intérêts internationaux) le processus révolutionnaire assume dès sa genèse un caractère de guerre, d'unité du politique et du militaire, à travers la stratégie de la LA d'attaque à l'Etat impérialiste et à ses politiques centrales et de construction politico-militaire de l'organisation révolutionnaire de classe, à partir du moment donc où le processus se détermine ici à travers ces caractères il assume objectivement dès son début une dimension directement mondiale, tant du côté de l'internationalisme communiste et prolétarien, qu'au plan des luttes de libération des peuples opprimés (donc par rapport à la sphère d'affrontement impérialisme/anti-impérialisme).

Dans la métropole, la stratégie de la LA, de la même manière qu'elle ouvre un espace d'organisation révolutionnaire du PM eu égard aux dynamiques spécifiques du territoire national, ouvre un espace de mûrissement et de construction de la conscience et de l'organisation de ce PM comme composante du prolétariat mondial (et donc comme conscience et organisation de classe unitaire et mondiale), ouvre aussi un espace d'unité entre la lutte révolutionnaire du PM et les luttes de libération des peuples opprimés par l'impérialisme. Pour cela, la stratégie de la LA situe objectivement la politique révolutionnaire métropolitaine en relation directe avec les sphères d'affrontement impérialisme/anti-impérialisme et BI/prolétariat mondial, lui conférant ainsi une potencialité de développement organisationnel, stratégique et conceptuel sur le terrain de la lutte internationale contre le capital et la BI.

En résumant, nous pouvons dire que les axes autour desquels se structure le corps théorico-pratique de la politique révolutionnaire moderne des territoires métropolitains du centre impérialiste sont:

- 1) l'unité du politique et du militaire en tant que matrice du processus révolutionnaire;
- 2) la stratégie de la lutte armée d'attaque à l'Etat impérialiste et à ses politiques centrales comme praxis de construction de la direction, de l'avant-garde et de l'unité révolutionnaire de l'affrontement de classe;
- 3) la dialectique lutte armée/autonomie prolétaire comme terrain de construction révolutionnaire de l'organisation politico-militaire de la classe;
- 4) le caractère de guerre de classe de longue durée du processus révolutionnaire;
- 5) la dimension directement mondiale anti-impérialiste et internationaliste du processus révolutionnaire, ce corps théorico-pratique, comme toute praxis révolutionnaire, ne peut jamais être considéré comme déterminé une fois pour toute et requiert en permanence de nouvelles vérifications et réadéquation en fonction de l'évolution concrète des contradictions du système, mais en tant que produit matériel et historique de l'affrontement révolutionnaire qui s'est produit ici au cours des vingt années écoulées, il constitue l'élément discriminant entre révolution et contre-révolution pour la lutte de classe métropolitaine, l'élément qui définit ici la camp communiste, anti-impérialiste, de classe. Ce corps théorico-pratique se pose en ligne de démarcation constitutive de l'identité révolutionnaire aujourd'hui dans les métropoles impérialistes d'EO. Un corps théorico-pratique sédimenté dans la

mémoire sociale de la lutte de classe et révolutionnaire ici et qui représente aujourd'hui l'optique fondamentale incontournable en qui s'inscrit pour reconstruire une capacité politique et pratique d'intervention révolutionnaire adaptée à la nouvelle donne européenne et mondiale.

2. Durant les années 80 s'est développé un processus mondial, lié à l'approfondissement toujours plus important de la crise structurelle du MPC au plan mondial, en qui la BI a cherché par tous les moyens de reconquérir les positions abandonnées, tant au plan interne (avec le PM) qu'au plan mondial (avec les peuples et les pays de la périphérie), durant le cycle de luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes des années 60 et 70. Ce processus a subi un tournant historique et global à la fin 91 du fait de la désagrégation de l'URSS et de la crise générale des processus de transition socialiste ouverts en nombre de pays au cours de notre siècle.

La crise des pays socialistes ne bloque pas quoi qu'il en soit, en aucun cas, l'approfondissement de la crise structurelle mondiale du système capitaliste, elle représente plutôt pour la bourgeoisie un avantage momentané, pleinement utilisé par les Etats impérialistes du centre (et leurs "filiales" dans la périphérie) pour renforcer leur stratégie contre-révolutionnaire globale et approfondir la guerre contre toutes les composantes du prolétariat mondial dans le cadre d'une lutte internationale âpre pour la répartition de la plus-value mondiale et l'extension de leur influence sur les aires géopolitiques de production de celle-ci.

C'est dans ce contexte général de crise que les Etats impérialistes considérés individuellement ont besoin comme jamais d'approfondir leur pouvoir politique et social intérieur particulier, de renforcer leurs bases stratégiques centrales, accentuant ainsi ces caractères politiques particuliers de gestion des contradictions de classes intérieures mûris au cours des 40 dernières années. Plus précisément, va s'imposer dans la structuration générale de la contre-révolution la tendance à l'accentuation des aspects de répression/criminalisation/dépolitisation face à un resserrement de ces espaces politico-économique de la médiation/intégration entre les classes mise en place au fil de l'après guerre, resserrement à porter au compte de l'évolution de la crise structurelle du système et de la lutte qui s'ensuit pour l'appropriation de la plus-value au niveau mondial. Dans cette situation, révélatrice d'un approfondissement objectif de l'affrontement de classe métropolitain, il devient fondamental

pour l'Etat impérialiste d'invalider de manière préventive les possibilités objectives de reconstruction des conditions nécessaires à la relance de la lutte révolutionnaire qui s'ouvrent aujourd'hui ici en ces territoires du centre en qui, de ce fait, la contre-révolution préventive doit être à même de se mesurer avec les caractères et le niveau politique nouveaux de l'affrontement mûris par le processus révolutionnaire métropolitain : la stratégie de la lutte armée pour le communisme.

En ce sens, la seule action de la contre-guérilla (à savoir la destruction matérielle des structures organisationnelles révolutionnaires) ne peut suffire, devient donc nécessaire la réarticulation de la contre-révolution préventive de l'intérieur même de l'aire militante de la LA, de ses relations, liens et références dans la classe prolétaire. Un saut qualitatif qui met à profit la crise politique et organisationnelle de la LA, pour canaliser les contradictions internes au corps révolutionnaire vers la remise en discussion de cet ensemble théorico-pratique édifié au cours de ces vingt années de praxis révolutionnaire. L'objectif global recherché et qui apparaît absolument central pour l'Etat, c'est le gommage de cet ensemble théorico-pratique de la mémoire sociale et politique de la lutte de classe et révolutionnaire ici. Le but étant de priver les luttes du prolétariat et les luttes anti-impérialistes dans la métropole de toute dimension stratégique et unitaire, de les priver de tout parcours d'autonomie politique et organisationnelle, de les enfermer à l'intérieur d'espaces politico-institutionnels de pacification, en criminalisant et marginalisant les réalités les plus conscientes et antagoniques. Mais le but poursuivi est aussi d'empêcher que des métropoles du centre ne s'adresse une référence révolutionnaire en direction des peuples opprimés par l'impérialisme et de l'ensemble des composantes du prolétariat mondial. Eviter donc que ne partent des "signaux" d'attaque au système. pour le capital financier, les métropoles centrales doivent être des vitrines du système, par conséquent : un désert social et politique de pacification/supermarché mondial de la richesse sociale réifiée.

Et plus s'approfondit la crise structurelle mondiale du MPC, plus se rigidifient ces exigences politiques de la BI dans ses centres, car pour le système impérialiste et sa reproduction mondiale devient toujours plus explosive la présence, fût-elle embryonnaire, de dynamiques d'autonomie prolétaire et de lutte révolutionnaire dans les métropoles du centre.

L'appréhension efficace du niveau qualitatif nouveau auquel doit s'adapter la contre-révolution préventive dans son attaque à la LA et à la

référence stratégique qu'elle constitue, dépend entièrement de la capacité de l'Etat impérialiste de convertir politiquement et idéologiquement ceux (sujets ou organisations) qui se sont faits porteurs de la stratégie de la LA et qui, dans les projets de l'Etat, doivent désormais oeuvrer au gommage de la validité stratégique de la LA de la mémoire politique et sociale du PM. La stratégie de l'Etat qui s'est affirmée de manière centrale eu égard à ce stade de la contre-révolution préventive, c'est la "stratégie de la dissociation", c'est à dire l'ouverture d'espace de récupération politique des avant-gardes combattantes pour la traduction/réduction sur le terrain institutionnel des expériences révolutionnaires armées, des parcours politico-militaires de construction de l'organisation révolutionnaire de classe.

La "stratégie de la dissociation" pousse l'Etat impérialiste à chercher des interlocuteurs et des promoteurs pour son projet au sein même des rangs révolutionnaires métropolitains, et il est évident que l'aire vers laquelle l'Etat concentre des efforts est avant tout celle des militants de la guérilla prisonniers, qu'il tient en ses mains, comme son otage politique. La gestion des militants prisonniers, les modalités de leur détention et de leur libération deviennent des terrains en qui l'Etat matérialise sa stratégie de dissociation, pour peser sur les contradictions du corps prisonnier (lesquelles sont toujours liées aux dynamiques d'anéantissement de l'identité propres à la prison impérialiste), sur la guérilla et sur le mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

C'est en ce sens que ces dernières années l'Etat impérialiste allemand a lancé le jeu cynique des ouvertures et des portes fermées quant à la question de l'isolement carcéral des militants de la guérilla et de la résistance prisonniers dans ses camps spéciaux et soumis depuis des lustres à des politiques drastiques d'anéantissement psycho-physique. Afin d'orienter à son profit la centralité toujours plus contradictoire et absolue qu'assume la question des prisonniers, de leurs conditions de détention et de leur libération dans le mouvement de la résistance anti-impérialiste, dans le corps prisonnier lui-même et dans les relations entre ce dernier et la dynamique de la guérilla. Quand au processus d'"affinage" de ce contexte, nous considérons sans ambages que l'initiative Kinkel est le signe majeur le plus récent de la concrétisation en Allemagne d'une stratégie étatique de dissociation tendant globalement à structurer des terrains, canaux et espaces politiques de récupération, intégration institutionnelle et pacification de la LA et de la résistance anti-impérialiste, en partant de la promotion de sujets et structures liés à la

guérilla et à son histoire comme autant de sujets et de structures fonctionnalisés à une oeuvre de réduction de la validité stratégique de la lutte armée pour le communisme, de négation de sa nécessité et centralité politique aujourd'hui. L'objectif étant de rayer de la mémoire sociale des tensions révolutionnaires et anti-impérialistes présentes et futures l'expérience poursuivie sur deux décennies de la RAF d'attaque aux politiques centrales de l'impérialisme et d'unité internationale avec les luttes de libération des peuples opprimés.

Ce niveau de qualité nouveau de la contre-révolution préventive qui transparait à travers l'initiative Kinkel veut répondre non seulement aux exigences générales dictées à tous les Etats impérialistes par l'évolution actuelle de la crise structurelle du système, mais aussi en particulier aux exigences spécifiques de l'Etat allemand en cette phase. Exigences à rapporter à la tentative globale du capital financier allemand d'exploiter le nouveau contexte international pour se hisser au rang de "pôle impérialiste majeur". C'est donc par rapport à cela que la BI allemande doit réadapter la gestion politique, économique, sociale et idéologique à appliquer à son territoire national propre. Et il est certain qu'une telle réadaptation comporte nécessairement le dépassement de la contradiction que représente l'histoire politique et organisationnelle du mouvement de résistance anti-impérialiste allemand, à commencer par ces contenus stratégiques sédimentés par les vingt années de lutte armée de la RAF, avec l'attaque aux fonctions et aux personnages centraux de l'impérialisme dans l'aire, avec la proposition du Front Anti-impérialiste. Contre tout cela, l'Etat impérialiste allemand s'est efforcé de rendre toujours plus globale sa stratégie contre-révolutionnaire préventive au fur et à mesure que se précisaient au fil des années 80 les conditions permettant le passage de l'impérialisme allemand au rang de pôle majeur.

Pour nous, c'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'initiative Kinkel. Et l'interprétation qu'en donne la RAF dans son communiqué du 10 Avril 1992, nous apparaît donc totalement erronée. Il se peut que ce soit par opportunisme que la RAF invente artificiellement des contradictions internes à l'Etat quant à ses intentions réelles à l'égard de la guérilla et de la résistance. Un tel opportunisme serait en ce cas dicté par la nécessité pour la RAF de rendre crédible en Allemagne aujourd'hui l'existence d'une "opportunité tactique" de négociation politique avec l'Etat impérialiste qui ne se résolve en une logique de capitulation et de reddition, de dommages notables au mouvement révolutionnaire et à sa conscience politique, de renforcement objectif de l'Etat impérialiste. Mais les rapports

de force matériels entre les classes aujourd'hui en Allemagne, en Europe et dans le Monde et, d'autre part, la situation de la conscience politique du mouvement révolutionnaire et de classe en Allemagne, en Europe et dans le monde, sont tout sauf favorables à l'ouverture d'opération "tactiques" de négociations politiques, opérations qui apparaissent en tout cas ambiguës dans le contexte métropolitain et qui ne pourront apparaître différemment dans la situation actuelle au prétexte qu'elles se prévalent instrumentalement de viser à la libération des militants prisonniers. Nous doutons quoiqu'il en soit fortement que l'opération ouverte par la RAF avec le communiqué du 10.4 et son initiative de "suspendre" la lutte armée, naisse de considérations "tactiques" ou encore relatives à un changement de stratégie révolutionnaire. Il s'agit plutôt, indépendamment des déclarations de principe de l'ouverture d'un parcours lequel objectivement risque de mener hors du camp révolutionnaire la RAF, ces militants prisonniers et cette partie de la résistance qui tendent ou tendraient à négocier le virage pris le 10.4.. En Effet, ce qui advient, c'est que la RAF choisit de s'inscrire dans la stratégie de la dissociation ouverte par l'Etat allemand, en bradant les potentialités stratégiques de mûrissement de sa praxis et de son projet en échange de l'"assiette de soupe" que représentent les "espaces politiques de la dissociation", à savoir le rôle assuré de protagoniste de la réduction politico-institutionnelle de l'expérience armée et de la validité stratégique de la LA que la RAF joue avec le communiqué et l'initiative du 10.4.

Il est indubitable que l'attaque contre-révolutionnaire développée par la BI depuis le début des années 80, ajoutée à la désagrégation politique, économique et sociale de l'ex-bloc socialiste, a produit une crise réelle d'ample portée dans les mouvements révolutionnaires de nombreux pays du globe. Et il est clair que dans les centres impérialistes d'EO la crise a aussi porté un coup rude à la lutte armée pour le communisme et aux organisations historiques de la guérilla ici.

Faire front à cette crise n'est pas donné d'avance, mais il n'y a d'autre issue pour sortir de ce reflux de l'hypothèse révolutionnaire. Sinon celui de la reconstruction à partir du patrimoine déjà constitué, reconstruction donc de l'identité, de l'organisation et du projet révolutionnaires, des structures et des rapports politico-organisationnels internes à la classe prolétaires dans la ferme optique de l'unité du politique et du militaire, de la relance de la stratégie de la LA dans la situation actuelle, du développement nouveau de la dialectique lutte armée pour le communisme / autonomie prolétaire,

de la poursuite du processus de guerre révolutionnaire de longue durée.

Hors de cela, le futur se nomme Barbarie !

REFUSER LES POLITIQUES DE REDDITION ET DE DISSOCIATION !

BATIR LES CONDITIONS DE GUERRE DE CLASSE DANS LES CENTRES IMPERIALISTES !

ATTAQUER ET DESARTICULER LES POLITIQUES CENTRALES DE L'IMPERIALISME !

OEUVRER AU RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE CONSTRUCTION DU FRONT

ANTI-IMPERIALISTE, EN DIALECTIQUE AVEC LES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES ET

LES LUTTES DE LIBERATION DES PEUPLES OPPRIMES !

HONNEUR A CIRO "FRANCO" ET A TOUS LES CAMARADES TOMBES DANS LA LUTTE POUR LE COMMUNISME ;

REGIS SCHLEICHER
VINCENZO SPANO

PRISONS DE CLAIRVAUX ET DE MOULINS
SEPTEMBRE 1992.

Nous revendiquons les parcours communs des organisations combattantes (Action Directe et COLP) en qui nous avons respectivement milité, dans la perspective de l'unité des révolutionnaires en EO et de construction du Front Anti-impérialiste. C'est sur la base de cette expérience militante et en tant que communistes combattants prisonniers, que nous avons choisi de nous exprimer aujourd'hui, à un moment où les chants de sirène de la reddition et de la dissociation sont promus par une organisation historique du mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste européen. Nous pensons qu'il est nécessaire de s'opposer à tout type d'opération liquidatrice de la guérilla, d'où qu'elle provienne et quels que soient ceux qui s'en font les instruments.



TUBINGEN

erschlagen!



VIVE LA CONTRE VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

Cette nuit, nous avons attaqué à l'explosif le parc automobile de la préfecture à Tübingen et nous espérons que la minuterie à retardement a fonctionné. (Elle a!)

La préfecture est l'administration responsable du camp d'expulsion pour les réfugiés de Reutlinger, le dit "emplacement régional pour l'asile". Par l'installation de ce camp a été implantée une nouvelle dimension de la politique raciste de dissuasion et d'expulsion. Le dit "modèle en 6 semaines", avec la concentration, à Reutlingen, des autorités de décision pour la procédure d'asile, y compris une division spéciale du tribunal administratif Sigmaringen, doit permettre de perfectionner la politique de dissuasion et d'expulsion. Le délai entre la demande d'asile et l'expulsion doit par ce moyen être réduit à 6 semaines. Par l'isolement des réfugiés et la limitation des possibilités de protection juridique par des lois toujours plus fascistoïdes, les garanties de l'Etat de droit tournent complètement à la farce.

En outre, il fut ébruité par les médias locaux que la préfecture par sa rigoureuse prati-

que d'expulsion du camp de Reutlinger ne respectait même pas les droits réduits au minimum des réfugiés. Déjà plusieurs fois, des expulsions ont été exécutées de manière pour le moins expéditives, bien que la procédure d'asile ne fut pas encore terminée. Par peur de ce procédé, des réfugiés ont passés des nuits entières à la belle étoile, hors du camp. De nombreux réfugiés ont de manière croissante tiré les conséquences de cela, et sont depuis passés à l'illégalité ou ont posé une nouvelle demande d'asile dans un autre Land, où ils ne sont pas encore jusqu'à présent renvoyés selon le modèle en 6 semaines.

Mais cette possibilité ne durera que le temps que soit implanté à l'échelle fédérale un modèle similaire.

Nous devons soutenir les réfugiés dans leur lutte contre les attaques racistes à tous les niveaux.

Pourquoi de l'explosif et pas une chaîne de lumière (NDT 1)? Certainement quelques uns se poseront la question.

Sur l'arrière-plan des agressions racistes

NDT 1: Les chaînes de lumière sont des manifestations, ayant eu lieu dans différentes villes de RFA, à l'initiative des citoyens qui voulaient manifester leur rejet des exactions racistes et fascistes. Certaines très importantes comme à Munich. Elles furent organisées hors des partis politiques institutionnels, tout en ne mettant en cause ni leur projet concernant la modification du droit d'asile (voir revendication de l'attentat contre l'université de droit de Hambourg), ni leur responsabilité.

et des pogromes contre les immigrant(e)s et les rudiments de résistance anti-fasciste a lieu en ce moment une traque contre la mouvance de la gauche radicale.

Après les lancers d'oeufs sur Weizsäcker et Kohl (NdT 2), la CSU exigeait encore une fois l'instauration de balles en caoutchouc contre les "manifestants-terroristes de gauche". Pendant et après les pogromes racistes contre les lieux d'hébergement de réfugiés, naturellement on n'en entendit nullement parler. Les médias aussi, du Bildzeitung au TAZ (NdT 3), s'alignaient sur la mise au pas idéologiquement conforme.

Par exemple, le rédacteur en chef de Südwest (presse d'Ulm) commentait en ces termes les lancers d'oeufs de Berlin: "En finir avec la racaille de gauche et de droite". Des politiciens Verts élèvent des plaintes administratives contre les commandements d'intervention à Berlin parce que ceux-ci ne se seraient pas suffisamment livrés à des voies de fait contre les terroristes aux oeufs. Et bien sûr, pendant les pogromes racistes, il y eut plus de gens des connexions anti-fascistes, voulant protéger les immigrant(e)s, d'arrêtés que d'attaquants racistes. Rien de nouveau dans tout cela. Nouvelle est la large union mettant en parallèle démagogiquement la violence raciste et fasciste avec la résistance anti-raciste et anti-fascistes par la campagne incendiaire massive.

La contre-violence révolutionnaire, ayant pour but la libération des opprimés, est morale-ment et politiquement légitime et nécessaire. Alors que la violence raciste et fasciste a l'objectif d'aggraver les rapports de violence déjà existants. Ils veulent installer socialement la violence ouverte contre des minorités, en tant que moyen politique accepté par beaucoup.

Au moyen de la campagne actuelle contre les rudiments de la gauche radicale, l'appareil du pouvoir étatique avec son monopole de la vio-

lence doit être présenté comme la seule possibilité pour la "sécurité intérieure" de se débarrasser du soi-disant "danger à droite et à gauche". La mise en parallèle de la gauche avec la droite doit, d'un aspect idéologique, contribuer à ce qu'une orientation politique de gauche ne soit pas saisie et implantée par les hommes et les femmes comme alternative sociale et seule chance contre un développement fasciste.

Pour légitimer le monopole étatique de la violence et pour l'ancrer plus avant dans la tête des gens, de soi-disants parallèles historiques avec les affrontements entre les organisations de droite et de gauche pendant la République de Weimar sont également élevés. Nous savons tous ce qui arriva après la République de Weimar. Ainsi, ce discours vise à rafistoler le mythe de l'"Etat au dessus des partis" comme agneau démocratique innocent.

Mais il est de notoriété que l'appareil d'Etat est co-responsable des pogromes racistes. Ils parfont les rapports de violence étatiques par une violence dédaigneuse, tout aussi semblable à un autre niveau. Par une violence directe non prévisible et physique, possible à tout moment. Cette violence et son effet sur les immigrant(e)s profitent à cet Etat et à ses objectifs capitalistes. Elle agit également alors en décourageant, là où la violence étatique a déjà perdu son effet. Ici, de la même manière que partout, les dominants n'orientent pas leur politique sur des principes humanitaires mais sur les intérêts d'acier du profit. La "ligne neutre" (NdT 4) contre les assassins raciste n'est pas une erreur provenant de la négligence, elle correspond à l'intérêt étatique par une politique de dissuasion sans scrupule vis-à-vis des immigrant(e)s potentiel(le)s.

Les immigré(e)s sont déjà depuis toujours soumis en RFA à une hiérarchie raciste et orientée sur l'utilisation économique, par des lois d'asile

NdT 2: La manifestation du 9.11.92 à Berlin, appelée par toutes les forces politiques institutionnelles à l'exception de l'extrême-droite et conduite sous la houlette du président de RFA, Weizsäcker. Par cet appel, il s'agissait de mettre en scène leur "indignation", histoire de rassurer l'opinion publique internationale et les investisseurs étrangers quant à la stabilité "démocratique" de la RFA et l'honorabilité "anti-raciste" de la classe politique allemande. D'autant qu'après avoir augmenté de + de 500% entre 1990 et 1991, les actes de violences racistes et fascistes avaient déjà fait 11 morts et + de 800 blessés, pour certains gravement, dans les 10 premiers mois de 1992. Pendant le même temps, la classe politique se préoccupe essentiellement de la modification du droit d'asile, se relayant avec les médias pour faire de la "générosité allemande" en la matière la cause essentielle de la prolifération des agressions racistes. Les 300 000 manifestants du 9.11 ne se laissèrent pas enfermer dans l'unanimité contre la violence de l'extrême-droite mais lancèrent nombres de mots d'ordre contre ce projet. Certains -une centaine selon la police- jetaient des oeufs et des tomates contre les représentants de la classe politique et le "hors-parti" Weizsäcker.

NdT 3: Le Bildzeitung correspond approximativement à Paris-Match en France; le Taz (Tageszeitung) est un quotidien proche des Verts.

et pour les étrangers.

Quand c'était nécessaire aux intérêts du capital, les travailleur(e)s immigré(e)s ont été recruté(e)s. Comme la demande économique n'en existait plus, ils devaient à nouveau disparaître. Dans le même sens, vont aussi les réflexions engagées par les Verts et une partie du SPD quant à une loi d'immigration. Seuls ceux qui sont économiquement utiles, doivent pouvoir immigrer par quantité déterminée et avec des capacités précises. Ici sont également à comptabiliser les femmes recrutées dans les pays des 3 Continents qui sont ici forcées à la prostitution de pauvreté et doivent contribuer à la reproduction patriarcale des hommes.

Par les actuels mouvements de réfugiés, provoqués par la politique impérialiste d'exploitation et d'anéantissement, la RFA est également directement confrontée à un résultat de cette politique. La réaction étatique sur cela signifie: fermeture et expulsion. Dans le cadre de la politique de la grande puissance européenne, les Etats métropolitains européens doivent être protégés comme des îles pacifiées de la richesse pour quelques uns. Pendant qu'il y a la guerre dans les Trois Continents, en Europe de l'Est et dans les Balkans, que la faim et l'appauvrissement sont le lot quotidien de la plus grande partie de la population, ici doivent nous être faits miroiter une satisfaction et un bien-être généraux. Après l'effondrement et l'assujettissement des anciens Etats socialistes, nous devons chercher notre "bonheur" dans le capitalisme métropolitain. Peu nombreux seront ceux qui le trouveront ici.

Après cette action contre la préfecture, ils nous présenteront aussi comme des incendiaires brutaux et impitoyables. Bien que nous ayons soigneusement préparé notre action et exclu tout danger pour les gens, à nouveau, ils nous compareront avec des nazis qui quotidiennement incendient des habitations de réfugiés et assassinent des hommes et des femmes.

Autant cette mise en parallèle est démagogique et évidemment fausse, autant cet ajout de propagande est dangereux.

Egalement chez les gens du spectre de la gauche, nous avons constaté qu'il existe un manque d'assurance quant à dans quelle mesure des actions

militantes en pratique rentrent donc encore en ligne de compte comme moyen politique. La peur travaille d'être mis dans le même sac que les nazis.

La pratique politique s'accroît de plus en plus de formes d'action au sujet desquelles l'opinion publique serait informée quant aux saloperies du système ou de certains représentants. Ici le point essentiel réside dans des actions symboliques et efficaces médiatiquement et sur lesquelles sont attestées une désobéissance civile et une protestation.

Il nous apparaît que ceci est déduit de l'analyse universelle comme quoi les rapports dominants se laisseraient transformés par la plaidoirie publique "des arguments les meilleurs et les plus humains dans le jeu démocratique des forces sociales".

Mais nous disons: les dominants ont le pouvoir -et c'est le meilleur argument.

Outre le nouveau manque d'assurance précédemment dépeint, il y a encore une autre raison à ce que les formes d'actions militantes ne soient plus une partie constituante logique et régulière de notre praxis politique. Le plus grand manque d'assurance provient bien du fait que nombreux sont ceux qui n'y voient pas de sens politique. L'évaluation est générale: cela ne fait qu'effrayer les gens, ainsi des contenus ne sont pas communicables et de plus cela ne fait de toute façon rien changer et surtout pas dans l'immédiat.

Nous pensons que l'action militante en pratique, les sabotages directs des équipements de l'appareil étatique, gêne ce dernier et dans le meilleur des cas peut également parfois empêcher quelque chose. C'est pourquoi cette forme d'action est politiquement nécessaire également contre les équipements étatiques.

Au contraire de la désobéissance civile, cette forme d'action n'est pas intégrable par le système dominant. Une mise en caisse réformatrice est exclue. C'est seulement par la rupture des règles politiques du jeu du système que s'exprime ce refus radical. Les formes de l'action doivent également être déterminées conformément à cela.

Le gentil et riant vis-à-vis face aux flics (Kontaktbulle), autrement en restant là, n'a pas de place dans des formes d'action militantes

NdT 4: Alors que les violences racistes et fascistes ont pris les proportions que l'on connaît, les organes de sécurité de l'Etat (du BKA au VfS) minimisent aussi bien leur motivation politique que tout véritable rapport entre elles. De son côté, la justice sait, pour l'occasion, aussi bien reconnaître à leur auteurs toutes sortes de circonstances atténuantes que faire preuve d'une remarquable indulgence dans la qualification même des délits (les meurtres et coups mortels deviennent des coups et blessures ayant entraîné la mort, etc) C'est Von Stahl, procureur fédéral, qui déclare que: "dans beaucoup de cas, le néonazisme et l'extrémisme de droite n'est là que de manière symbolique (...)".

en pratique. C'est seulement par elles qu'est refusée toute communication avec les dominants et leurs suppôts. Et c'est cela dont, ici et mondialement, ils ont le plus peur. Leur plus grande frayeur est que leur échappe toute possibilité d'une influence directe sur les formes de l'action politique.

Bien sûr, nous ne croyons pas pouvoir ébranler par là l'Etat dans ses fondations matérielles et idéologiques. Pour cela, nous devons développer plus avant ensemble les rudiments d'une politique militante en pratique aussi bien que d'autres niveaux d'une pratique politique. Nous partons également de ce que, dans un proche avenir, sont exclues ici des transformations révolutionnaires. Malgré quoi et justement en raison de quoi, il est nécessaire politiquement de faire ce que nous faisons, d'exprimer la possibilité et la nécessité d'une abolition révolutionnaire des rapports d'exploitation patriarcaux, racistes et capitalistes. Tout cela ne peut pas être supprimé en une action isolée mais doit apparaître sur un point concret ce qui est possible tout de suite et dans quelle direction cela peut aller.

Comme autre raison importante d'une praxis militante insuffisante, nous tenons le tropisme vis-à-vis des objectifs potentiels qui sont définis comme des centres de commande et d'administration des dominants. Bien sûr - plus l'on s'en approche, mieux c'est. Mais ces objectifs sont également les mieux gardés et surveillés. Une action contre eux n'est possible, pour la plupart, qu'avec un haut déploiement quant à l'organisation et un risque personnel. Et ceux qui s'y attaquent sont sans doute admirés et mystifiés, mais c'est

à peu de gens qu'un tel pas paraît possible.

Nous pensons qu'il y a suffisamment d'installations de l'appareil étatique qui ne sont pas protégées avec un important déploiement et qui pourtant sont nécessaires au fonctionnement de l'appareil. C'est pourquoi nous avons agit ici, où des véhicules représentatifs et de transports de la préfecture sont relativement non gardés.

En constatant une militance manquante, c-à-d, insuffisamment développée, comme point important, nous ne devons pas oublier la peur. La répression menaçante vise ce que nous avons à perdre: argent, confort et en allant au pire, la liberté. Jusqu'à ce que nous jetions cette sécurité dans la balance, la menace politique doit nous concerner très directement. Il y a également une bonne différence entre si une femme/un homme est contre l'expulsion ou si il/elle en est lui(elle)-même menacé.

Mais celui qui atteint l'analyse politique comme quoi un système, qui est structuré sur des rapports de violence, ne peut être supprimé en fin de compte que par une contre violence révolutionnaire, doit également apprendre tôt ou tard à surmonter sa propre peur. Donc vient le temps que nous ne soyons pas seuls à devoir avoir peur.

En ce sens, être capable d'agir signifie aussi créer les structures nécessaires, satisfaisantes et pleines de confiance.

En souvenir de Dagomir Christinel de Roumanie -assassiné le 14 mars 1992 par 40 allemands à Rostock.

Tübingen -Janvier 1993-





EXTRAITS DE COMMUNIQUE DES NUCLEA COMUNISTI COMBATTENTI.

Le 18 octobre 1992, les NUCLEI COMUNISTI COMBATTENTI ont frappé le siège romain de Confindustria (Ndt: patronat italien). Cette initiative politico-militaire, bien qu'elle ne réussit que partiellement du fait de problèmes techniques, représente pour nous le premier moment de la relance, plus générale et complexe de l'initiative révolutionnaire que les Avant-gardes Communistes Combattantes doivent savoir accomplir dans le processus de GUERRE DE CLASSE DE LONGUE DUREE, ouvert en son temps avec la proposition à toute la classe de Stratégie de Lutte Armée.

Par cette initiative, les NCC ont voulu frapper le pacte Gouvernement-Patronat-Syndicats, concrétisé par l'accord sur le coût du travail, le 31 juillet dernier, par lequel entre autre, on a voulu sanctionner la fin de l'échelle mobile et éliminer de fait la concertation dans l'entreprise, en nivellant le terrain pour la négociation, encore en cours, de "réforme de l'enveloppe salariale" et plus généralement sur les "nouvelles relations industrielles". A savoir, l'ensemble des procédures et mécanismes régulant le rapport entre grand capital et prolétariat, à partir des niveaux de médiation possible en tenant compte de la plus grande ou de la plus faible force assumée par la classe exploitée face à la bourgeoisie.

Cet accord représente un point de conclusion des politiques anti-prolétariennes développées par

la bourgeoisie impérialiste, ces dernières années, à travers les divers gouvernements qui se sont succédés et avec la participation active des autres organismes institutionnels, confédérations syndicales en tête.

Avec de telles politiques, les divers exécutifs ont opéré des coups de force permanents visant à "emprisonner" la conflictualité ouvrière et prolétarienne, une succession d'attaque contre le droit de grève, l'utilisation effrénée de la réquisition, l'intervention des préfets, de la magistrature et de la police dans les conflits du travail, dans la mesure où ceux-ci, grâce à l'opposition ouvrière, tendent à rompre les liens imposés par les directions CGIL-CISL-UIL.

L'attaque qui est portée aujourd'hui contre l'ensemble du prolétariat cherche à créer les conditions appropriées à une plus grande exploitation de la force-travail, tant au niveau de son utilisation (voir la flexibilité et la mobilité, l'intensification des rythmes de travail...) qu'au niveau des coûts (voir l'attaque contre le salaire réel, les augmentations de retenues, le recul de l'âge de la retraite...), le tout rompant la classe aux nouvelles exigences de valorisation du capital dans le cadre de la crise généralisée.

Pour atteindre les résultats escomptés par la bourgeoisie impérialiste, cette attaque doit avant tout se développer contre la force politique du

prolétariat, contre les instances les plus matures de l'autonomie de classe, contre les Avant-gardes Communistes Combattantes, afin d'empêcher que l'importante opposition de classe aux nouveaux projets de la bourgeoisie impérialiste, se traduise en initiative révolutionnaire sur le terrain stratégique de la lutte armée pour la conquête du pouvoir politique.

Pour l'essentiel, les modifications que la bourgeoisie impérialiste entend imprimer à son rapport avec le prolétariat renvoient directement au projet plus global de "réforme de l'Etat". Dans le cadre international actuel, marqué par une profonde crise économique et par l'accentuation des pas en avant dans la tendance à la guerre, le processus de redéfinition des appareils et organismes politico-institutionnels d'Etat prend une importance fondamentale, avec le but de conformer ces mêmes organes et instituts de gouvernement aussi bien aux nouvelles conditions dans lesquelles ils doivent agir pour la gestion de l'économie, qu'aux nouveaux problèmes émergeant dans la tentative de gérer le conflit de classe...

(...) Vingt années d'activité politico-militaire de la guérilla et en particulier le patrimoine politique, théorique et militaire des BR-PCC ont marqué un point de non-retour dans le combat de classe dans notre pays et plus généralement dans les métropoles du centre impérialiste. La stratégie de la lutte armée reste la seule en mesure d'affronter globalement l'ennemi de classe en donnant une perspective à la question de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. La seule perspective possible face à la crise de la bourgeoisie impérialiste, c'est la GUERRE DE CLASSE DE LONGUE DUREE qui, avec l'attaque au coeur de l'Etat précisément là où se constituent les rapports de force, et contre les politiques centrales de l'impérialisme afin d'en redimensionner la puissance, facilitant en cela le développement des processus révolutionnaires, avance en frappant l'ennemi de classe et en favorisant la construction de l'Organisation de la classe sur le terrain stratégique de la lutte armée pour le communisme.

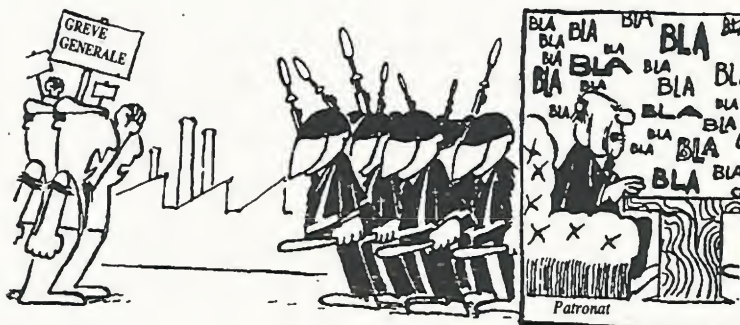
Le niveau atteint aujourd'hui par la crise de Mode de Production Capitaliste pousse les pays de la chaîne impérialiste à une plus grande cohésion, à exercer la domination sur toutes les zones du monde grâce à un recours à la force toujours plus important afin d'imposer les règles du "NOUVEL ORDRE MONDIAL", à exacerber les attaques contre le prolétariat, et enfin il les pousse à mettre à mettre sur pieds des manoeuvres economico-financières visant à récupérer des marges de profit perdues avec la grave recession économique, un mouvement qui progresse au coeur de

la dynamique de tendance à la guerre impérialiste.

En fait, historiquement, le MPC ne peut solutionner ses crises que grâce à la guerre impérialiste, avec l'immense destruction de capitaux surproduits, de femmes et d'hommes, de moyens de production et par l'acquisition de nouveaux marchés et une nouvelle division internationale (du travail). Ainsi seulement, la bourgeoisie pourra relancer le processus de valorisation du capital. Dans ce cadre la proposition de FRONT ANTI-IMPERIALISTE COMBATTANT reste la seule en mesure de construire la force matérielle (...) d'affaiblir-redimensionner l'impérialisme en un processus (...) alliance possible avec toutes les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans la zone géopolitique méditerranéenne-moyenorientale. (...)

NUCLEI COMUNISTI COMBATTENTI

Roma, 18.10.92





PRISE DE PAROLE .

Ce procès est une farce.

Vous n'avez pas seulement cherché à masquer la validité et l'actualité de la ligne politique et stratégique des Brigate Rosse.

Vous avez cherché à masquer le caractère réel de l'affrontement entre les classes, pour finir par en nier l'existence en proposant une soi-disant "justice" qui devrait défendre les intérêts de tous les soi-disant "citoyens". Et ceci, au nom de l'Etat de droit, expression d'un ordre naturel des choses.

Remettons un peu d'ordre, remettons les choses à leur place.

Primo : ce que vous, vous voudriez faire apparaître comme ordre naturel des choses est plutôt un ordre historique, transitoire, destiné à changer et à disparaître; et ce que, vous, vous appelez l'"Etat de Droit" est seulement une forme historique et spécifique de la dictature de la bourgeoisie.

C'est un fait!

Secondo : des nouvelles "théories" sur la "fin du communisme" jusqu'à nous présenter comme les derniers survivants d'un passé désormais revolu, vous avez formulé de manière simpliste un désir et un rêve, le rêve d'une pacification impossible.

Messieurs, les classes, nous ne les avons pas inventées, ni nous ni les BR, pas plus que les BR n'ont inventé l'antagonisme entre ces classes, ni même d'ailleurs la violence révolutionnaire. Les BR ont systématisé la violence révolutionnaire en cette phase historique, en organisant la guérilla et en proposant la stratégie de la lutte armée dans notre pays.

Les BR ont assumé la tâche d'avant-garde combattante du prolétariat en Italie, en dirigeant le combat révolutionnaire et en ouvrant avec clarté une perspective concrète et praticable à tout le prolétariat pour sa libération comme classe.

Ceci est également démontré dans les faits, des faits que nous avons réaffirmés ici; démontré par vingt années d'activité politico-militaire des BR.

Notre présence ici, en revendiquant la totalité de l'activité révolutionnaire des BR, c'est aussi un fait qui, à lui seul, suffit à souffler votre chateau de cartes et à démontrer l'irréalité de vos rêves.

D'autre part, ce sont bien ses peurs et les difficultés d'une classe moribonde en déclin que la bourgeoisie démontre avec une telle opération d'exorcisme de l'histoire. Une classe cherchant

par tous les moyens à bloquer ou à inverser le cours de l'histoire. L'expression émise n'est que faiblesse et vulnérabilité de la classe que vous représentez, la bourgeoisie impérialiste, la classe de la décadence et de la réaction.

Dans l'affrontement révolutionnaire, il n'y a ni coupable ni innocent, mais simplement ceux qui ont raison et ceux qui ont tort.

C'est la guérilla et ce sont les BR qui ont raison.

La guérilla a raison parce qu'elle est l'expression la plus avancée de la classe émergente et révolutionnaire qui seule, dans son mouvement, peut résoudre la contradiction entre forces productives et rapports de production.

Les BR ont raison parce qu'elles proposent et pratiquent, depuis vingt ans, la seule stratégie qui a démontré en Italie son efficacité et son actualité pour la marche de la guerre de classe et pour apporter des solutions à la question du pouvoir.

Evidemment, la bourgeoisie en est bien consciente; pour sa propre survie, elle doit tenter par tous les moyens d'arrêter et d'anéantir la guérilla dirigeant le processus révolutionnaire.

Elle doit le faire même si dans cette époque de révolution sociale, il ne sert à rien d'emprisonner de simples militants pour arrêter un processus qui est le résultat d'un affrontement profond entre les classes.

Avec des procès comme celui-ci, la bourgeoisie voudrait récupérer et imposer la légitimité de ses formes de domination, une légitimité qui lui est niée chaque jour et chaque heure du combat de classe et révolutionnaire concret, partout dans le monde.

Mais en fin de comptes, avec de tel procès, la bourgeoisie est contrainte à reconnaître ce qu'elle craint par dessus tout, c'est à dire le fait que la guerre de classe est vivante et stratégiquement victorieuse.

Nous ne désirons pas être présents à la lecture du verdict. C'est votre farce, elle ne nous intéresse pas.

PARIS. 26.11.92

Les militants des BRIGATE ROSSE per la costruzione del Partito Comunista Combattente.

Simonetta Giorgieri

Carla Vendetti

Le militant révolutionnaire

Gino Giunti

BRIGATE



ROSSE

DECLARATION LORS DU PROCES DE FLORENCE CONTRE LA COLONNE "LUCA MANTINI".

En tant que militants des BRIGATE ROSSE pour la construction du Partito Comunista Combattente, nous sommes présents dans cette salle à la seule fin de revendiquer la justesse de l'activité révolutionnaire menée par les BR au cours de ces 20 dernières années, en étroite dialectique avec les contenus les plus avancés de l'autonomie politique de classe. En conséquence, nous réaffirmons la validité de l'équipement politico-organisationnel des BR et de l'ensemble des avancées théorico-praxiques muries dans le feu du combat et en particulier lors du processus de réajustement initié avec l'ouverture de la Retraite Stratégique.

C'est dans la Retraite Stratégique et dans le cadre de la défensive relative sur les positions de classe et révolutionnaires que les BR ont posé les bases de la Reconstruction. Une phase révolutionnaire dans laquelle l'activité de la guérilla, à partir de l'affrontement sur les contradictions centrales entre classe et Etat, est orientée à la reconstruction des forces révolutionnaires et prolétariennes et des conditions politico-militaires, afin d'équiper le camp prolétarien dans le combat prolongé contre l'Etat.

Sur cette ligne directrice de mouvement, les BR ont entrepris le processus de réajustement pour pouvoir se mesurer aux caractères modifiés du combat; en premier lieu l'approfondissement du

rapport entre révolution et contre-révolution.

Malgré la dureté des conditions de combat et le replis survenu, les BR ont réussi à porter l'attaque contre l'Etat et l'impérialisme, en frappant les projets centraux anti-prolétariens, en contribuant à leur blocage relatif et en conséquence en contribuant à la tenue du camp prolétarien dans la confrontation, avec les actuelles politiques anti-prolétariennes et contre-révolutionnaires de l'Etat.

Dans ce processus matériel assumé par les BR, tout entier dans le feu du combat et en étroite relation avec les expressions du camp prolétarien, ont été établies les marges politiques nécessaires pour l'avancée du processus révolutionnaire, ou encore pour la capacité à valoriser et à reposer, plus avant dans la pratique, tout le parcours révolutionnaire mis en oeuvre à partir des axes stratégiques fondamentaux. C'est-à-dire : l'unité du politique et du militaire, la stratégie de la lutte armée, la guerre de classe de longue durée, la construction du Parti Communiste Combattant, l'attaque contre le coeur de l'Etat, l'internationalisme et l'anti-impérialisme en tant que bases mêmes du processus révolutionnaire, et la clandestinité et la compartimentation comme principes offensifs de l'activité de la guérilla et de l'organisation de classe sur la lutte armée.

Ainsi, les BR ont pu acquérir les enseignements ultérieurs qui permettent de mieux

préciser les modalités et les lois du mouvement correspondantes à la conduite de la guerre de classe dans la métropole, mais surtout, elles ont posé les éléments concrets et de perspective pour construire le développement du processus révolutionnaire.

Précisément dans le contexte des conditions présentes du combat -face à l'aiguïssement de tous les facteurs de crise de la bourgeoisie impérialiste- ce développement plus avant du processus révolutionnaire se réaffirme plus que jamais nécessaire et possible, du fait donc que seule la lutte armée est en mesure de replacer sur le terrain du pouvoir, les instances les plus matures produites par l'antagonisme de classe, en les organisant et en les recomposant au niveau le plus avancé établi par l'affrontement. C'est la stratégie de la lutte armée qui s'impose en permanence comme la discriminante sur laquelle s'unifient, en un processus nécessaire de rupture subjective, les avant-gardes qui entendent effectivement se confronter aux noeuds imposés par le terrain révolutionnaire; plus précisément, l'élévation subjective de ce terrain doit nécessairement entrer en relation avec les contenus matures de la praxis révolutionnaire développée par les BR, comme seul moyen d'être capable de se mesurer au combat actuel. En particulier, se mesurer aux tâches qui ont surgi avec la phase de Reconstruction, quant au passage incontournable sur lequel se réalisent une avancée et une relance de guerre de classe de longue durée et qui est ainsi objectivement le cadre dans lequel se placent ces avant-gardes entendant se confronter à la relance de l'initiative révolutionnaire.

Dans cette condition générale, nous soutenons l'initiative des Noyaux Communistes Combattants contre le siège de Cofindustria (Patronat) à Rome le 18.10.92 (NDT voir texte suivant) "contre le pacte Gouvernement-patronat-syndicats, concrétisé par l'accord du 31.7.92 sur le coût du travail", "en tant qu'un des premiers moments de la relance, plus générale et complexe de l'initiative révolutionnaire que les avant-gardes communistes combattantes doivent savoir réaliser à l'intérieur du processus de guerre de classe de longue durée ouverte en son temps par la proposition pour toute la classe, de la stratégie de la lutte armée".

La nécessité de la relance de l'initiative révolutionnaire est donc mise à l'ordre du jour par la marche même du combat, parce qu'il est démontré que c'est le seul moyen pour le prolétariat de s'équiper pour le soutenir et de se confronter avec le niveau de l'offensive étatique en cours. Une offensive qui, sur la base des rapports de force actuels en faveur de la bourgeoisie impérialiste, cherche à faire passer, décret après décret, l'appauvrissement généralisé et la réduction des conquêtes politiques et

matérielles du prolétariat, dans le but de garantir aux groupes dominants du capital monopoliste les marges de recouvrement des profits et de compétitivité sur les marchés internationaux. Tout cela, alors qu'actuellement le délicat passage de refunctionalisation des pouvoirs d'Etat se concrétise, un passage ayant son siège institutionnel de représentation politique dans les travaux du parlement, mais le terrain concret s'établit dans le combat de classe qui en détermine la possibilité. D'où le climat politique menaçant suscité par l'exécutif, fait de véritables attaques politiques et matérielles contre le prolétariat et de renforcement des instruments coercitifs et répressifs. Des éléments pour peser sur les relations politiques Classe-Etat, relations desquelles dépendent en dernier ressort les équilibres réels pour matérialisation ou moins du tournant vers la II^e République.

Ce tournant est le projet central par lequel l'Etat tente de faire front à la grave crise dans laquelle la bourgeoisie a plongé le pays, et dans ses velléités, il devrait apporter une solution à l'instabilité politique, économique et sociale. C'est cette instabilité qui met à nu, une fois de plus, les limites politiques de la bourgeoisie impérialiste et de son Etat à gérer la crise. Car elle approfondit le fossé entre les intérêts de classe opposés et elle accentue les caractères contre-révolutionnaires de l'Etat bourgeois, masqués à grande peine par des campagnes idéologiques toujours orchestrées pour éloigner de la portée réelle des contradictions en présence et des conséquences des choix anti-prolétariens, contre-révolutionnaires et bellicistes pris dans la phase.

Ainsi derrière la lutte contre la "criminalité" et les décrets liberticides qui l'accompagnent, se créent les présupposés de la restriction des libertés générales comme voie pour la criminalisation du combat de classe; derrière les "opérations humanitaires" mystificatrices, les préparatifs à la guerre se constituent avec la participation active aux agressions impérialistes. En ce sens, l'occupation de la Somalie, bien avant d'être une expédition pour la "reconquête de l'Afrique", marque un nouveau pas de la progression belliciste indispensable après l'Irak, à la maturation des conditions politico-militaires pour franchir la barrière yougoslave. En effet, c'est bien là le véritable banc d'essai de la chaîne impérialiste, USA en tête, pour arriver à une guerre sur la ligne directrice Est-Ouest et c'est également à cela que la bourgeoisie impérialiste de notre pays vise principalement par ses velléités revanchardes et de faiseurs de guerre.

Le cadre actuel de crise économique, politique et institutionnelle dans le pays

détermine les choix de la bourgeoisie impérialiste et parmi eux, la préparation même à la guerre s'impose à l'ordre du jour. Ces choix, en se renversant dans l'affrontement, ne peuvent qu'en complexifier les caractères actuels; en tenant compte que ces caractères sont également le résultat des mutations advenues au cours de l'ultime décennie, des mutations marquées principalement du côté de l'Etat par des pas essentiels dans la centralisation des pouvoirs de l'Exécutif, dans le domaine d'une redéfinition réalisée sur tous les plans et dans les relations Classe/Etat, avec une orientation fortement anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire. Mais la réinstauration des rapports de force en faveur de la bourgeoisie impérialiste ne lui a donc pas permis aujourd'hui encore de régler fermement à son avantage les équilibres généraux entre les classes. Et ceci à cause de la difficulté à gérer les contradictions de classe et d'en neutraliser l'instance révolutionnaire, et face à l'impossibilité d'institutionnaliser le conflit dans les rets de la démocratie représentative bourgeoise, même si ce n'est que d'un mode purement formel et en dehors du véritable affrontement. En dépit de cela, la "pacification" que l'Etat a recherchée avec la contre-offensive des années 80 contre la guérilla et le mouvement de classe, loin de ses velléités premières, n'a pu déraciner la portée stratégique de la lutte armée, ni annihiler les expressions de l'autonomie politique de classe, au contraire, elle a entraîné l'approfondissement du rapport révolution/contre-révolution. Si ainsi, c'est démontrée l'impossibilité de s'écarter des caractères de l'affrontement, celui que la praxis combattante révolutionnaire a eue durant les 20 années de processus révolutionnaire ouvert et développé sur la stratégie de la lutte armée, et cela malgré les coups militaires infligés à la guérilla par l'Etat. Cette praxis révolutionnaire en s'inscrivant toujours au point le plus élevé des moments d'affrontement en cours dans le pays, a pu pratiquer les intérêts généraux du prolétariat, une praxis révolutionnaire qui, justement parce qu'elle est en mesure de peser sur les termes du combat, s'est sédimentée dans les conditions politiques générales entre Classe et Etat, entre révolution et contre-révolution.

Jusqu'à faire murir un véritable point de non retour. Ceci par la capacité incidente de la guérilla sur le terrain des rapports de force à partir de l'attaque contre les projets dominants de la bourgeoisie impérialiste, et à partir de ses critères de centralité, de sélection et de calibrage de l'attaque, et sur l'espace ouvert par la désarticulation, en disposant et organisant les forces révolutionnaires et prolétariennes sur le terrain de la lutte armée à chaque phase du combat. Si tout cela représente les éléments

spécifiques d'enracinement de la lutte armée en Italie, sa valeur générale et stratégique réside dans son existence imposée comme adaptation de la politique révolutionnaire aux mutations des conditions historiques du combat dans la métropole impérialiste et qui, dans la confrontation se déterminant entre révolution et contre-révolution, impérialisme et anti-impérialisme, s'est affirmée comme le degré le plus avancé de la science prolétarienne de la révolution possible et nécessaire pour abattre l'Etat, instaurer la dictature prolétarienne et construire une société communiste.

Face à cette Cour du tribunal, en cohérence avec notre identité politique, notre position ne peut faire abstraction du rapport réel existant entre nous, militants des BR prisonniers et cette Cour judiciaire, parce qu'ici aussi, et même si c'est dans une forme particulière, se reproduit le rapport de guerre établi entre la guérilla et l'Etat dans le cours du processus révolutionnaire. Pour cette raison, nous reconnaissons aucune légitimité à ce rite juridique, nous ne répondons de nos actes que devant les seules BR et par là devant le prolétariat dont elles sont l'avant-garde révolutionnaire.

MARIO CAPPELLO et FABIO RAVALLI

Militants des BRIGATE ROSSE per la costruzione del PARTITO COMUNISTA COMBATTENTE.

Florence, 18 janvier 1993.



TURQUIE



NOUS COMBATTRONS
JUSQU'A L'ULTIME
GOUTTE DE SANG.

Pendant une action conjointe de la police turque, des services secrets (MIT) et des unités anti-guérilla, ont été assassinés 11 camarades de Devrimci Sol (le chemin révolutionnaire, Gauche révolutionnaire) à Istanbul. La nouvelle a aussi été donnée par les journaux bourgeois qui, cependant, ont tué que plus de 10 000 personnes avaient manifesté lors de la cérémonie funèbre.

Le vendredi 17 avril, aussitôt après minuit, commence l'assaut de 7 appartements dans divers quartiers de la ville. Les fusillades durent jusqu'à 8h30 du matin, les flics turcs ont utilisé des mitrailleuses et des bombes. Six femmes et cinq hommes de Devrimci Sol ont été assassinés. Six autres dont quatre femmes ont été blessés et arrêtés.

Voici le texte tiré d'un document réalisé par les camarades du bulletin Tayad:

Les 16 et 17 avril, dans les quartiers Ciftehavuzlar, Ustbostanci, Erenköy et Sahrayi Cedit à Istanbul, le régime fasciste, lâche et froussard, a perpétré de féroces massacres; la vaillante résistance des militants de Devrimci sol a été une victoire politique.

Les assassins fascistes étaient nombreux et bien équipés au point de vue technico-militaire. Mais leurs actions étaient guidées par la peur et la panique. Ils n'ont aucun idéal, aucune conviction. Leur peur était si grande qu'après 8h de résistance de trois de ces compagnons et compagnes, la centaine de policiers et membres de l'unité spéciale ont commencé à tirer en l'air et ont accroché leur drapeau sur la porte de l'immeuble pour masquer leur peur.

Ils n'ont cependant pas réussi à obscurcir l'héroïque résistance de nos compagnes et compagnons. La presse bourgeoise et la télévision, instruments actifs de la propagande contre-révolutionnaire de l'oligarchie, n'ont pas réussi à faire taire les proclamations, les forts idéaux et la résistance héroïque des nôtres tombés à Ciftehavuzlar les 16 et 17 avril.

Ce qui suit sont les derniers mots de 3 des 11 militants de Devrimci Sol tombés les 16 et 17 avril. Une demi-heure après le début de l'intervention, ils ont informé de l'opération, heure par heure, minute après minute, la présidente de Tayad, Fatma Sesen.

Nous publions avec fierté les dernières paroles des camarades Sabo, Eda et Taskin, le texte des coups de fil à leurs amis avant d'être tués par les assassins et les bourreaux, le 17 avril, après un affrontement de 8h, dans leur base de Giftehavuzlar.

Nous promettons de défendre leurs paroles prononcées dans le fracas des balles et des bombes, expressions de la force, du courage et de la détermination des travailleurs et des révolutionnaires qui battent comme plâtre les assassins ennemis du peuple.

Les travailleurs et les révolutionnaires ont la force de remplir cette promesse. Nous le croyons et le promettons...

LES DERNIERES PAROLES

00.20h

Au téléphone, une voix de femme.

Sabo : Ils ont cerné notre maison. Depuis environ 30 minutes. Je suis dans l'appartement avec une compagne et un compagnon. Nous sommes coincés là depuis environ une demi-heure. Nous avons brûlé tous les documents. Nous n'avons rien oublié. D'ici peu, ils commenceront à tirer. Nous nous défendrons. Nous rejoindrons Niyazi, Apo et Haydar (NdT: Niyazi avait été assassiné avec 11 autres militants de Devrimci Sol le 12 juillet 1991; Apo et Haydar sont morts durant une grève de la faim). Nous rejoindrons ceux tombés le 12 juillet. La compagne qui est à côté de moi veut te parler.

Eda : Nous tomberons en combattant de Devrimci Sol pour le peuple turc. Nous sommes très bien. Nous sommes calmes. Ainsi nous allons à la rencontre de la mort en combattant avec un sourire sur les lèvres comme les compagnons et les compagnes du 12 juillet à Malatya et Kizildera; nous mourrons en résistant.

Vive Devrimci Sol!

Vive notre dirigeant Dursun Karatas!

Vive nos unités révolutionnaires armées!

Adieu. Nous vous aimons beaucoup, vous et notre peuple.

Sabo : Nous vous avons appelé parce que vous êtes la directrice de Tayad (NdT: Comité des parents des prisonniers politiques mis hors la loi en 1991). Nous voulons que vous

publiez dans votre journal ce que vous percevez et ce que nous vous disons pour le public mondial. Cherchez (...). Sortez et téléphonez à ce n°. Tenez libre votre ligne. Appelez tout de suite. Avez-vous des nouvelles de Sinan? (NdT: dirigeant de Devrimci Sol assassiné le même jour, 17 avril). Appelez Sinan. Ecoutez les nouvelles. Cherchez à savoir quelque chose. Attendez un moment...

Je répète. Notre maison est cernée. Ils nous bloquent depuis environ une demi-heure. Nous avons brûlé tous les documents, aussi nos passeports. Ils commenceront bientôt à tirer. Nous combattons. Nous mourrons comme les compagnons et compagnes de Hamiyet et Ocay dans les appartements et dans les rues (NdT: les militants de Devrimci Sol assassinés à Ismir), comme les compagnons et compagnes dans les collines à Malatya avec sur les lèvres un sourire. Nous combattons comme il convient à des militants de Devrimci Sol.

Vous êtes nos témoins. Nous voulons que vous le fassiez savoir au monde à travers votre journal. Vous devez enregistrer tout ce que vous entendrez, mot par mot, et vous le rapporterez. Nous voulons être enterrés à côté de ceux tombés le 12 juillet. Nos cercueils devront être recouverts du drapeau de Devrimci Sol. Maintenant, je dois attaquer de nouveau, je vous rappellerai bientôt. Gardez libre la ligne.

1h20.

Sabo : Avez-vous des nouvelles de Sinan? L'avez-vous appelé? Avez-vous des informations? Ils nous parlent de lui. S'il vous plait, laissez libre la ligne. Si vous devez téléphoner, allez dehors.

(Nous entendons des coups de feu)

Sabo : Ils ont commencé, vous entendez? Veux-tu qu'ils recommencent?

Tayad : Non.

Sabo : Bien.

(Nous percevons des slogans)

Vive Devrimci Sol! A bas le fascisme! Vive notre lutte! Vive les martyrs du 12 juillet! Vive notre résistance à Malatya! Vive notre résistance! Vive Kildere! (NdT: village où furent assassinés les 4 dirigeants du THKP)

Sabo : Appelez le numéro (...) Vous devez absolument réussir.

(en continu, nous entendons les coups de feu)

Sabo : Avez-vous des nouvelles de Sinan? Avez-vous découvert quelque chose? L'avez-vous joint? Voici 2 numéros, vous devez essayer les 2. Ils disent qu'ils ont tué Sinan.

Se perçoit la voix d'Eda qui hurle à la police : Vous ne devez pas le toucher!

Sabo : Les flics nous insultent. C'est moi surtout qu'ils insultent. Mais ils reçoivent les réponses qu'ils méritent. Probablement réussissez-vous à entendre. Quand ils sont arrivés, ils ont dit être du bureau des impôts. Ils voulaient parler à "Madame Sabahat".

(Nous entendons des coups de feu et des slogans. Ils sonnent à la porte, et nous entendons des coups contre la porte)

Vive Devrimci Sol! Vive notre dirigeant Dursun Karatas! Vive nos unités révolutionnaires armées!

Sabo : Nous avons regardé à travers l'oeilleton et nous avons vu des policiers avec des gilets pareballes. Ils nous disent que Sinan est mort. Donnez-moi des informations. C'est l'appel au feu. Maintenant, ils sont au dessus de notre base et ils tentent de faire un trou dans le plafond.

(Coups de feu, coups contre la porte, et nous entendons les jurons des flics: Putains, sortez!, A droite, à droite...)

Se fait entendre la voix d'Eda: Vous êtes venus avec les blindés et les canons, entrez... vous avez peur même de nos cadavres. Nous vous poursuivrons dans vos rêves. Vous êtes dans une peur terrible. Entrez! Ne pensez pas pouvoir vous dérober. Vous vous trompez. Même si vous faites un seul trou, nous passerons à travers. Vous ne réussirez pas à échapper à la justice populaire. Nos camarades vous puniront.

(Nous entendons à nouveau les imprécations de la police)

Se fait entendre la voix de Sabo: Vous avez des milliers de pères et de mères. Votre père est Bush et votre mère est Manukyan (NdT: la tenancière du plus grand bordel de Turquie). Vos rats d'égouts doivent être nés et grands.

Slogans: Vive la justice populaire révolutionnaire! Vive Devrimci Sol! Vive nos unités révolutionnaires armées!

(Se font entendre de nombreux coups de feu et aussi qu'ils tentent d'abattre la porte. A chaque pose dans la conversation téléphonique, ils nous disent "Adieu")

Sabo : Ils envoient des gaz par la cheminée. Ils sont au 12ème étage. Les flics menacent d'en lancer plus. Ils disent que l'apparte-

ment appartient à l'organisation. Ils essayent d'enfoncer la porte, mais ils n'y arrivent pas. La porte est en accacia. Ils ont fait un grand trou.

(Nous entendons de fréquents coups de feu)

Adieu. Je vais aider les camarades.

(de nouveau des coups de feu)

Vive Devrimci Sol! Vive notre dirigeant Dursun Karatas! Vive la fraternité entre le peuple turc et le peuple kurde! La lutte du peuple kurde et du peuple turc vaincront le fascisme!

(des coups de feu)

Sabo : Nous avons renforcé la barricade, ils ne réussissent pas à ouvrir la porte. Un camarade a été blessé au bras. Ils disent qu'ils ont tué Sinan. Dites-moi ce qu'il en est. Appelez le ... Demandez "Zio". Les amis comprendront. Les flics parlent d'un affrontement et ils nomment Sinan et Günes. Ils disent qu'ils ont attaqué plusieurs appartements. Il se pourrait qu'il s'agisse d'une grande attaque. Vous devez découvrir quelque chose, écoutez les informations.

(Coups de feu, slogans)

Sabo : Les flics ont préparé des charges explosives. Nous sommes bien, nous sommes calmes.

(Nous entendons à nouveau les jurons de la police et les réponses des compagnons et compagnes: Nous fleurirons comme les roses dans tous le pays.)

La voix d'Eda se fait entendre: Le drapeau de Devrimci Sol flottera sur tout le pays.

(La police parle à propos de Sinan et profère des jurons, mais nous ne comprenons pas bien)

Nous percevons les réponses: Ne touchez pas à Sinan, même pas à un de ses cheveux! Nos camarades vous puniront! Rien ne peut vous sauver!

Sabo : Je réfléchis et je veux aider les camarades. Je m'y efforce. Je ne sais pas comment ils nous ont trouvé. Je ne le sais pas; mais quand nous sommes sortis ce matin tout était OK. Nous sommes passés à (...). Mais ils n'ont rien noté. Et le jour a passé. Je réfléchis et je m'efforce de découvrir ce qui s'est passé, mais rien ne me vient à l'esprit. Nous avons brûlé tous les documents. De toute façon, nous avons encore un bidon d'essence dans l'appartement. Nous avons brûlé tous les passeports et l'argent. Nous voulons qu'ils ne trouvent rien. Excusez. Il y a encore quelque chose dans nos poches que nous n'avons pas encore contrôlé. Nous avons tout brûlé, il reste plus rien.

Nous voulons que vous le fassiez savoir. Maintenant, il n'y a plus rien.

(Coups de feu et slogans)

Sabo : Ecoute, j'ai encore une compagne et un compagnon. De valeureux camarades, ils ont combattus très bien.

(Slogans et coups de feu de MP-5 et G-3)

Eda : Mon peuple, ne les crois pas, ils mentent

...

(la suite n'est pas compréhensible)

Sabo : La foule dehors est de notre côté. Sauf une femme. Nous lui avons donné la juste réponse. Vous devez informer les journaux pour qu'ils envoient des journalistes. Je veux voir nos amis. Nous sommes voisins de l'Institut de Météorologie de Göztepe qui est parallèle à rue de Bagdad, dans le gratte-ciel de Karasu. Vous le remarquerez lorsque vous en serez proche du fait de la présence policière.

(Chaque fois que la communication est interrompue, elle dit "adieu", nous entendons les coups de feu et les slogans)

Je suis blessée à un bras, une balle me l'a traversé. Mais j'arrive encore à tirer. Ils veulent faire exploser le mur de la salle de bain.

(On perçoit une explosion et des slogans)

Ils ont seulement réussi à faire un petit trou dans le mur. Nous allons le renforcer.

(On entend que des meubles sont déplacés)

Ils savaient que j'étais ici. Ils disent qu'ils ont tué Sinan. Ils parlent d'un appartement à İkizler. C'est vrai, là-bas, il y a "Zio". Ecoute les nouvelles et informe moi. J'ai réfléchi comment je pouvais aider les camara-

des. Comment cela s'est produit et comment cela s'est développé, je ne le sais pas. J'étais "clean", ce matin tout était OK, je ne sais pas ce qui s'est passé après, je ne sais pas, je ne sais pas.

(L'interlocutrice de Sabo lui dit avoir parlé avec la presse mais qu'elle n'était pas parvenue à entendre la fréquence radio de la police. Elle dit avoir découvert que la police avait attaqué deux appartements. Dans l'un, il y aurait trois morts dont Sinan, dans l'autre un mort.)

Sabo : Nous sommes calmes, nous sommes bien. Nous combattons jusqu'à l'ultime goutte de sang.

(On entend les insultes des flics)

On entend la voix d'Eda: Venez avec vos blindés et vos canons, lâches!

Émerge d'entre les jurons de la police et les réponses: Rats d'égoût! Vous ne savez penser qu'avec vos bites!

(Les coups de feu sont plus fréquents)

Sabo : Comme les camarades du 12 juillet ont sur la colline de Malatya sauvé la mort, comme Hamiyet et Olcay nous la saluerons. Je veux m'adresser à mes compagnons et mes compagnes.

(De fréquents coups de feu et des slogans)

Vive Devrimci Sol!

Vive notre résistance du 12 juillet!

Vive Kizildere!

Vive Duraun Karatas!

Vive notre résistance!

Vive notre résistance! A bas le fascisme!

Vive Devrimci Sol!

Vive la résistance de Göztepe! (Ndt: quartier d'Istanbul où se trouve l'appartement)

6h45.

: Nous ne pouvons plus venir au téléphone aussi souvent. Pour y venir, nous devons ramper sur le plancher. Sabo a été blessée à une jambe. Depuis environ une heure, ils s'adressent aux gens dans la rue. Leurs voix ne nous parviennent pas bien, elles résonnent lointaines.

Sabo : Ils se préparent à forcer la porte. Le téléphone est près de la porte, donc nous

ne pouvons plus parler. Nous devons nous retirer au fond. Ils entrent.

Sabo : Nous étreignons la mort les armes à la main et nos slogans sur les lèvres. Porte mon salut à mon mari et dirigeant, le dirigeant de Devrimci Sol. Porte mon salut à toutes et tous mes camarades. Adieu...

(Sont perceptibles des coups de feu assourdissants et le bruit des douilles qui tombent à terre)

7h15.

(Le vacarme des coups de feu est assourdissant comme s'ils étaient une centaine à tirer. Nous n'entendons plus les voix, seulement les coups de feu)

7h25.

(La communication vient d'être interrompue...)

Témoignage téléphonique sur le vif de Sabo, Eda et Taskin, le 17.04.92

BARBARA KISTLER.



Début février, dans les montagnes du Kurdistan turc, Barbara Kistler est tombée en combattant pour la révolution communiste.

Depuis 20 ans, Barbara luttait dans le mouvement communiste. A dix-huit ans, elle déclarait déjà: "Je vis pour le socialisme", dans un long interview, début 1974, à la revue POP. Dès le départ, le rôle décisif de la violence révolutionnaire lui était clair. Sa prise de position engagée d'alors n'a rien perdu de sa justesse et de son actualité. "A travers l'affrontement avec la police, j'ai tôt été confrontée à la question de la violence. Je crois que l'on doit dans un premier temps parler de la violence qu'emploie la société pour faire des enfants de soi-disants citoyens. Ou de chaque violence qui est utilisée pour empêcher que les jeunes et les travailleurs défendent leurs intérêts. Pense simplement au Chili. Là-bas, le mouvement ouvrier essayait de réaliser une société plus juste avec des moyens démocratiques. Une société dans laquelle les riches ne soient pas les seuls à pouvoir se rassasier. Les capitalistes et leurs généraux qui voyaient leur privilèges menacés, ne reculèrent devant rien. Les travailleurs furent jetés dans des camps de concentration, torturés et assassinés par milliers. Sans doute, les travailleurs chiliens avaient fait une erreur: au lieu de se laisser massacrer, ils auraient dû se préparer à la lutte armée contre les sbires des capitalistes!" (Barbara en janvier 1974)

Déjà dans cet interview sont définis les points essentiels de sa future praxis. En tant que communiste, il était clair pour Barbara que la contradiction centrale à l'intérieur de la société capitaliste est entre le travail et le capital et que seule la classe exploitée, elle-même peut s'en libérer. Partant de la rupture avec des positions syndicales réformistes, il lui était, depuis toujours, de la plus haute importance d'arriver à de nouveaux commencements révolutionnaires dans le mouvement ouvrier. En premier lieu, elle s'engagea dans un groupe révolutionnaire d'apprentis, puis au Secours Rouge, et à partir de 1980 dans le KGI (NdT 1). Avec ce groupe, elle mena, entre autres, la lutte contre la plus grande trahison du mouvement syndical suisse, la paix sociale/le pacte social (à partir de 1987, l'Etat voulait se placer comme médiateur "neutre" entre syndicats et patronat, et en "contrepartie" l'utilisation de la grève en tant qu'instrument conflictuel et de lutte échappait à la classe ouvrière suisse dans ses confrontations avec le patronat). Par cette praxis, elle entra également de plus en plus en contact avec des travailleuses et travailleurs turcs.

Sa solidarité active avec les prisonniers politiques en Europe de l'Ouest, en particulier avec les prisonniers de la RAF, constitua un autre élément essentiel de ses activités politiques. Depuis la première grève de la faim des prisonniers de la RAF, elle luttait pour le regroupement des prisonniers politiques. Pendant de longues années, jusqu'à sa décision de continuer la lutte au Kurdistan turc, elle visita en prison Rolf-Clemens Wagner.

Peu après sa première arrivée en Turquie, Barbara fut arrêtée et torturée par une unité spéciale de la police turque à Istanbul début 1991. Les flics ont bien sûr échoué devant la conscience révolutionnaire de Barbara: elle ne leur dit pas un mot. Après 7 mois de prison dans le collectif de prisonniers de Bayranbasse, elle fut provisoirement libérée.

Mais cette expérience incisive ne changea rien à la détermination de Barbara d'accomplir au Kurdistan turc sa contribution à la révolution communiste mondiale.

Elle continue de vivre dans notre combat!

KGI -février 1993-

NdT 1: Fondé en 1975, le KGI était un "Comité contre la détention en Isolement" et ses militants travaillaient pour la plupart dans le camp de la répression; avec les années, en analysant et en approfondissant beaucoup d'autres thématiques inhérentes aux contradictions provenant du système capitaliste, ils se sont transformés en militants ayant une position déterminée et une praxis politique. Une militante du KGI et un militant du mouvement révolutionnaire sont actuellement en procès à Zürich pour avoir en 1991 participé en protestation contre la guerre impérialiste dans le Golfe au blocus de la Bourse zurichoise.

Le 15 Mai dernier, Pello Marinelarena, prisonnier politique basque, est mort dans un hopital parisien après une agonie de deux semaines

Laissé sans soins durant de longs mois dans le cloaque de la prison de la Santé, ce n'est que grâce aux protestations de ces camarades de captivité qu'il pût être transféré à l'Hopital des Prisons de Fresnes. Mais trop tard. Son état était déjà irréversible. Voilà quelle est la vérité de cette "mort naturelle" selon le terme de l'Administration.

Recherché en Euskadi dans le cadre des activités du Commando Burunda de l'Organisation ETA, Pello Marinelarena était réfugié en France depuis 1988.

Il fut détenu le 29.11.90 en compagnie d'autres réfugiés politiques basques, au domicile de Jean Groix, militant autonomiste breton. Depuis il attendait toujours son procès.

Jean Groix, lui même, est décédé peu après son arrestation. Brisé par une campagne d'infamies et autres pressions de la 14^e Section, dite anti-terroriste, il s'est donné la mort dans sa cellule de Fresnes. Aujourd'hui, c'est Pello qui disparaît. La litanie de la prison-extermiation continue : mauvais traitements, isolement total, manque de soins... Un seul objectif à tout cela : briser la résistance du prisonnier, l'obliger à renoncer à la cause politique qui l'a conduit à lutter, et enfin le détruire.

Les prisons de la Santé, de Fresnes et de Fleury sont particulièrement articulées à la politique des otages et d'extermination orchestrée par les Sections Spéciales, du personnel de détention aux cadres administratifs, des directeurs aux médecins, tous sont mobilisés et participent aux basses oeuvres !

SOLIDARITE AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES !
BRISONS ENSEMBLE LES POLITIQUES D'ISOLEMENT,
DE DEPORTATION, D'EXTRADITION ET DE DESTRUCTION !





CRISE ET REPRESSION ANTI COMMUNISTE

Le 15 janvier ont été arrêtés Mercedes Heranz Arcones et Antonio Narvâez Ternero lors d'un contrôle de police dans un train qui les conduisait d'Andalousie à Barcelone. Deux jours plus tard, j'étais arrêté devant chez moi à Pontevendra. Nous -tous 3 anciens prisonniers politiques- avions un travail et menions une vie normale entre parents et amis. Nous nous déplaçons et réalisons un constant travail de soutien aux prisonniers politiques. Nous dénonçons la répression dont souffrent les prisonniers politiques, en particulier ceux malades dans les prisons. Nous participons également à la mobilisation et la résistance contre la répression, le chômage... et contre le système politique d'exploitation et de domination en Espagne.

Notre arrestation marche de concert avec la croissante répression, telle qu'elle a lieu ces derniers mois dans notre pays. Les mesures policières se transforment en arme essentielle de l'oligarchie espagnole et de son gouvernement pour faire front au processus rapide de désintégration économique, politique et sociale de son système. 1992, l'année que le PSOE avait annoncé comme celle de ses "grands succès", termina avec plus de 3 millions de travailleurs sans travail (20% de la population active), avec 40% de travailleurs dans des conditions incertaines quant au temps de travail, avec une diminution du pouvoir d'achat de la population en général et surtout des retraités; avec la réduction des prestations de l'assurance sociale...

Et les restructurations dans tous les secteurs de l'économie font, de concert avec les cessations de paiement des entreprises, chaque

jour plus de 2 000 personnes sans travail... Tout cela conduit actuellement à un accroissement des luttes sociales et à une plus grande radicalisation de celles-ci.

Parallèlement à cela, la situation politique intérieure du pays s'aggrave à l'heure actuelle. Au milieu de la profonde dépression économique et des luttes sociales croissantes, on en arrive à une aggravation des contradictions à l'intérieur de l'oligarchie espagnole elle-même; différents internes entre les différents groupes oligarchiques, et surtout avec les groupes de la bourgeoisie de quelques unes des nationalités opprimées, Catalogne, Pays Basque et la bourgeoisie de la colonie africaine des îles Canaries. La social-démocratie espagnole essuit les conséquences ressenties de la banqueroute du révisionnisme en Europe de l'Est. Son idéologie et l'économie politique de l'affirmation du capitalisme qu'ils ont utilisé dans ses différents aspects, ont conduit à un absolu fiasco qui ne pouvait ni empêcher, ni atténuer la crise économique mais au contraire les a aggravé. Et ils essayent maintenant de s'en décharger sur les épaules de la classe ouvrière et de tous les travailleurs restants -comme cela s'est toujours produit au cours de l'histoire. Après s'être enrichis au moyen d'une corruption générale, entre temps partout visible, les fonctionnaires du PSOE et leurs amis politiques se construisaient des résidences.

Parallèlement à l'enracinement de la crise et de la protestation sociale se développe l'intensification des mesures répressives et de la répression elle-même. Dans le Code Penal, sont empruntées des conditions d'exception qui for-

maient auparavant la "loi anti-terroriste". Cette mesure est complétée par l'approbation de la "ley de seguridad ciudadana (loi pour la sécurité intérieure), connue comme loi de Corcuera (Ndt: ministre de l'intérieur), cela permet d'arrêter une personne sans une quelconque sorte de preuve à charge et de faire irruption dans les habitations sans aucun ordre juridique. Et pour restreindre et saper le droit de grève, acquis par le lutte des travailleurs dans leur résistance au franquisme, la "loi de grève" est en préparation comme point culminant.

La situation en Espagne est caractérisée par une généralisation de la répression contre les manifestations ouvrières et populaires. Jour après jour, se multiplient les annonces de personnes arrêtées et battues parce qu'elles avaient sur elles un journal ou une revue de la gauche radicale, parce qu'elles sont sans travail ou parce qu'elles n'avaient pas leurs papiers sur elles, parce qu'elles sont étrangères, ou ont les cheveux longs... Tout cela à côté de l'incessante répression sélective contre les anti-fascistes, indépendantistes, communistes et tous les démocrates.

Il y a quelques mois, fut arrêté le directeur de "Area Critica" (revue de gauche); pendant l'arrestation de plusieurs militants des GRAPO, un membre de l'AFAPP (Associations des parents et amis des prisonniers politiques) fut appréhendé; pendant ce temps-là, les appartements d'autres parents de prisonniers politiques du PCE(r) et des GRAPO furent en Euskadi assaillis et perquisi-

tionnés. Peu avant, avaient été appréhendés et incarcérés deux avocats de prisonniers basques nationalistes, après que la visite avec leurs mandants ait été interrompue sans autorisation juridique. De manière semblable, des parents de prisonniers politiques basques ont été appréhendés et ultérieurement relâchés.

La répression croissante renforce la nécessité d'agir clandestinement comme règle de la protestation politique, comme cela a été fait à l'époque de Franco pour éviter de tomber dans les mains des chiens de garde du régime.

Aussi bien la police que la presse travaillant à son service essayèrent initialement de justifier les arrestations et incarcérations de Mercedes, Toni et moi par l'accusation comme quoi nous aurions formé un élément d'un commando des GRAPO. Cet argument se disqualifia de lui-même et à la place apparurent clairement les vraies raisons de notre arrestation, à savoir réprimer nos activités politiques, notre lutte et notre résistance, nos idées communistes. Et pour de cette façon, rendre plus difficile et empêcher que le Parti Communiste Espagnol reconstitué (PCE(r)) puisse faire parvenir aux travailleurs et au peuple le programme et sa ligne politique et puisse construire et propager les liens organisationnels avec eux.

Nonobstant, la lutte continue et il a été répondu par un large mouvement de solidarité et de soutien à nos arrestations.

Joaquim Vieites -mars 1993-
Prision de Meco, Modulo 5 - Preventivo
Alcalá de Hernanes (Madrid)

"Le 7 avril à Saragosse mourraient trois militants des GRAPO lors d'une attaque contre un transporteur de fonds parce que -selon la presse- un baton d'explosif explosa trop tôt. Il s'agit d'Isabel Santa Maria del Pino, Pedro Luis Cuadrado de la Brat et Valentin Benito Inigon. A partir d'un communiqué de l'AFAPP: "Pendant que l'atmosphère politique et sociale autour de nous est imprégnée de corruption, d'égoïsme et de désespoir, il y a encore toujours des hommes et des femmes qui sont prêts à engager leurs vies pour que les choses changent pour tous..."

Pedro Cuadrado était auparavant instituteur, né il y a 40 ans dans un village près de Cadix. Pendant presque 20 ans, il lutta comme communiste et passa plusieurs années en prison. Isabel del Pino, auparavant étudiante, était âgée de 35 ans et originaire de Madrid. Elle fut emprisonnée 2 fois. Lors de l'une de ses arrestations, elle fut tellement torturée qu'elle souffrait d'une blessure irréversible à la colonne vertébrale. Elle était la fille de Candelas del Pino qui depuis de nombreuses années est active dans le travail de solidarité pour les prisonniers. Nous parents connaissons le soutien de Candelas, en particulier à partir d'un soutien commun à la longue grève de la faim que menèrent les prisonniers du PCE(r) et des GRAPO de la fin 1989 au début 1991 pour leur re-regroupement. Lors de 2 manifestations en RFA pour lesquelles elle s'était déplacée, nous l'avions sevrée avec force sur notre coeur. Valentin Benito Inigo, auparavant étudiant, était âgé de 31 ans et originaire de Baracaldo en Biscaye. Lui aussi avait été plusieurs fois emprisonné, la dernière jusqu'à la mi-1989 dans la commune Karl Marx à Soria où étaient regroupés dans un grand groupe les mêmes prisonniers des GRAPO et du PCE(r). Quelques uns d'entre nous le connaissent de cette époque par des lettres que nous échangeons -de prison à prison. Ici nous voulons nous tourner vers les parents des trois militants morts et leur exprimer notre profonde sympathie de ce terrible accident. (...)"

Tiré du Angehörigen-Info du 13 mai 1993.

-la revue bi-mensuelle des parents et ami(e)s des prisonniers politiques en RFA-

M R T A



CINQ CENTS ANS

DE RESISTANCE.

LA LUTTE CONTINUE

EXTRAITS DU DOCUMENT DE DISCUSSION DU
1er CONGRES DU MRTA (MOUVEMENT
REVOLUTIONNAIRE TUPAC AMARU, PEROU)
MARS 1992

NOUS NOUS NOURRISSONS DE LA PENSEE ET DE
L'ACTION REVOLUTIONNAIRE DE LA GRANDE
PATRIE :
L'AMERIQUE LATINE.

Nous sommes les continuateurs conséquents du
continentalisme, nous considérons comme nôtre
toute la tradition de la pensée révolutionnaire
latino-américaine.

Avec Bolivar, notre sous-continent livra la
bataille la plus sérieuse pour construire la
grande patrie. Bolivar dénonça très tôt l'avenir
impérialiste des Etats-Unis comme le danger

principal pour le peuple et le continent
latino-américains; il soutint que la seule façon
d'affronter cet immense danger était de construire
l'unité politique de toutes nos nations, et c'est
à cela qu'il dédia une grande partie de sa vie.
Lors de ce combat, il s'opposa au travail
localiste et dispersionniste des oligarchies
nationales et régionales.

La dénonciation de l'essence et de l'avenir
impérialiste trouva en José Martí un grand
continuateur, parce que, ainsi qu'il le disait
lui-même, il avait connu "le monstre de
l'intérieur". Martí fut un autre révolutionnaire
qui appuya l'unité latino-américaine, futur moyen
d'affronter l'empire; il développa la pensée

continentaliste liant l'anti-impérialisme à la lutte pour la justice sociale, avec la lutte armée comme seul chemin pour affronter autant d'ennemis aussi puissants.

La révolution mexicaine est une autre des sources fondamentales auxquelles nous devons puiser; là-bas se déroula une lutte paysanne pour la terre, pour sa culture propre, nationaliste et anti-impérialiste. Cette révolution montra avec ses victoires et aussi avec ses déroutes comment un processus révolutionnaire peut être tronqué.

Aujourd'hui, alors que le socialisme évoque le meilleur de la pensée, de la culture, de l'art, de la science et de la technique pour les mettre au service du peuple et non des minorités privilégiées, il faut revenir à l'étude du mouvement pour la réforme universitaire qui, surgissant à l'université de Cordova (Argentine) frappa les peuples de notre continent à la fin de la deuxième décennie de ce siècle, recueillant son orientation politique, démocratique et populaire pour lui donner une projection programmatique.

L'anti-impérialisme conséquent dans notre continent ne peut atteindre son but non seulement que si le peuple a la vocation de la liberté, mais aussi s'il lutte les armes à la main. Voilà l'enseignement que nous devons tirer de Sandino et de Farabundo Martí.

Cette vision révolutionnaire continentaliste atteint sa plus grande dimension dans la pensée et l'action d'Ernesto Guevara, le "Che".

Pour le Che, la révolution est un acte vital. En prenant congé de Cuba, il écrit : "Dans une révolution, on triomphe ou on meurt, si elle est véritable", et il partit lutter contre "l'impérialisme où qu'il se trouve", puisque "le devoir d'un révolutionnaire est de faire la révolution".

Le Che se distingue non seulement par son dévouement révolutionnaire et humain, mais aussi par son attitude créatrice dans la construction du socialisme. Il rouvre le débat socialiste sur les problèmes de la gestion, de la planification, du marché, de la loi de la valeur dans la construction de l'économie nouvelle, mais surtout il voit dans le rôle de l'homme lui-même un élément central de la construction de la nouvelle société. Le Che fut de ces révolutionnaires qui menèrent la lutte jusqu'à ses dernières conséquences, jusqu'à sacrifier sa vie. L'ennemi fit disparaître son corps, pensant ainsi tuer ses idées; mais aujourd'hui, quand le socialisme exige une rénovation et une vision continentale, l'image et les idées du Che prennent des proportions gigantesques.

LE CHRISTIANISME DES PAUVRES.

Un des torts les plus grands qu'il a fallu affronter dans le travail politique révolutionnaire a été l'opposition absolue entre la vision religieuse des pauvres et la lutte révolutionnaire.

Cette opposition vient de ce que l'Eglise chrétienne, après sa conversion en religion officielle, s'est convertie en soutien du système, justifiant toute sorte d'outrages contre les plus faibles, et parce que l'expérience de notre peuple fut particulièrement dure, tout de suite après l'invasion espagnole au cours de laquelle des millions de Péruviens furent assassinés, notre culture persécutée, les scientifiques assassinés, sous prétexte d'évangélisation. Ces faits, dans notre réalité propre, confirmèrent l'affirmation marxiste selon laquelle "la religion est l'opium du peuple".

Il est également certain que l'anticléricalisme des révolutionnaires marxistes fit partie d'une vision unilatérale, sectaire, simpliste du problème religieux. Cette politique de repousser en bloc la religion -y compris à l'intérieur de celle-ci les secteurs qui avaient une vision religieuse des pauvres- ne fit que produire un abîme entre le peuple chrétien et la lutte révolutionnaire.

On ignore que l'Eglise eut toujours deux grandes orientations : l'une prédominante dans les hautes hiérarchies liées au système d'exploitation, et l'autre qui surgissait du peuple, et s'identifiait avec ses souffrances et ses luttes.

Cette vision ne correspondait pas aux traditions marxistes mais au dogmatisme stalinien. Marx lui-même reconnaissait que la religion était également "le soupir de la créature opprimée" ("Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel"), et Rosa Luxembourgeois disait : "les sociaux-démocrates conscients luttent justement pour faire réalité les idées qui constituent la base de l'Eglise chrétienne à ses débuts", et elle différenciait la hiérarchie du peuple chrétien, affirmant : "Quand le clergé actuel tâche de persuader le peuple qu'il ne subit pas la misère et l'humiliation à cause des scandaleuses relations sociales existantes mais par mandat du Ciel ou par une disposition de la Providence, il le fait en modifiant et en falsifiant les enseignements originaux du christianisme" ("Eglise et socialisme. Sur la religion, II")

Au Pérou, Mariátegui annonça cette nécessaire unité. Son prêche révolutionnaire reprenait beaucoup de la religiosité populaire; il disait que "l'histoire, ce sont les hommes possédés, illuminés par une croyance supérieure, une espérance surhumaine, qui la font". Dans un

programme du Parti socialiste on proposait la "ratification de la liberté de cultes et l'enseignement religieux".

Cette nécessité de rencontre se développa aussi chaque fois avec plus de netteté du côté des chrétiens. Ils savaient que "le moment où l'amour chrétien sent la nécessité de chercher les instruments scientifiques et politiques pour se convertir en une force historique libératrice, c'est quand il rencontre le marxisme" ("Foi chrétienne et matérialisme historique", Giulio Girardi).

Dans l'Amérique latine des années soixante, Camilo Torres devint le symbole le plus élevé de cet engagement des chrétiens pour la révolution. Il mena sa lutte, au cours de laquelle il mourut conséquemment, les armes à la main, comme une nécessité pour accomplir "le principal du catholicisme" : l'amour du prochain.

Et il existe des points fondamentaux de coïncidence entre le christianisme originel, le christianisme des pauvres, celui de la théologie de la libération, et la lutte révolutionnaire.

Le christianisme surgit en tant que religion au cœur d'une lutte du peuple juif contre l'Empire romain qui s'appuyait sur la hiérarchie ecclésiastique juive. Pour cela Jésus affirma qu'il serait plus facile de faire passer un chameau par le chas d'une aiguille que de faire entrer un riche au royaume des cieux. De ses apôtres il exigeait d'abandonner leurs biens avant de venir avec lui. Le témoignage des chrétiens du Ier siècle est dramatique parce que, n'acceptant pas les desseins anti-chrétiens de l'Empire romain, ils furent torturés, enlevés et assassinés ("livre de l'Apocalypse")

Cette foi religieuse avait une vision de l'homme qui est la même vision du nouvel homme que propose la révolution : un homme qui cesse d'être un loup pour ses frères, qui soit solidaire, qui soit capable de se sacrifier pour l'amour de son prochain, qui aime le travail comme réalisation suprême de l'homme, la recherche du bien-être du peuple, repoussant l'opulence que prêche le consumérisme capitaliste. Pour cela les chrétiens révolutionnaires reprennent l'enseignement de "ciel nouveau et terre nouvelle, où règne la justice".

Dans notre patrie, le christianisme, depuis ses débuts, eut deux visages : celui de Valverde, du conquistador, du complice du pillage, de l'exterminateur de notre peuple, et l'autre, du père de Las Casas, défenseur des humbles, dénonciateur des mauvais traitements.

Ces deux orientations ont été présentes dans toutes les luttes de notre peuple, comme nous l'avons mentionné en retraçant notre histoire et le développement des idées révolutionnaires.

Mais de plus il existe dans notre patrie une vision religieuse particulière à notre peuple, qui

put transformer cette imposition en une défense de sa propre culture, de ses mythes et croyances. Les croix ne se trouvaient pas, seulement dans les églises mais aussi lors des rites, distincts de l'Eglise officielle, qui ont eux aussi leur propre symbolologie. L'Enfant Jésus des pauvres et des peuples humbles s'appelle le Nino Manuquito; il existe des christs crucifiés pour les riches et des pauvres, comme le Seigneur des Miracles ou le Seigneur des Tremblements. Ainsi il n'est pas étonnant que le Pérou ait été le berceau principal de la théologie de la libération, qui vise à la rencontre du christianisme et de la lutte des pauvres.

Alors qu'il y a de nos jours de grandes inquiétudes pour la paix, il existe aussi deux visions chrétiennes sur ce sujet. L'une prêche une paix abstraite, qui peut se terminer par une paix des cimetières. Et l'autre, qui est la paix inhérente à la justice sociale, reprend des enseignements comme ceux du prophète Isaïe : "Et l'effet de la justice sera la paix; le travail de la justice repos et sécurité pour toujours."

Pour cela nous pensons, à l'instar de Gramsci, que nous devons créer des vases communicants entre les militants pour le règne de Dieu et les militants pour le règne de l'homme. Car aujourd'hui la croix du Christ des pauvres est la croix du peuple, et il est l'heure de choisir : AVEC LE PEUPLE OU AVEC CESAR.



UN MARXISME CREATEUR, GUIDE POUR L'ACTION.

Profitant de l'échec du prétendu socialisme réel, les idéologues du Capital développent une grande offensive et se pressent d'annoncer la fin de l'idéologie révolutionnaire, du marxisme. Ils proclament que la société capitaliste est l'unique façon de garantir le développement de l'humanité, que le progrès individuel n'a pas d'autre alternative que de fouler aux pieds d'autres êtres humains pour atteindre ses propres buts.

Ces prophètes se trompent : la recherche humaine de l'égalité est aussi vieille que l'humanité elle-même. Cette lutte forma, pas à pas, un idéal révolutionnaire. A l'époque même où Spartacus se levait en armes, d'autres, comme les Gracques, furent les tribuns des humbles et, pour cette raison, furent assassinés : on les considérait comme des éléments dangereux par les forces et la justesse de leurs idées.

Toutes les grandes révolutions contribuèrent à forger cet idéal. L'étendard de la Révolution française, avec son cri de "Liberté, Egalité, Fraternité", ne flotte pas au mât des grands monopoles ni des gouvernements impériaux, qui nient aux peuples la liberté, qui défendent les discriminations et creusent l'abîme des différences ; ces consignes ne peuvent être inscrites que sur les oriflammes de la révolution sociale. La proclamation des droits du citoyen dans la Révolution nord-américaine ne peut pas être le fondement d'un empire qui a mené une politique systématique de violation de tous les droits.

Le marxisme a systématisé cette avancée de la pensée humaine, comme une vision dialectique.

Le marxisme est une science. Ce n'est pas un ensemble de concepts, mais une méthode, une manière d'interroger la réalité et un guide pour l'action révolutionnaire. Le marxisme n'est pas une religion ni une doctrine du salut.

Il reconnaît comme moteur de l'histoire la lutte des classes (découverte par les théoriciens de la révolution bourgeoise), signale que cette lutte conduit à une révolution qui est le début de la fin des classes elles-mêmes, et qu'il existe une classe capable de prendre la tête de ce processus : les travailleurs.

Nous assumons la critique de Karl Marx du système capitaliste et son analyse scientifique qui aboutit à la conclusion qu'il existe une alternative : le socialisme. Marx découvre dans la propriété privée des grands moyens de production la source originelle de la division en classe et de l'exploitation de l'homme par l'homme, voilà pourquoi il propose que la révolution avance vers son abolition progressive au moyen de la socialisation croissante de la propriété et de la gestion des moyens de production.

Dans cette nouvelle société s'établira la démocratie des exploités et des opprimés, qui conquerront le droit de décider de leur destin.

Ainsi, nous comprenons la liberté des êtres humains non comme la liberté de faire du commerce, qui favorise les exploités, mais comme la liberté de l'homme fondée sur sa capacité à transformer la nature en vue de son bénéfice matériel et spirituel à travers un processus qui lui permet de passer du règne de la nécessité au règne de la liberté. Nous partageons avec Marx l'idéal d'une société libertaire, ainsi qu'elle

fut proposée dès la Commune de Paris.

Dans cette société la personne s'humanise et s'affirme à travers le travail, au lieu que ce dernier constitue une forme d'aliénation capitaliste. Le travail -comme dans nos communautés des Andes- doit être une fête quotidienne où les hommes partagent volontairement la tâche de transformer la nature, et ne doit pas être un sacrifice ni une contrainte extérieure. Au lieu d'être un simple moyen d'existence, le travail retrouvera son rôle essentiel qui fait que l'homme s'élève au-dessus des autres êtres vivants. Par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production, le travail constituera également une relation nouvelle et solidaire entre les hommes.

La lutte des opprimés pour atteindre leur liberté et leur justice, ne peut emprunter un autre chemin que la force pour rompre la machinerie étatique de terreur qui soutient un système injuste. Nous concevons la révolution comme un processus permanent de transformation, jusqu'à la disparition de toutes les classes. Le nouvel Etat doit être le peuple lui-même organisé.

L'échec et la déroute du prétendu socialisme réel veut être présenté par les bourgeois comme l'échec total de la théorie marxiste pour la construction de la nouvelle société socialiste. Sans omettre de reconnaître que ces événements montrent des limitations de l'instrument théorique marxiste, il est nécessaire d'affirmer clairement que la théorie qui soutenait ces expériences, si elle trouvait en effet son origine dans le marxisme, a fini par constituer un corps théorique complètement étranger à son esprit et à ses fondements.

Ces sociétés, si elles ont réussi à résoudre des problèmes matériels de base pour la survie humaine, en revanche ne furent pas capables d'affronter les problèmes de la démocratie populaire, la transformation de l'homme, le saut de la révolution technico-scientifique. La tâche de résoudre ces problèmes échoit aux révolutionnaires d'aujourd'hui et du futur.

La situation actuelle du monde capitaliste montre, d'un côté des pays impérialistes où vit la minorité de l'humanité avec un haut degré de développement industriel technico-scientifique et une certaine commodité pour d'importants secteurs de sa population et une grande opulence des grands monopoles, mais sans éliminer la misère d'autres secteurs. De l'autre côté se présente la situation des pays du tiers monde où vivent 80% de l'humanité, chaque fois plus en retard sur le développement monde et dont l'absolue majorité de la population s'enfonce dans la plus scandaleuse misère. Cette situation confirme les fondements de l'analyse marxiste sur la société capitaliste, ses contradictions et la nécessité de la révolution sociale.

L'instrument théorique marxiste a démontré sa validité pour le peuple, à un moment historique déterminé, preme le pouvoir sur plus du tiers de la planète. Pour poursuivre cette entreprise humaine tronquée, il est nécessaire de recommencer la recherche, à partir de ces piliers fondamentaux, mais en sachant que cela requiert une recreation totale.

L'IDEOLOGIE SE DEVELOPPE EN SE RECREANT. LE ROLE DE LENINE.

L'âme du marxisme est sa capacité d'analyse objective, universelle et en constant mouvement. Son essence révolutionnaire réside précisément en ce qu'il est la théorie du changement, et comme telle, la théorie elle-même doit être en constante évolution.

Chaque fois que le marxisme s'est ossifié, on a constaté des reculs et des capitulations. Les révolutions, pour triompher, durent rompre avec les positions qui voulaient geler la théorie révolutionnaire.

A la fin du siècle passé, peu après la mort d'Engels, ceux qui lui succédèrent à la tête de la IIe Internationale, derrière un apparent dogmatisme, furent les premiers qui tentèrent de convertir le marxisme en une théorie morte.

Rompant avec cette congélation surgit une génération de révolutionnaires qui entreprirent de nouveau la lutte révolutionnaire. Se détachent parmi eux Rosa Luxemburg, Antonio Gramsci et particulièrement le révolutionnaire russe Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine.

Lénine dirigea le parti des bolcheviks russes, qui furent les premiers à résoudre la tension révolutionnaire entre la théorie et la pratique, en abattant l'Etat tsariste, en conquérant le pouvoir pour les travailleurs et en mettant sur pied la première expérience de construction du socialisme.

Les apports de Lénine furent importants. Certains de contenu universel, et d'autres qui répondent aux particularités de la réalité soviétique. Cette différenciation revêt son importance car, au nom du léninisme, s'universalisèrent également les particularités de la réalité russe sans considération pour le moment historique au cours duquel se réalisa cette expérience. Le grand mérite de Lénine fut précisément de développer le marxisme en l'adaptant à la réalité mondiale et nationale qu'il vivait.

Aussi furent normales les divergences entre révolutionnaires. Par exemple, le débat entre

Lénine et Rosa Luxemburg revêt une énorme importance.

Possèdent un contenu universel la caractérisation léniniste de l'impérialisme, l'affirmation de la possibilité de la révolution dans chaque pays à partir de la théorie du maillon faible; le développement des caractéristiques de l'Etat capitaliste moderne; les lois de la lutte au cours des étapes révolutionnaires; la nécessité d'un parti d'avant-garde très solidement organisé et uni pour défaire la machinerie politique et militaire des oppresseurs.

L'expérience léniniste démontre qu'en définitive ce sont les êtres humains qui font l'histoire, avec leur volonté consciente, que le socialisme n'est pas un produit fatal des contradictions du capitalisme.

Il s'oppose à l'évolutionnisme social-démocrate qui rêvait d'une tranquille transition au socialisme, accaparant graduellement l'institution démocratique bourgeoise et élargissant l'interventionnisme étatique dans l'économie. De cette façon, disaient-ils, le socialisme tombera comme un fruit mûr de l'arbre du capitalisme, sans ruptures ni révolutions. La Première Guerre mondiale mit fin à des rêves aussi idylliques et révéla toutes les contradictions, violences et misères du capitalisme, inscrivant la révolution à l'ordre du jour.

D'autres aspects correspondirent strictement à la réalité de la Russie et des pays qui formèrent l'URSS. Ces aspects sont les formes insurrectionnelles de la révolution bolchevique, la forme soviétique du pouvoir, l'existence du parti unique des travailleurs, les principes du développement économique, les styles du débat, etc. La généralisation de ces particularités, au nom du léninisme, a causé d'énormes torts.

Elle eut des effets terriblement négatifs pour la révolution lorsque la IIIe Internationale Communiste, organisée pour aider le développement des partis révolutionnaires, transforma en instruments tous les partis communistes autour d'un centre déterminé par les dirigeants du PCUS.



LA LUTTE CONTINUE

Les révolutions qui triomphèrent par la suite signifiaient des ruptures plus ou moins importantes avec cette vision schématique.

Dans la lutte révolutionnaire des peuples d'Europe en particulier, dans la résistance contre le fascisme et pour le socialisme, il fallut rompre avec la vision erronée de la direction de l'Internationale Communiste en repoussant la vision nationale de la révolution.

Sont également fort importants les apports de l'italien Antonio Gramsci, surtout quant aux aspects de la démocratie et de la culture.

A notre époque, deux faits marquent l'histoire mondiale. Le triomphe de l'Armée Rouge sur le fascisme, qui montrait les avancées -malgré ses graves déformations- du socialisme en URSS, et la victoire révolutionnaire dans le pays le plus peuplé de la terre, la Chine.

La révolution chinoise fut une expérience riche et complexe dans un pays énorme du prétendu tiers monde, qui dut rompre avec les principaux schémas de la IIIe Internationale. Les masses qui la soutinrent étaient fondamentalement paysannes, le contenu de la révolution fut démocratique-national, agrariste, avec un traitement distinct pour la bourgeoisie, adaptant le marxisme à la mentalité du peuple chinois. Dans tous ces apports se détache Mao Zedong. Cependant, dans la construction du socialisme il reprit les moules fondamentaux du "socialisme réel" dont les effets font aujourd'hui souffrir la Chine quand elle soutient une modernisation de son économie mais avec un modèle politique fortement autoritaire.

La conversion des apports qui souvent n'étaient fonction que de la réalité chinoise en vérités universelles, dans le cadre de la confrontation pour l'hégémonie révolutionnaire avec l'URSS, causa de profonds dommages et aboutit à schématiser encore plus la vision chinoise du marxisme, la transformant en une vision messianique et quasi religieuse.

Après la Seconde Guerre mondiale, les luttes révolutionnaires des peuples du tiers monde s'intensifièrent.

Les révolutions de Corée et du Viêt-nam réalisent de grands apports, comme ceux du Parti du Travail du Viêt-nam avec de remarquables théoriciens comme Ho Chi-min, Le Duan, Nguyen Van Giap, dans des aspects comme la formation du front unique national-anti-impérialiste, la relation entre l'avant-garde et les masses dans la construction du pouvoir populaire sur le chemin même de la guerre révolutionnaire, les principes

d'une guerre révolutionnaire contre un ennemi infiniment supérieur en nombre et en armes. Les principes de la guerre de guérilla comme la stratégie furent appliqués dans la majorité des expériences révolutionnaires des peuples exploités. Ce furent également eux qui développèrent les premiers le travail diplomatique lié à la guerre révolutionnaire.

Les peuples africains enrichissent la théorie révolutionnaire mondiale. Ils démontrent que, dans des conditions déterminées où il existe une trop forte faiblesse numérique et politique des travailleurs, d'autres classes et couches sociales peuvent assumer un rôle révolutionnaire conséquent. Que les chemins pour la libération nationale et sociale sont infiniment riches, pouvant amalgamer jusqu'à des orientations national-religieuses.

Pour nous, est d'une importance exceptionnelle l'expérience révolutionnaire latino-américaine. Ici existe un développement industriel qui permet aux travailleurs de jouer un rôle politique d'avant-garde. Le paysannat est la base naturelle de la révolution; c'est pourquoi dans la majorité des cas il se convertit en la force principale de soutien de la guerre révolutionnaire. Il existe des secteurs des classes moyennes et des intellectuels qui s'identifient au nationalisme et au socialisme, qui se transforment en facteurs d'extraordinaire importance pour la recreation de la théorie révolutionnaire. Il y a des secteurs marginalisés de la bourgeoisie qui, bien qu'ayant perdu leur potentiel révolutionnaire, peuvent être gagnés comme alliés des processus révolutionnaires. Le rôle de secteur très larges de l'Eglise chrétienne peut apporter non seulement des contingents humains à la révolution mais aussi fournir des acteurs importants dans la formation de la théorie révolutionnaire.

Le développement extraordinaire des tactiques et stratégies de la guerre de guérilla fait de notre continent le théâtre le plus riche de l'action armée révolutionnaire. La vision continentaliste de la révolution. La vision exceptionnellement humaniste de tous ces processus révolutionnaires.

Tout cela démontre que l'unique façon de faire avancer la théorie révolutionnaire est sa constante adéquation aux réalités changeantes et aux particularités de chaque pays, en étant capable de donner des réponses concrètes à des problèmes concrets et toujours nouveaux, en cherchant à avancer vers cet idéal humain de la société juste, libre et d'égaux.

L'énorme tort causé par le prétendu socialisme réel réside précisément dans cette congélation et ce simplisme presque religieux qui aboutit à des formes bureaucratiques complètement étrangères aux sentiments de leurs propres

peuples, réduisant ainsi à néant les luttes héroïques livrées par ces peuples et des générations entières de révolutionnaires.

VERS UNE RENOVATION ETHIQUE

La révolution sociale ne signifie pas seulement la transformation des relations sociales et productives, mais aussi la destruction des vieilles idées qui soutiennent le système de domination.

Par la pratique nous voulons révolutionner toutes les formes d'oppression actuellement existantes : économiques, politiques, culturelles, sexuelles, raciales, etc.

La nouvelle morale pour laquelle nous parions ne surgit pas mécaniquement des changements économiques, elle se forge seulement à travers la pratique vivante et quotidienne des masses : dans les organisations populaires, dans les colonnes guérilleras, dans les tranchées théoriques, dans les forums internationaux, où nos combattants débroussaillent le chemin, main dans la main avec le peuple.

Nous retrouvons la dimension éthique de la politique, comme la lutte pour la justice et le bien-être de la majorité de notre peuple. Nous rejetons la politocailerie créole, le caudillisme, l'arrivisme, l'absence de scrupules et les désirs de pouvoir personnel.

L'actuelle décomposition morale du pays s'exprime particulièrement dans le compromis de la classe dominante avec le narcotrafic et dans la corruption généralisée de toutes les institutions qui exercent le pouvoir politique et économique. Le chômage, produit direct de la crise économique, constitue un facteur supplémentaire qui jette de larges secteurs de la jeunesse et de la société dans la délinquance, la consommation de drogues, la prostitution, démoralisant de grands secteurs de la population.

Dans les conditions de sous-développement économique dont souffrent nos peuples, le rôle de la conscience acquiert une dimension fondamentale : elle est la force qui peut renverser les désavantages matériels, une arme pour arriver à ce que les forces productives et les relations de production cessent d'être des moyens perpétuant la domination.

Nous construisons une nouvelle culture nationale et universelle à la fois, qui nous aide à forger de nouveaux modes de vie, assurant en premier lieu des conditions matérielles qui restituent aux hommes et aux femmes leur dignité en tant que tels; en faisant que chacun sente "sur sa joue la gifle donnée sur la joue de n'importe

quel homme", comme le disait Martí.

Nous nous considérons comme une partie de l'avant-garde du peuple péruvien et nous ne pensons pas que notre projet politique soit l'unique correct, ni ne croyons que nous possédions déjà une théorie achevée. Avec modestie, mais avec fermeté, nous assumons le défi de débattre et d'enrichir de façon permanente nos propositions sur le chemin de l'édification du pouvoir populaire.

CONSTRUIRE L'HOMME NOUVEAU

La révolution est par essence la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'éradication de la misère et du chômage. Cette action requiert non seulement d'écraser par la force la résistance des classes exploiteuses et antinationales, mais également de grands sacrifices du peuple avec des hommes et des femmes capables de les faire. Le socialisme doit créer de nouvelles valeurs humaines supérieures aux valeurs forgées dans la société capitaliste.

La société socialiste que nous nous proposons de construire se fonde sur la solidarité comme forme principale de relation entre les êtres humains, opposée à l'individualisme égoïste du capitalisme.

Dans la construction de la nouvelle société, on en finira également avec tout type d'exploitation et de discrimination de la femme, jusqu'à nos jours soumise aux mauvais traitements économiques, à l'abus quotidien, condamnée à la routine de la vie domestique, aux vexations sexuelles.

Dans la construction révolutionnaire, les enfants méritent une attention spéciale, principalement ceux des secteurs populaires, ainsi que les vieillards et ceux qui souffrent de limitations physiques ou psychologiques. Tous, du fait qu'ils sont les plus faibles, sont oubliés et agressés par l'actuel système d'injustice.

L'homme nouveau se forge au cours de l'action permanente, c'est un "homme en révolution" qui occupe la place centrale dans la construction de la nouvelle société, qui change lui-même durant le processus de transformation de la société, qui transcende l'individualisme. L'homme comme être concret, dont l'individualité est assumée par la révolution comme signe sans équivoque d'un véritable changement de la société dans son ensemble.

Nous concevons cet homme nouveau, selon les paroles du Che, comme "essentiellement humain, purifié au moyen du travail et de la solidarité". Cet homme nouveau est celui qui ressent dans sa propre chair chaque injustice contre n'importe quelle personne, celui qui questionne, qui exige,

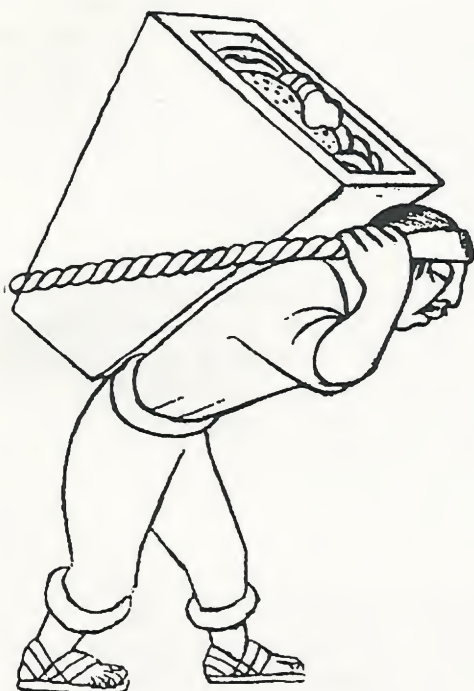
qui ne s'incline pas devant le pouvoir. L'homme nouveau a une seule morale : ce qu'il fait coïncide absolument avec ce qu'il dit.

La morale révolutionnaire n'est pas une proposition idéaliste ou romantique, mais un composant essentiel de la révolution, puisque, en luttant consciemment pour une nouvelle société, l'homme change lui-même, il impose la prédominance socialiste sur les résidus du capitalisme, il agit directement sur la production et l'économie et, finalement, il crée les bases concrètes pour le futur.

L'homme nouveau s'insurge contre les flatteries corruptrices du pouvoir, lequel n'est, pour un révolutionnaire, qu'une responsabilité

majeure, et non pas un avantage sur les autres ni un moyen pour jouir de privilèges. Ainsi, l'homme nouveau, l'homme de l'avant-garde, est le meilleur, le plus complet des êtres humains, étroitement liés aux masses, qui travaille inlassablement pour la révolution.

L'homme nouveau, idéal de la nouvelle société, doit se forger dès aujourd'hui, par exemple vivant, par l'étude, par le travail, se situant en première ligne de la lutte, sans espérer d'autre récompense que la satisfaction d'avoir accompli son devoir envers son peuple et sa patrie.



MRTA

Le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru a surgi et s'est développé en tant que force organisée de notre peuple qui depuis des siècles lutte pour changer sa situation de retard, de misère et d'humiliation.

Sa formation fut le produit des luttes de notre peuple en proie à une profonde crise économique, politique et sociale.

1. Presque deux décennies de crise économique et sociale ont apporté des changements importants dans notre société, particulièrement dans le camp populaire. Le prolétariat, durant les années soixante-dix, fut la classe de l'avant-garde : nombreuse et combative. Dans les années

quatre-vingt, son organisation et sa combativité s'affaiblirent, du fait des licenciements massifs causés par les fermetures d'entreprises et la réduction de l'appareil d'Etat, l'affaiblissement des syndicats devant l'augmentation des personnels précaires; la chute des salaires réels qui oblige à s'occuper à d'autres activités plus rentables et non salariées; la prédominance des courants réformistes au sein des directions corporatives, qui se sont substituées à l'action directe des masses; la crise de la majorité des branches industrielles.

Surgissent dans notre structure sociale les prétendus travailleurs informels, qui sont en nombre croissant des Péruviens qui se consacrent

au micro-commerce et à la micro-industrie. Les classes moyennes, professionnels, techniciens et employés, se paupérissent rapidement. La masse assume sa propre croissance face à l'absence d'un Etat dirigeant et promoteur, phénomène que les études nomment "débordement populaire", sa croissance et ses perspectives dépassant les limites de contrôle du système.

L'Etat et ses institutions traversent la pire crise qu'ils aient connue. Tous les secteurs réalisent périodiquement d'intenses grèves qui montrent que la crise se situe à tous les niveaux : santé, université, villes, ports, douanes, etc.; même les institutions tutélaires expriment leur mécontentement; la police et les membres civils des forces armées manifestent dans les rues. Tout cela fait partie de la nouvelle géographie sociale. Le plus remarquable, sans aucun doute, est le degré de militarisation et la violence politique et sociale qui s'est étendue à tout le pays et le traverse de part en part.

2. La naissance et le développement du MRTA correspond à un processus de recomposition de l'avant-garde devant une réalité qui impose de nouvelles tâches et de nouveaux défis. Face au réformisme qui a joué toutes ses cartes à la roulette électorale et face au projet autoritaire et dogmatique du Sentier Luminé, nous portons en avant une alternative de lutte armée révolutionnaire et de pouvoir populaire.

Il fallut naviguer entre les mauvais desseins des uns et le scepticisme des autres, en cherchant à revendiquer le droit légitime de nous insurger les armes à la main en même temps que de renforcer le mouvement populaire et ses organisations.

Au bout de toutes ces années, nous avons ouvert un espace révolutionnaire en tant que force politico-militaire qui fusionne avec la base sociale populaire.

3. Notre conception de la lutte sociale et politique est offensive, dynamique, combative. L'initiative doit venir du peuple. Le peuple doit avancer en construisant et en façonnant son histoire. Cette conception nous permet, sur le terrain de la confrontation avec nos ennemis, d'accumuler des forces agissant sur la conjoncture, frappant fort l'ennemi et ses intérêts, concentrant ou dispersant nos forces en fonction des nécessités, utilisant toutes les formes de lutte, communiquant constamment avec notre peuple, mais cherchant toujours à avancer par bonds. Cette ligne d'action est celle que forge un esprit stratégique. Notre pensée se situe non seulement dans le présent, mais aussi se projette dans le futur. Nos yeux regardent ce que font nos mains, mais aussi ils guettent ce que

peuvent faire les milliers de mains des Péruviens s'ils sont capables de s'unir. Notre croissance dépend de nos propositions au peuple et des coups que nous donnons à l'ennemi. L'expérience nous a montré que, dans la mesure où nous frappons avec plus de force l'ennemi, s'élargit notre espace politique et s'ouvrent de meilleures conditions pour formuler nos propositions politiques et faire faire parvenir aux larges masses notre message de libération et d'autogouvernement. Notre action politico-militaire durant toute cette période nous a assuré la cohésion, la sécurité, la croissance de nos rangs.

La lutte armée, en même temps qu'elle nous sert d'axe d'accumulation interne, dans la pratique permet au peuple de renforcer ces organisations populaires et d'accroître ses luttes avec des perspectives stratégiques. En peu de temps nous avons pu nous convertir en une organisation avec une influence croissante dans la lutte des classes. La décision, l'opportunité et la justesse de nos actions nous éloigne de quelque idéologisme que ce soit et du maximalisme.

4. Le MRTA est une alternative patriotique de notre peuple, dans la mesure où nous défendons les intérêts des majorités nationales de la campagne et de la ville, dans la mesure où nous recueillons les valeurs de notre identité nationale, millénaire et de toutes les races ("todas las sangres").

5. Nous sommes le résultat de la somme des efforts des camarades et des noyaux révolutionnaires qui dans un premier temps accumulèrent des expériences dans divers partis et organisations populaires et qui, avec l'incorporation de milliers d'hommes et de femmes des endroits les plus divers, participent aujourd'hui de cette synthèse qui est dépassement. C'est une qualité importante et un exemple pour la gauche, accoutumée aux divisions et aux excommunications.

Face à la crise d'une gauche sans personnalité et sans volonté de pouvoir, nous maintenons l'initiative de la lutte, nous renforçons notre identité révolutionnaire et nous manifestons notre décision de LUTTER POUR LE POUVOIR, ce qui fait de notre projet une alternative réelle afin que le peuple réunisse ses forces et son expérience en un seul creuset pour la révolution.

6. Nous revendiquons la dimension éthique de la politique révolutionnaire, si malmenée par la décomposition morale de l'actuelle société. Notre enseignement se fait à travers l'exemple quotidien

et permanent. Le premier élément en est la cohérence entre la théorie et la pratique; le second facteur est le témoignage quotidien que nos cadres donnent sur tous les terrains de lutte, dans les campagnes et dans les villes, dans les prisons et dans la lutte de masses, montrant leur dévouement et leur sérieux révolutionnaire, leur honnêteté et leur justesse. Cela nous donne une autorité morale qui constitue un capital politique inestimable.

7. Depuis les origines, le MRTA a maintenu sa plus totale autonomie idéologique, politique et matérielle à l'égard de quelque force ou centre international. Nous nous appuyons sur nos propres forces et sur la force de notre peuple. Cela garantit la pleine indépendance de nos décisions, caractéristique qui nous a permis d'affronter dans de meilleures conditions la débâcle du prétendu camp socialiste.

8. Un des aspects les plus significatifs et importants de notre projet est sa totalité, son déploiement sur tous les terrains. Avec comme axe principal notre mode d'action, la lutte armée, nous croyons que toutes les formes de lutte sont possibles et nécessaires dans le cadre de la lutte révolutionnaire. Au fur et à mesure que nous nous développons et que l'espace politique révolutionnaire s'élargit, en fonction de ce que les conditions permettent et exigent, cette totalité s'accroît. Nous avons besoin de mener la lutte sur tous les plans : légaux et illégaux, armés et non armés, dans la lutte politique et idéologique, dans la propagande et les moyens de communication, dans l'art et la culture, dans les corporations et les organisations du pouvoir des masses, dans la politique d'alliances, dans la solidarité et la diplomatie internationale, etc., en cherchant à donner des réponses aux exigences des masses et de la révolution péruvienne.

9. Notre développement a passé par plusieurs moments. Il part des premiers efforts pour l'organisation jusqu'à 1985. Durant cette période, la propagande armée fut l'axe de l'activité, son objectif fut d'ouvrir un espace politique, de rendre publique une proposition, une alternative, mais également de forger l'organisation et les cadres. La deuxième période correspond à l'extension de la lutte guérillera à tout le pays. En 1987, avec l'apparition du Front nord-oriental, débute une nouvelle étape, au cours de laquelle nous en arrivons à nous constituer en une alternative concrète, en une force capable d'assumer de croissantes responsabilités dans la conduite révolutionnaire de notre peuple.

Aujourd'hui nous sommes en train de construire l'organisation dans une étape supérieure du déroulement de la guerre révolutionnaire, au cours de laquelle se forge, depuis la base, depuis les peuples, les prémisses du nouveau pouvoir révolutionnaire. Dans cette entreprise se résoud : la création de l'Armée populaire Tupacamariste, la construction du pouvoir populaire - et les tâches qu'il implique, de production, de justice, d'organisation sociale, d'éducation, de culture, etc. - dans les zones d'influence guérilla, la combinaison de la lutte politique et de la lutte armée, l'établissement d'alliances, l'affinement et la précision de notre programme et la construction d'une arrière garde internationale. Voilà quelques-unes des tâches qui demandent une attention spéciale et des réponses adaptées.

Dans ce contexte, il y a trois nécessités qui nous imposent notre propre croissance et qui requièrent toute notre préparation : premièrement la reproduction et la formation de cadres, en élevant leur formation générale, capables de résoudre les divers problèmes; deuxièmement, la nécessité de franchir un nouveau saut qualitatif dans la confrontation politico-militaire, frappant avec plus de poids l'adversaire, objectif pour lequel nous avons besoin d'un élargissement substantiel et d'une plus grande qualification de nos forces; et troisièmement, la nécessité de perfectionner l'élaboration théorique et la systématisation de nos propres expériences et de celles du peuple péruvien qui nous arme idéologiquement et politiquement pour affronter nos responsabilités croissantes.

FONDEMENTS POLITIQUES

1. La révolution péruvienne est essentiellement populaire, démocratique, patriotique, anti-impérialiste, en chemin vers une société où s'achève l'exploitation de l'homme par l'homme, vers une société juste : une société socialiste.

Cette révolution représente les intérêts de l'absolue majorité de notre peuple. Au sein du peuple, le secteur de l'avant-garde est occupé par les travailleurs, les paysans pauvres, les masses d'inemployés et de sous-employés dans les centres urbains, les intellectuels, les couches moyennes appauvries et spécialement ses secteurs jeunes; ceux-là sont les secteurs les plus dynamiques et offensifs, ce sont ceux qui sont dans les

meilleures conditions pour s'intégrer à un projet politico-militaire.

Le MRTA représente les intérêts de tout le peuple opprimé, et spécialement ceux de ces secteurs d'avant-garde.

2. La révolution est un fait conscient : elle est le résultat de l'intervention de la volonté humaine dans le processus historique. Cela rend indispensable une avant-garde capable de centraliser toutes les forces qui affrontent l'Etat et la grande bourgeoisie et de les conduire à la victoire. L'intervention consciente dans l'histoire suppose de se donner un programme scientifique, résultat d'une connaissance de la réalité, et d'un instrument organisationnel qui permette de concentrer dans une seule direction les énergies dispersées.

Le parti révolutionnaire est cet instrument organisationnel de la classe travailleuse, une avant-garde, un état-major du peuple. Il regroupe les secteurs les plus conscients et prêts de notre peuple, décidés à consacrer leurs efforts à la tâche révolutionnaire. Le parti révolutionnaire fait partie du peuple et ne lui est pas un élément étranger, mais au contraire sa partie la plus avancée, celle qui maintient son activité systématique dans les divers moments de la lutte des classes, c'est-à-dire qu'il n'agit pas seulement quand le mouvement social est en ascension, mais également quand celui-ci est en phase descendante servant à maintenir vivante la flamme de la révolution dans n'importe quelle circonstance.

Il est, donc, représentant et dirigeant des masses. Représentant dans la mesure où il exprime ses aspirations et intérêts, dirigeant dans la mesure où il n'exprime pas seulement ses intérêts immédiats ni les états d'âme circonstanciels du peuple, mais qu'il agit sur les masses pour rendre possible la matérialisation d'un programme qui recueille ses aspirations historiques.

3. Le MRTA est un instrument de combat de notre peuple, dans la mesure où nous ouvrons un chemin, avec la force de nos armes, pour le développement plein des organisations populaires, pour la démocratie et la lutte du peuple pour une vie digne et une société juste. Dans la mesure où nous frappons l'ennemi, nous démontrons que non seulement il y a des raisons de faire la révolution, mais également qu'elle est possible. Que le peuple a le droit d'exercer la violence révolutionnaire et que, de plus, les classes dirigeantes et leurs forces armées ne sont pas invincibles.

Le MRTA naît et croît, pour cela même, dans la lutte armée, dans toutes les expressions de la

lutte populaire, complétant la violence des masses par la violence de l'avant-garde; au fur et à mesure qu'il avance sa proposition, il articule toutes les formes de lutte et l'organisation du peuple dans une seule direction stratégique.

Dans la mesure où il pénètre dans les masses, il transforme l'organisation populaire elle-même, renforçant sa puissance stratégiquement, la transformant en pouvoir populaire, en pouvoir alternatif à l'actuel système qui nous opprime. Ainsi se construisent dès maintenant les ciments de la nouvelle société.

4. Le parti est un instrument pour la transformation et le changement en permanent développement et perfectionnement, et non une fin en soi où toute la vérité est déjà écrite. Nous ne sommes pas d'accord avec cette conception fétichiste et religieuse du parti.

Nous comprenons le parti comme un instrument, comme moyen, comme résultat d'un processus historique. Il est un élément vivant et dynamique qui se modifie en accord avec les diverses circonstances et nécessités de la lutte révolutionnaire, avec les variations dans les rapports de force, la parti constituant lui-même un facteur de ces rapports.

5. Le parti est un architecte de l'histoire, une force vivante et agissante qui cherche à influencer sur les circonstances pour les changer. L'avant-garde n'est donc pas une académie ou un centre d'études sociales ; la théorie est un guide pour l'action et à tout moment elle doit intervenir dans la lutte de classes, son meilleur argument est celui de la praxis révolutionnaire.

L'avant-garde est un facteur de continuité dans la lutte des classes, plus au-delà de la connaissance profonde des mouvements sociaux. Sa fonction n'est pas de mener des recherches sur la lutte des classes et de la contempler, mais d'interpréter les faits et l'histoire pour y intervenir, en modifiant les relations sociales d'injustice, en explorant les diverses voies et possibilités d'avancement de la révolution, en frappant l'ennemi et en mettant à nu sa nature, et en transmettant aux masses son expérience, sa confiance et la sécurité dans ses propres forces et dans sa capacité pour conduire son destin.

La clé de la dialectique et de la politique est "l'analyse concrète de la situation concrète". Cela signifie que le facteur déterminant de l'action politique est la conjoncture. Savoir agir dans la conjoncture, évaluer l'état des diverses forces et déterminer les consignes, objectifs et façons de procéder, tel est la science et l'art révolutionnaire.

L'avant-garde est, par cela même, un

intellectuel collectif : le maillon entre la théorie et la pratique. Sans pratique, la théorie devient un savoir abstrait, et sans théorie, la pratique devient un activisme stérile. En intervenant comme force consciente dans le processus historique, l'avant-garde réunit les conditions pour découvrir les lois, les contradictions et les particularités de la société, à condition qu'elle possède la prédisposition et l'ouverture pour apprendre de la réalité et non pas prétendre donner des leçons à la réalité.

6. Le parti est l'embryon de la nouvelle société à construire. Dans ses relations internes, dans sa relation avec les masses et dans son attitude dans la vie quotidienne, le parti commence à créer la société qu'il prétend construire.

Cela signifie comprendre l'avant-garde comme une création collective, comme un effort partagé de tous ses membres, qui depuis leurs divers postes édifient l'organisation.

La relation avec les masses doit être fluide, respectueuse et ouverte. Le rôle du parti est de diriger les masses et d'apprendre d'elles. Ce sont les masses qui font la révolution, seulement dans la mesure où elles assument leur propre tâche révolutionnaire; quand cela se produira, la victoire sera possible. Aucune avant-garde lucide ou héroïque ne peut se substituer aux masses. Cette relation avec les masses doit être dépourvue de tout trait autoritaire, de toute attitude d'imposition, paternaliste ou assistencialiste : elle doit tendre, au contraire, à développer au maximum toute initiative créatrice, toutes ses potentialités.

Dans les nouvelles valeurs et pratiques de la vie quotidienne doit également se sentir l'action rénovatrice du parti : en dépassant le machisme qui déprécie la femme, en lui permettant le déploiement de toutes ses possibilités; en combattant l'individualisme et en développant la solidarité, sans nier l'individualité; en permettant le déploiement des qualités d'un membre comme être à part entière et non mutilé.

7. Le parti est une avant-garde politico-militaire, en tant qu'il permet de construire la force politique et militaire du peuple. Tous les peuples qui se posèrent le problème du pouvoir développèrent non seulement une ligne politique mais également une ligne militaire. La bourgeoisie et ses partis fondent leur ligne politico-militaire sur les forces armées de l'Etat et c'est à travers elles qu'ils agissent contre le peuple, défendent le système et étouffent la moindre manifestation de rébellion.

Le peuple, pour atteindre ses objectifs historiques -libérer et développer la patrie et établir la justice sociale-, requiert une force militaire propre capable de mettre en déroute les classes dominantes et de garantir les conditions de construction de nouvel ordre social révolutionnaire.

La compréhension du parti révolutionnaire comme force politico-militaire est liée à la stratégie qui aspire à transformer qualitativement le système, et non seulement à être une force de pression à l'intérieur de celui-ci.

L'ensemble des structures du parti sont politico-militaire. Le MRTA, sur ses propres structures, commence la construction de l'Armée Populaire Tupacamariste, qui, après être entrée dans sa phase d'expansion, requiert la construction de structures partidaires en son sein. L'établissement des zones d'influence guérillera et du pouvoir populaire exige la construction du parti comme un réseau étendu qui articule et rende puissante cette force du mouvement populaire, en lui donnant une projection stratégique de pouvoir.

Les structures de commandos urbains accomplissent non seulement un rôle militaire, mais également leurs actions ont un profond contenu politique. Les milices et les cellules de masses préparent les masses elles-mêmes pour leur incorporation dans la guerre, donnent de la force à leurs capacités d'autodéfense, construisent leur force de pouvoir, les préparant pour l'insurrection populaire.

8. Finalement, nous considérons absurde l'idée de l'avant-garde auto-proclamée. Ce rôle ne s'auto-assigne pas, mais il provient de la reconnaissance des masses et de la fonction objective dans la lutte des classes, de la capacité d'influer sur les événements et de frapper l'ennemi.

PRINCIPES ORGANISATIONNELS

1. Un parti clandestin et conspirateur. Le MRTA, en tant qu'organisation révolutionnaire qui lutte frontalement pour défaire les classes dominantes, affronte l'action de l'ennemi qui cherche à le détruire; pour cela l'ensemble de sa structure est clandestine et ses cadres sont formés dans l'esprit permanent de la conspiration révolutionnaire.

Cela ne signifie pas que le MRTA soit une secte secrète éloignée des masses, mais au contraire que la clandestinité et la conspiration sont une condition préalable pour vivre au sein

des masses, être en contact permanent avec elles pour organiser et diriger leurs luttes.

Au fur et à mesure que se consolide l'influence révolutionnaire dans un espace déterminé des masses, il est possible que le MRTA puisse agir chaque fois plus ouvertement vis-à-vis des masses, puisque celles-ci se convertissent peu à peu en masses révolutionnaires; la conspiration révolutionnaire acquiert ainsi un caractère de masse.

Une armée révolutionnaire disciplinée et de combat. Le MRTA n'est pas seulement une organisation qui aspire à la révolution, mais il combat pour cela aujourd'hui, ce qui signifie qu'il se situe dans une confrontation totale contre tout l'appareil militaire, politique, idéologique et administratif des classes dominantes. Seule une organisation jouissant d'une cohésion totale, hautement disciplinée et de combat possède la capacité d'affronter avec succès cet énorme défi.

Cela implique une unité de fer dans tous les fondements du MRTA, dans la décision de ses organismes, dans la défense de toute son identité. Cela signifie éradiquer parfaitement tout élément corrompueur de cette cohésion, comme les déformations du libéralisme, l'esprit de groupe, d'orientation, le commérage, le relâchement de la morale combattante.

Cela implique une volonté unique pour mener à bien les plans et projets révolutionnaires. Cela signifie nager constamment contre le courant, surmonter la supériorité relative qu'a l'ennemi pour avancer de façon décidée et modifier ainsi le rapport de forces, jusqu'à le transformer en faveur de la lutte révolutionnaire.



3. Le centralisme démocratique. Qui implique la plus large et démocratique participation des membres de l'organisation dans la discussion, l'élaboration et l'adoption de la ligne politico-militaire, et la plus rigoureuse centralisation dans son implantation.

Centralisme et démocratie sont deux aspects qui, étant unis, ont un poids qui varie selon les conjonctures politiques et les nécessités du parti. Il y a des périodes aux cours desquelles l'organisation ou telle structure requiert le plus large débat pour prendre les décisions les plus opportunes. Par exemple pour tracer la ligne générale du parti nous convoquons notre premier congrès national; un organisme convoque une réunion pour évaluer son travail et tracer les plans. Il y a d'autres moments auxquels, sur ces décisions, la minorité doit respecter les décisions prises par la majorité, et aussi des circonstances dans lesquelles les organismes de direction et le commandement doivent prendre des décisions concrètes assumées comme un seul poing, puisque de cette solidité dépend le succès de l'action.

Les éléments qui corrompent ce principe sont autant le verticalisme dans lequel peut tomber un commandement ou un organisme qui impose ses décisions sans prendre en compte l'opinion des organismes et des militants qui sont sous son commandement, que le démocratisme de certains éléments qui pensent qu'il est possible de passer sa vie à débattre interminablement, entravant ainsi la capacité d'action révolutionnaire de l'organisation, prétendant convertir le parti en un club de dilettantes.

4. La directive collective. Les résolutions des problèmes de base, la réflexion et la discussion, l'évaluation des expériences sont confrontées de manière collective par les instances respectives, où chaque membre de ces dernières exprime son propre avis, établissant un flux vif d'opinion entre les diverses instances. Cela permet, d'un côté, de mettre en valeur les qualités de tous les membres et, d'un autre côté, de créer un style de travail qui affirme de nouvelles valeurs et pratiques.

Le principe de direction collective ne nie pas la responsabilité individuelle de chacun des membres quant aux tâches qu'ils partagent. Au contraire, l'exercice de la direction collective requiert la délimitation claire des responsabilités, du contrôle et de la critique de celles-ci de la part des instances correspondantes. De cette façon on peut affronter en de meilleures conditions les erreurs et les déviations qui pourraient se présenter.

5. La compartimentation. Son objectif est de préserver l'organisation des coups de l'ennemi. C'est la règle de sécurité la plus importante; dans nos conditions elle est indispensable pour notre existence.

Chaque militant ou organisme doit posséder le maximum d'information politique possible, mais juste l'information organisationnelle strictement nécessaire pour assurer le succès de son travail.

La compartimentation est la règle principale du travail de conspiration. Grâce à elle, nous pouvons empêcher que l'ennemi pénètre les secrets de l'organisation.

La compartimentation revêt une fonction politique. Elle n'est pas un instrument de désinformation ou d'arbitraire, mais une garantie de sécurité face à l'ennemi. Voilà pourquoi l'application, réfléchie et politique, de ce principe est essentielle.

6. L'autofinancement. C'est un de nos principes essentiels. L'autonomie économique est la clé de toute autonomie, politique ou organisationnelle. Pour cela, ce qui est valable pour l'organisation dans son ensemble est également valable pour chaque organisme. Au fur et à mesure que l'influence de notre organisation va en s'amplifiant dans les divers secteurs de la société, l'autofinancement acquiert une importance

centrale qui nécessite non seulement l'incorporation active de nos militants mais aussi l'appui des masses dans les diverses sphères de la société, qui doivent se convertir en la force qui soutient matériellement la révolution. L'autonomie économique de chaque organisme ne doit pas se confondre avec la fêlure de l'unité, la méconnaissance du centralisme démocratique, ni l'éloignement de ces thèses. C'est plutôt l'apport, l'initiative qu'acquièrent les organismes pour rendre le plus efficace possible leur travail politique révolutionnaire.



L'ELAN EST DONNE

POUR UNE

LUTTE PROLONGEE

U S A



DECLARATION D'APPUI AUX PRISONNIERS PERUVIENS

Nous, signataires de cet appel, sommes des prisonniers politiques, des prisonniers de guerre et des prisonniers sociaux progressistes détenus dans les divers pays impérialistes.

Au delà des murs qui nous enserment, nous assurons de notre appui et de notre solidarité le peuple péruvien, le PCP (Partido Comunista de Perú, connu également comme Sentier Lumineux) et les prisonniers de guerre de la révolution péruvienne.

Plus de 500 ans se sont écoulés depuis que Colomb débarqua dans l'hémisphère occidental. Depuis, donc, les peuples indigènes et les classes ouvrières des Amériques n'ont connu que la faim, la misère, l'exploitation, l'oppression et la mort aux mains des classes dominantes locales et étrangères. Voilà ce à quoi se résume 500 ans de "développement" capitaliste.

Depuis 1980, le PCP avec le peuple péruvien a été à l'avant-garde d'une révolution sociale de grande portée. Treize ans après, nous constatons que la révolution est parvenue au point d'équilibre stratégique face au gouvernement appuyé par les USA. Les peuples indigènes péruviens sont une partie intégrante de cette lutte révolutionnaire.

La dictature fasciste du Pérou détient plusieurs centaines de prisonniers de guerre du PCP, dont Abimael Guzmán, Président du PCP et de nombreux autres militants et cadres du parti.

Nous dénonçons la torture et l'assassinat de ces prisonniers politiques par le gouvernement fasciste. Le silence des véritables maîtres impérialistes du gouvernement péruvien démontre l'hypocrisie de leur soi-disante "politique des droits de l'homme". A la lumière de nos expériences, nous savons combien les lois internationales et les droits de l'homme restent lettre morte quand il s'agit de prisonniers révolutionnaires même dans les pays impérialistes.

L'héroïsme de la lutte et le sacrifice des prisonniers du PCP sont un exemple pour tous les prisonniers révolutionnaires par le monde.

Ils perpétuent la longue tradition de lutte et de résistance des prisonniers communistes à travers l'histoire. La lutte révolutionnaire continue sur tous les fronts et face à toutes les conditions, jusqu'au plus profond des cachots obscurs du capitalisme. L'impérialisme a toujours tenté de criminaliser toute les résistances contre ses politiques de mort et de misère par la négation de la nature politique des prisonniers révolutionnaires. C'est le cas aujourd'hui au Pérou comme dans les pays impérialistes. La révolution n'est pas un crime! tel est le mot d'ordre le plus élevé de tout individu.

Le régime fasciste au Pérou, avec son histoire sanglante de torture, d'assassinat et de disparition, cherche cyniquement des argumentations "légalistes" afin d'exécuter le Président Guzmán ainsi que d'autres prisonniers du PCP au seul motif qu'ils sont communistes et révolutionnaires. Nous devons et nous tenons à nous y opposer. Nous appelons nos frères et sœurs, dans les prisons ou non, afin que notre voix soit entendue pour s'opposer à cette manœuvre.

Au niveau international, les impérialistes se serrent les coudes pour isoler et écraser la révolution au Pérou. La révolution qui est un défi au nouvel ordre mondial et qui fragilise ses pieds d'argiles, nous donne un exemple vivant d'un peuple en armes. Nous appuyons la révolution péruvienne en tant que juste guerre de libération. La lutte du peuple péruvien est notre lutte.

Il est d'une importance urgente de nous unir, au delà des lignes politiques, pour appuyer cette lutte. En tant que prisonniers nous affrontons quotidiennement la réalité du contrôle du capital, sans les atouts de la démocratie bourgeoise. Nous avons appris depuis bien longtemps que l'unité est essentielle pour lutter efficacement face à ces conditions. Au Pérou, la réalité (los hechos en la tierra) est que le peuple dirigé par le PCP s'est soulevé contre l'héritage de 500 années de colonialisme, de misère, de famine, d'exploitation, de racisme et d'impérialisme. Comme révolutionnaires, notre devoir est d'appuyer cette lutte du mieux que nous le pouvons à partir de nos situations.

Le nouvel ordre mondial, ivre de sa puissance militaire, a déjà commencé à intervenir au Pérou. Cette intervention n'aura de cesse d'augmenter face à l'intensification de la lutte. Nous devons dénoncer et démasquer cette intervention pour ce qu'elle est : la continuité de la domination impérialiste qui fut, pour l'Amérique Latine, une plaie ouverte durant 500 ans. Une victoire socialiste au Pérou serait une victoire pour toute la classe ouvrière mondiale.

L'anti-impérialisme qu'ensembles nous semons aujourd'hui, sera la récolte que nous ferons demain, lorsque le jour de l'addition sera venu dans la métropole capitaliste.

Avril 1992.

Dept. Peru, P.O. box 1684, Lake Worth, FL 33460, USA



Le 18 mai fut le jour du référendum sur l'accord d'Edinbourg concernant l'union européenne. Sur la place Blågård, dans le quartier de Nørrebro à Copenhague, il y avait un concert anti-union. Quand aux environs de 22h, fut établi le résultat d'un oui à l'union, une grande partie des gens -environ 500- allèrent vers la rue centrale toute proche pour y faire un happening. Une partie de la rue fut bloquée par des véhicules de travaux et des poubelles pour établir un "territoire libre de l'union". Alors que les flics essayaient d'évacuer la rue, s'y développa une bataille qui s'étendit jusqu'à St. Hans Torv et dura jusqu'à environ 3h. Des barricades furent construites, des pierres volaient et les vitrines de banques furent démolies et leur inventaire détérioré. Les flics tiraient des gaz lacrymogènes, des flics en civil renvoyaient des pierres et finalement des flics en civil et en uniforme tirèrent sur les gens avec des armes à feu, bien que ceux-ci selon des témoins soient en train de se replier.

La police danoise montrait ici ouvertement son visage fasciste. Environ 100 coups de feu furent tirés dans la foule. Cette forme de lutte anti-insurrectionnelle (tir brutal) fait naître des associations avec une pratique comme par exemple celle en Palestine occupée. C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu de morts. 11 personnes ont été gravement blessées par balles et plusieurs autres ont été touchées superficiellement. Les blessures par balles montrent qu'en aucune manière, au cours de cette action cynique, il ne fut tenu compte de la vie des personnes:

- l'un fut touché à la mâchoire près de la carotide,
- il fut tiré dans le dos d'une autre juste à côté de la colonne vertébrale,
- deux ont été blessées au ventre
- les autres ont été blessées par des tirs aux bras et aux jambes.

Différents prises de vue télévisuelles mon-

trèrent qu'il fut tiré à la hauteur de la tête et du cœur. Qui fut touché et en quoi était-ce fortuit: quelques uns des blessés étaient éloignés jusqu'à 40 mètres des flics.

Les politiques, les flics et la presse ne se sont avec cela préoccupés que de combien la situation avait été dangereuse pour les flics, et du nombre de blessés de leur côté. Contre cela, il se démontra rapidement que les soi-disants blessures très dangereuses des flics n'avaient guère de sens. Essentiellement, cela tourne autour d'ecchymoses, saignement du nez et de doigts foulés. Tous sont sortis de l'hôpital le lendemain. Ils ont maintenant eu une offre de soutien psychologique.

Les flics continuent avec les poursuites fascistes contre les blessés:

- La police déclara les blessés arrêtés alors qu'ils étaient couchés sur leur lit d'hôpital. Ils ont été accusés d'incendie criminel, de violence contre agent de la force publique, dépradations et violation de la paix publique.
- Les blessés ne sont autorisés à recevoir ni visite, ni lettre, ni appel téléphonique, même pas de leurs parents.
- Les blessés eurent leurs vêtements, leur argent et objets saisis pendant qu'on les opérât.
- Les blessés ont été interrogés alors qu'ils étaient encore sous l'influence des médicaments, pour les inscrire sur les fichiers informatiques.

Les flics souhaitent une dure condamnation des blessés afin d'ainsi légitimer leur tir brutal dans la foule.

Le samedi 22 mai, l'arrestation des blessés a cependant été encore suspendue parce que il est illégal d'arrêter des gens dans un hôpital.

Liberté pour tous les prisonniers politiques!

Au moins 8 personnes ont été condamnées à 13 jours de prison préventive, 4 d'entre-eux sont à l'isolement. Les autres incarcérés, environ une vingtaine seront dehors demain.

Dans la nuit de mercredi, il y eu de nouveau des batailles de rues. A nouveau, une banque fut attaqué et les flics tirèrent des gaz lacrymogènes. 4 personnes ont été arrêtées.

Le samedi 22 mai, il y eu une manifestation d'environ 2 000 personnes.

ARRIERE-PLAN DES DEUX JOURS DE BATAILLE DE RUES; HAINE REFOULEE CONTRE L'UNION EUROPEENNE DU CAPITAL ET SES LAQUETS.

Les affirmations des flics et de la presse comme quoi les gens avaient été aussi en colère et hardis parce qu'ils avaient pris du speed est une autre tentative de nous présenter comme des psychopathes inhumains qui sont isolés du reste de la population du quartier de Nørrebro et de ceux ayant choisi le NON. L'objectif de tels mensonges est d'empêcher ce que redoutent le plus messieurs les dominants: à savoir que plus de personnes comprennent combien il est juste de mener une lutte militante contre l'union européenne.

MAIS NOUS NE SOMMES PAS SEULS!

Il apparait vite que beaucoup de gens différents participèrent activement et spontanément ou se solidariserent avec ce qui se passait. La cause tient à ce que beaucoup de gens en ont plein le dos de ce que les politiques débâtèrent quotidiennement. A cette occasion, la colère est celle des gens qui vivent ici dans les quartiers laborieux les plus pauvres de Copenhague (Nørrebro, Vesterbro, banlieues-ghettos), les faibles et les bannis de la société qui doivent sans cesse payer le plus haut prix de la crise politique des gouvernements. Indifféremment qu'il s'agisse des conservateurs ou des sociaux-démocrates au pouvoir; la réalité est que la CEE est déjà depuis longtemps un instrument pour la politique ouest-européenne de crise générale où il en va du même principe -que ce soit au Danemark, en Europe ou dans le reste du monde: rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Le chiffre de plus de 17 millions de chômeurs (enregistrés!) dans la CEE parle de lui-même, ce n'est néanmoins qu'une expression de l'ampleur de l'oppression et de l'exploitation. Augmentations des prix, baisses des salaires, pression au rendement renforcée, plus de suicide, plus de gens malades psychiquement, plus d'actes de violence contre les femmes, plus de solitude... sont d'autres faits qui ne peuvent pas être ignorés.

Quand il est relaté qu'il s'agissait des actes de violence les plus hardis depuis la 2nd guerre mondiale, cela doit être vu dans le contexte où la crise -également dans la société danoise-

est plus grande que jamais. La dite démocratie bourgeoise, en particulier, fait face à une énorme crise parce qu'aucun(e) homme-femme politique est en position d'expliquer pourquoi par exemple de l'argent est donné pour le pont autoroutier d'Oresund vers la Suède auquel seul le capital est intéressé mais est économisé concernant les hausses de salaire, l'amélioration des conditions de travail, les appartements, la santé, les domaines sociaux, l'environnement... Leurs arguments de propagande sont toujours que les investissements et la formation de dits "centres forts" créeraient des emplois -mais ce qui est uniquement créé, c'est le cadre où les capitalistes peuvent faire encore plus de profit et accroître leur pouvoir.

QUI DEFEND VERITABLEMENT LA POLICE?

La police est l'un des outils de messieurs les dominants contre ceux qui sont insatisfaits de mener une vie qui est dicté "d'en haut" par la CEE et qui font de la résistance contre cela. La police protège les "donneurs" de travail, les briseurs de grève, les banques, les chefs d'Etat, les racistes et fascistes... et prend librement l'offensive contre les travailleur(eu-se)s en grève, les manifestants de gauche, les étrangers et réfugiés... oui -ils peuvent de même assassiner des gens sans que cela n'ait de conséquence pour eux.

Le rôle de la police dans la société est sans équivoque. Tous les politicien(ne)s -à l'exception de quelques uns d'entre eux minoritaires- ont dit qu'ils trouvaient normal que la police, dans une telle situation, tire sur des gens.

Nous demandons à tous de protester de toutes les manières possibles et de montrer que nous ne nous laissons ni intimider, ni effrayer.

LUTTER CONTRE L'UNION EUROPEENNE DU CAPITAL

Notre NON à l'union est un NON au développement capitaliste en général. Cela signifie pour nous lutter pour la construction d'un pouvoir populaire collectif, auto-déterminé et démocratique. Notre NON est un NON internationaliste et c'est pourquoi nous aimerions mobiliser des gens d'autres pays contre la rencontre européenne qui a lieu le 21 et 22 juin à Copenhague.

Un salut également à tous qui dans d'autres villes (Århus, Oslo, Trondheim, Stockholm, Berlin...*) se sont conduits en rapport avec les événements par des manifestations, des attaques de banques, de consulats danois.

L'initiative du 18 mai.

* A Hanovre, dans la nuit du 19 au 20 mai, des opposants à l'Europe ont brisé 12 vitrines du Ministère des Affaires Fédérales et Européenne de Basse-Saxe. Les slogans "Tirs à Copenhague -l'Europe des flics et des bonzes" ont été bombés sur les murs.

ASSASSINAT D'UN MILITANT.



Le 27 juin 1993, un militant de la RAF, Wolfgang Grams était exécuté alors que sa compagne, Birgit Hogefeld, également militante de la RAF, était arrêtée. Birgit était immédiatement neutralisée d'une façon telle que selon ses propres dires "si elle voulait rester en vie, elle ne devait faire aucun faux mouvement". La tentative de fuite de Wolfgang donna lieu à une fusillade où en dépit des nombreuses assertions des flics pour ajuster leurs versions successives, il n'est toujours pas établi qui est responsable des premiers coups de feu qui se soldèrent par un tir à bout portant dans la tête pour Wolfgang. Il était alors déjà à terre, allongé entre les rails d'une petite ville du Mecklenbourg-Poméranie antérieure, Bad Kleinen. L'accusation fédérale décrétant une rétention de l'information, celle-ci fut néanmoins peu à peu fissurée. Ainsi le témoignage d'une femme: "l'homme était couché immobile sur le rail... Je pensais que déjà Grams était mort. Alors 2 policiers sont arrivés près de Grams inerte. L'un des policiers se baissa et de manière rapprochée tira plusieurs coups sur Grams allongé. A ce moment là, il semblait déjà mort. Le policier a visé la tête et a tiré à quelques centimètres de la tête de Grams". Elle ajoute que le deuxième policier qui était à côté de Grams a également tiré mais "plutôt dans le ventre et les jambes". Ce témoignage confirme le premier résultat de l'autopsie demandée par l'avocat de la famille de Wolfgang selon lequel le coup mortel avait été donné soit "de très près", soit "en appui sur la tête".

Wolfgang comme Birgit était originaire de Wiesbaden. Avant de devenir militants de la RAF, ils avaient, entre autres activités politiques, soutenu les prisonniers de la RAF dans leur lutte contre l'isolement et pour le regroupement. Parce qu'ayant disparu de l'"écran radar" du BKA depuis le printemps 84, Wolfgang était soupçonné depuis d'appartenir à l'organisation clandestine. Il n'y avait pas d'autre mandat d'arrêt contre lui que celui-ci -ce qui en Allemagne permet à l'accusation de le tenir pour responsable de tous les attentats de la RAF commis dans cette période, que sa participation soit ou non démontrée, et quel que soit son rôle éventuel. C'est là la "thèse de la collectivité" mise en avant depuis des lustres par l'accusation fédérale contre les militants de cette organisation révolutionnaire.

En avril 1992, ces militants et d'autres avaient posé l'idée de la juste et nécessaire retraite stratégique dans cette phase. Un communiqué annonçait la "suspension de l'escalade", des exécutions de personnalités économiques, militaires et politiques, responsables de l'exploitation des peuples, allemand et sur les Trois Continents. La brutalité de l'Etat allemand est une réponse qui ne souffre aucune ambiguïté: la destruction de la politique révolutionnaire et donc des militants qui portent une volonté d'émancipation politique et sociale. Pour celui-ci, digne représentant de la permanence de la lutte des classes et du talon de fer de la dictature bourgeoise, le besoin de réflexion de militants devient immédiatement l'opportunité pour augmenter sa pression destructive.

Après l'initiative Kinkel (note), l'interprétation de cette suspension des attaques légitimes au cœur de l'Etat fut utilisée par le gouvernement Kohl pour accroître la confusion quant à un possible règlement de la question des prisonniers politiques en R.F.A. L'enchevêtrement du besoin de réflexion des militants et combattants de la RAF avec leur désir de voir régler la question des prisonniers politiques afin que ces derniers apportent leurs expériences à cette réflexion, ne réussit pas à ouvrir suffisamment l'espace de la discussion. Une nécessité pour tracer les perspectives crédibles et réappropriables quant à l'organisation et la mise en œuvre d'une politique révolutionnaire émancipatrice. Le temps manque dans cette phase où le pouvoir monopolistique du capital avance à marche forcée contre les intérêts des peuples et du prolétariat.

La réadéquation du niveau de l'attaque annoncée par le communiqué d'avril 92 amena à la destruction de la construction quasiment finie de la prison de Weiterstadt, le 27.03.93 (voir Front n°6). Une contestation de son monopole de la violence que l'Etat allemand n'a pas plus la capacité de véritablement gérer que les attaques ciblées. C'est ce que l'assassinat de Wolfgang a révélé.

Nous nous joignons aux 2 000 manifestants qui défilèrent à Wiesbaden le samedi 10.7. pour protester contre l'acharnement terroriste du gouvernement Kohl.

Salut amical et révolutionnaire à Birgit et courage!

Un fort salut amical et révolutionnaire au camarade Wolfgang Grams, tombé à Bad Kleinen sous les coups de la barbarie impérialiste.

Note: En janvier 92, Kinkel, ministre de la justice, annonçait envisager la libération des prisonniers inaptes à la détention et de ceux ayant effectué une part importante de leur peine; ce qui était une première dans la politique menée jusqu'à présent contre les militants de la RAF et de la résistance devant habituellement faire leur peine dans son intégralité. Initiative désormais enterrée.

- N°1 : LES POLITIQUES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES INTEGREES DE LA CEE. Sur le front des résistances et des luttes contre la justice bourgeoise et la prison. Contre l'accord de Schengen, le laboratoire européen. Sur le projet de Livre IV du nouveau Code Pénal. Sur les comités de lutte dans les prisons. Entretien avec le Collectif des prisonniers communistes Wotta Sitta. Déclaration des militantes des BR-PCC emprisonnées à Paris. Droit bourgeois et légalité prolétarienne. A propos de l'action contre Rohwedder...
- N°2 : DE LA RESISTANCE ET DES LUTTES. La nouvelle dimension de la répression aujourd'hui. Contre la guerre. Légalité et illégalité. Combattre la bourgeoisie impérialiste. A propos de la résistance arabo-palestinienne. L'impérialisme aujourd'hui et la situation internationale. A propos des libérations de PP en Allemagne. Sur la résistance des squatteurs à Lyon...
- N°3 : POUR LA CONSTRUCTION DANS LE COMBAT DES POUVOIRS PROLETARIENS. De besançon aux Monts Tsingkiang. Sur la construction du contre-pouvoir révolutionnaire. Front des résistances et des luttes. Procès à Paris des militantes des BR-PCC (suite). Sur les casques bleus. Carcelona et la préparation aux J.O. DE L'ETAT : les nouveaux contours du rapport de force entre les classes eu niveau local et international. Relations impérialistes et Etats. Communiqué de revendication Ruffilli (BR-PCC) et déclaration au procès de Forlì des prisonniers Brigade Rosse...
- N°4 : IMPERIALISME ET POLITIQUES HUMANITAIRES. Vers la guerre de basse intensité généralisée ? Bourgeoisies monopolistes et bourgeoisies non-monopolistes. Francfort : réflexions sur le mouvement révolutionnaire. Une lutte toujours plus juste! BR-PCC. La randonnée médiatique de Frérot et consorts. Démasquer les faux amis du prolétariat. A la limite de deux époques...
- N°5 : LUTTER ENSEMBLE ! Hambourg : attaquer l'Etat de Droit. Tübingen : Vive la contre-violence révolutionnaire! Contre l'initiative RAF du 10.4.92. Quelques notes contre le concept de "société des 2/3". Déclaration au procès contre la colonne Luca Mantini. BR-PCC. Extrait du communiqué des Nuclei Comunisti Combattenti. Cinq cents ans de résistance, la lutte continue, texte du MRTA péruvien...



LES CAHIERS

CAHIERfront 1

Collectif des communistes prisonniers Wotta Sitta!

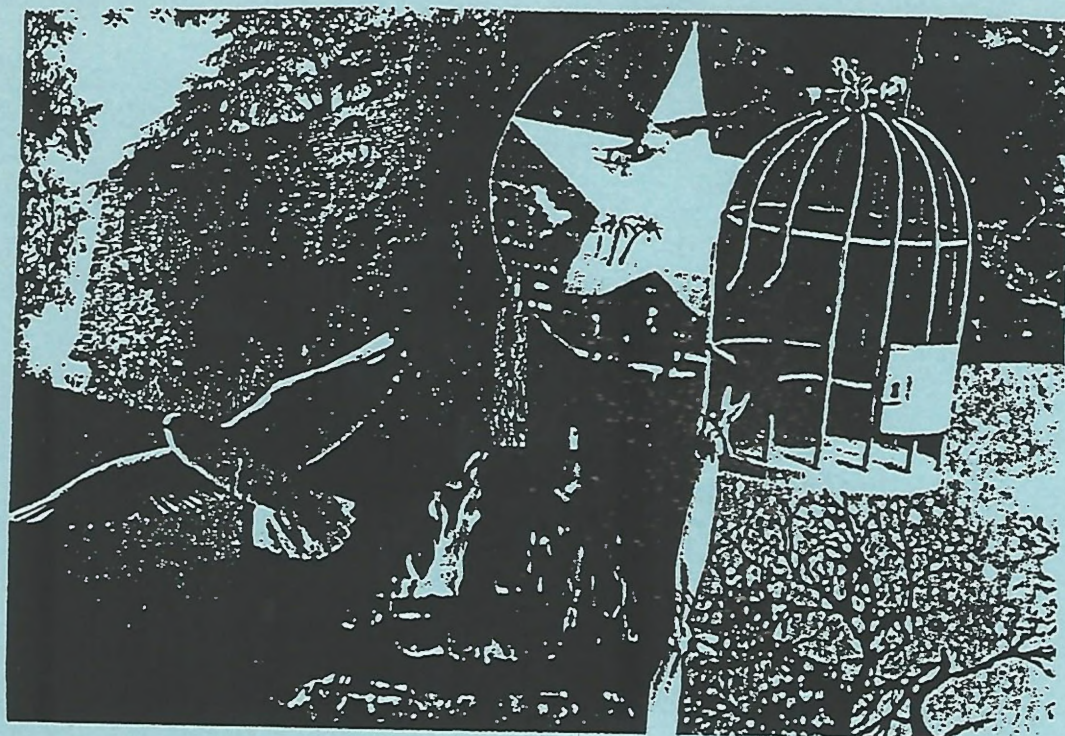
"LA PAIX IMPERIALISTE, C'EST LA GUERRE"

Un document : le projet communiste aujourd'hui
au coeur des dynamiques de crise et de guerre,
et face à l'émergence réactionnaire du pôle impérialiste,
l'UNION EUROPEENNE. 35 pages.

20 F

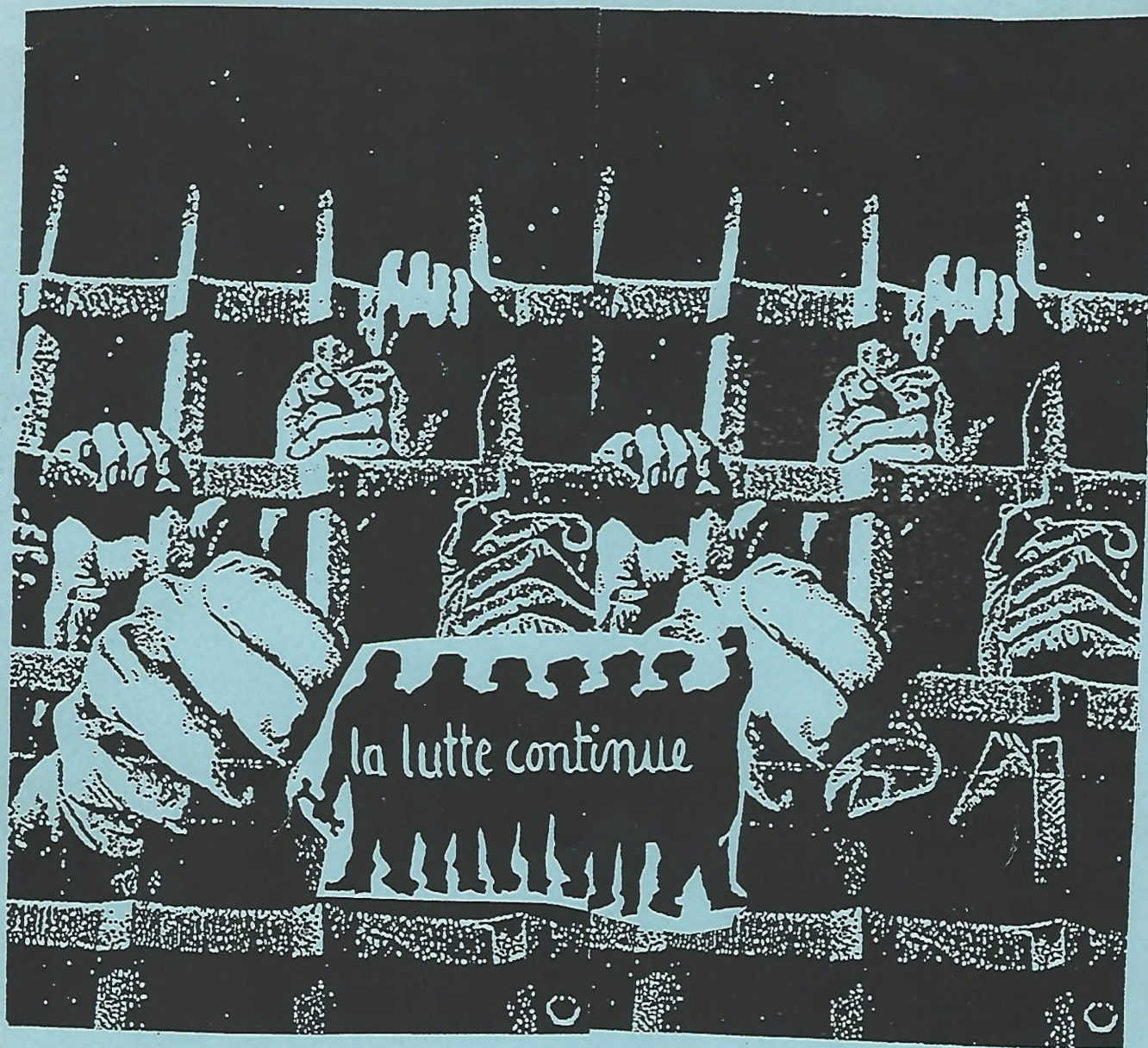
COMMANDEZ-LE ! JARGON LIBRE B.P. 417 84071 AVIGNON

WOTTA SITTA!



UNE SERIE DE 8 CARTES POSTALES PHOTOCOPIES COULEURS
DE COLLAGES EXECUTES PAR JOELLE AUBRON -EST EN VENTE
AU PROFIT DU COMITE DE LUTTE DES PRISONNIERS D'ACTION
DIRECTE.

POUR LA RECEVOIR ENVOYER 40 FRs. A JARGON LIBRE
B.P. 417 - 84071 AVIGNON - CEDEX 4 -
C.C.P. 560 47 K MARSEILLE.



front

Jargon libre B.P. 417
84071 AVIGNON CEDEX 4
CCP 560-47K MARSEILLE